



MARDI 15 DÉCEMBRE 2020

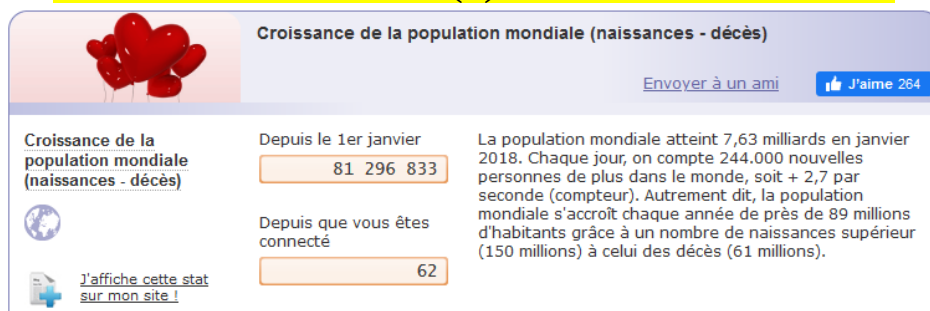
GOVERNEMENTS et COVID-19 : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner votre vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ **UN JOURNAL QUI NE CROIT PAS À SES PROPRES ARTICLES** (780 millions d'infectés) (J-P) p.1
- ▶ **Covid : "ILS" nous prennent vraiment pour des imbéciles...** (Charles Gave) p.3
- ▶ **La mobilité n'est PAS une affaire : Pourquoi l'effondrement des transports en commun provoqué par la pandémie devrait nous concerner tous** (Kurt Cobb) p.7
- ▶ [vidéo] **L'effondrement en 1972** (Didier Mermin) p.10
- ▶ **Rêver d'un Noël sans choses dont personne ne veut ou n'a besoin** (Charles Hugh Smith) p.11
- ▶ **Un nouveau livre audio, une nouvelle chanson, un nouvel accent** (Charles Hugh Smith) p.12
- ▶ **ASTRONOMIE : nous ne voyons que l'armoire à balais de notre maison** (J-P) p.10
- ▶ **L'insupportable légèreté du blogging : Comment sauver vos messages de la catastrophe.** (Ugo Bardi) p.11
- ▶ **Quel journal ne nie pas la réalité ?** (Un-Denial) p.16
- ▶ **Des subventions massives et sans fin détruisent l'affirmation selon laquelle l'énergie éolienne et solaire est la moins chère de toutes** (StopTheseThings) p.19
- ▶ **Les combustibles fossiles, l'alimentation et une réponse juste et durable à la COVID-19** p.22
- ▶ **Cinq ans après, peut-on dire que l'Accord de Paris n'a servi à rien ?** p.25
- ▶ **Après la COP21, la (dé)route vers la COP26** (Biosphere) p.34
- ▶ **TOUJOURS LA GRANDE CRISE D'EFFONDREMENT...** (Patrick Reymond) p.38

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **<1969> LA GRANDE DÉPRESSION** (Hans F. Sennholz) p.42
- ▶ **« Ce qui va arriver sera bien pire que la Grande Dépression ! Tout va finir par s'effondrer !! »** p.50
- ▶ **L'économie va s'effondrer ! C'est une certitude, ... Ce n'est plus qu'une question de temps ! Préparez-vous et laissez tomber tous ces charlots de médias et gouvernements incompetents** p.51
- ▶ **Les médias mainstream mentent sur la stratégie sanitaire des suédois contre le covid ! »** p.53
- ▶ **« L'escroquerie de la lutte contre les inégalités. JT du grenier ! »** (Charles Sannat) p.57
- ▶ **Saxo Bank annonce ses dix «prévisions choc» pour 2021** p.61
- ▶ **La dernière grande erreur de la BCE** (Daniel Lacalle) p.63
- ▶ **La finance est conduite par des ânes.** (Bruno Bertez) p.67
- ▶ **Éditorial: les chants désespérés sont les chants les plus beaux et ...** (Bruno Bertez) p.69
- ▶ **Pour 100 milliards t'as plus rien, t'as que des pertes.** (Bruno Bertez) p.72
- ▶ **Argent gratuit et énergies vertes : le programme Biden** (Nomi Prins) p.74

<<>><<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>><<>>



244 000 naissances PAR JOUR dans le monde. Covid-19 ou est-tu ?

UN JOURNAL QUI NE CROIT PAS À SES PROPRES ARTICLES

Pas plus qu'il ne croit l'OMS ou l'AFP

Selon l'OMS, 10% de la population mondiale serait infectées par le covid-19, soit **780 000 000 de personnes**. Or, nous pouvons lire en en-tête du journal de Montréal que le nombre de cas au dimanche 13 décembre serait de... **71 951 029** (tous ces cas ayant été prouvés scientifiquement avec des tests, évidemment). Comment? Le journal de Montréal ne croit pas l'OMS ???

Taux de mortalité

Évidemment, avec un tel chiffre le taux de mortalité du covid-19 en prend un coup (ce virus aurait-il attrapé un virus?). 1 609 044 morts (tous ayant subi des autopsies pour prouver qu'ils sont bien morts du covid et pas d'autre chose, évidemment) donnent un taux de mortalité de... : $1\,609\,044 \times 100 / 780\,000\,000 = 0,2 \%$.

Ayez peur, mes amis, de ce virus mortel qui va décimer l'économie mondiale (pas le virus, mais les politiciens) et ne vous laissera plus rien à vous mettre sous la dent (ni sur le corps).

The screenshot shows the Journal de Montréal website interface. At the top, a red banner displays 'COVID-19'. Below this, a table lists statistics for Québec, Canada, and the Monde. The main headline reads 'COVID-19: 10% de la population infectée, l'OMS veut se réformer plus vite'. To the right, there is a sidebar with 'INFOLETTRE COVID-19' and a 'METTEZ-VOUS NUE' comic strip.

Région	NOMBRE DE CAS
Québec	163 915
Canada	456 846
Monde	71 951 029

Décès: 1 609 044

COVID-19: 10% de la population infectée, l'OMS veut se réformer plus vite

INFOLETTRE COVID-19: Un résumé pertinent de la journée, chaque soir, grâce aux diverses sources du Groupe Québec Média.

METTEZ-VOUS NUE

Journal de Montréal et AFPLundi, 5 octobre 2020

Genève | Le coronavirus, qui aurait déjà infecté 10% de la population mondiale, est un « signal d'alarme » pour la communauté internationale, a estimé lundi le patron de l'OMS, réclamant une accélération de la réforme de l'organisation face aux urgences sanitaires.

S'exprimant à l'ouverture d'une session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la riposte à la COVID-19, Tedros Adhanom Ghebreyesus a vigoureusement défendu le travail réalisé par l'organisation, accusée notamment par le président américain Donald Trump d'incompétence dans sa gestion de la pandémie qui a fait plus d'un million de morts.

À ses côtés, le directeur des urgences sanitaires de l'OMS, Michael Ryan, a expliqué qu'environ 10% de la population mondiale pourrait avoir été infectée, soit environ 780 millions de personnes et le double des chiffres officiels.

M. Tedros a défendu la réforme qu'il a mise en oeuvre ces trois dernières années d'une organisation qui avait été accusée d'avoir sous-estimé l'ampleur de la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest entre fin 2013 et 2016. Mais il a appelé à une réforme plus rapide afin qu'elle soit encore plus efficace.

« Nous ne sommes pas sur la mauvaise voie, (...) mais nous devons aller plus vite. La pandémie est un signal d'alarme pour nous tous », a-t-il déclaré, masqué.

« Nous devons tous nous regarder dans le miroir et nous demander ce que nous pouvons faire de mieux », a-t-il ajouté.

Cette réunion extraordinaire de deux jours du Conseil exécutif de l'OMS, qui réunit les représentants de 34 pays élus pour une période de trois ans et est chargé de préparer et mettre en oeuvre les décisions des membres de l'organisation, n'est que la cinquième de son histoire.

Elle a été convoquée par l'OMS pour donner suite à une résolution approuvée par les États membres en mai, prévoyant une « évaluation indépendante » de la réaction de l'agence onusienne et de la communauté internationale à la pandémie.

« Le monde a besoin d'un système robuste d'évaluation entre pairs », a pointé le patron de l'OMS, citant en exemple l'Examen périodique universel mis en place par le Conseil des droits de l'Homme, un examen auquel doivent se soumettre tous les membres de l'ONU régulièrement.

« Nous encourageons les pays à venir avec de nouvelles idées », a poursuivi l'Éthiopien, ajoutant: « Nous devons être ouverts au changement et nous devons mettre en oeuvre les changements dès maintenant ».

Retrait américain

L'OMS a décrété l'alerte mondiale le 30 janvier face à la COVID-19. L'institution a été vivement critiquée depuis, en particulier par les États-Unis, pour avoir tardé à décréter cet état d'urgence, alors que le coronavirus avait été signalé dès la fin décembre en Chine.

L'organisation a également été critiquée pour des recommandations jugées tardives ou contradictoires, notamment sur le port du masque ou les modes de transmission du virus. D'autres ont aussi souligné que l'organisation manquait à la fois de ressources budgétaires et d'indépendance face aux États.

Lundi, le représentant autrichien, Clemens Martin Auer, a loué la rapide réponse de l'OMS face à la COVID-19 ainsi que les efforts menés par l'organisation en terme d' « information », mais a appelé à revoir sa gouvernance.

« Nous aurions souhaité nous réunir antérieurement », a-t-il notamment dit. « Est-ce que le Conseil est un organe actif ou bien s'agit-il d'une façade pour exprimer la gratitude (des pays) face au travail qui est effectué? »

Ces dernières semaines, plusieurs pays ont lancé des pistes de réflexion sur une réforme de l'OMS, à l'image des États-Unis et du couple franco-allemand.

« Nous espérons pouvoir utiliser cette session spéciale pour commencer à transformer ces nombreuses bonnes idées en actions », a relevé en visio-conférence le représentant américain, Brett Giroir, secrétaire adjoint à la Santé.

Ces projets de réformes seront également discutés par les 164 membres de l'OMS en novembre.

À cette occasion, les pays discuteront également des conséquences du retrait des États-Unis, premier bailleur de fonds de l'agence. « C'est un sujet qui nous préoccupe beaucoup », a signalé la représentante russe, en visio-conférence, tandis que le représentant autrichien a dit craindre un « affaiblissement » de l'OMS.

Apprenez à faire la différence:



Bactérie

Virus

Parasite

Covid : "ILS" nous prennent vraiment pour des imbéciles...

Charles Gave 14 December, 2020

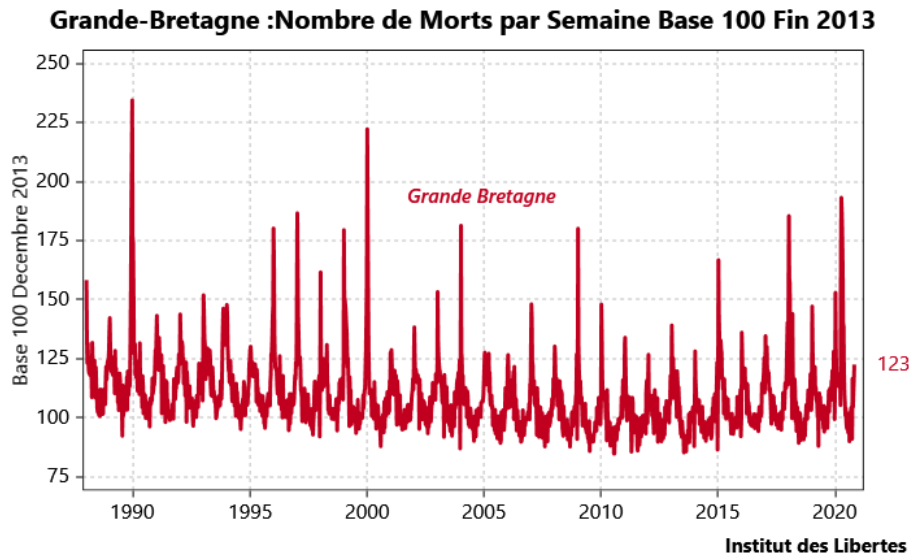


Je dois dire que j'ai de plus en plus de mal à prendre au sérieux les informations officielles sur le Covid. Nous serions, paraît-il, dans une deuxième vague, encore plus grave que la première puisque le nombre de malades a apparemment explosé, ce qui serait un très mauvais signe, annonciateur des pires catastrophes à venir ...

Fort bien, mais en bon et studieux élève que je suis quand je m'approche d'un sujet que je connais mal, je me souviens de ce que disaient les spécialistes, les vrais, en France, en Suède, aux USA au début de la pandémie : le nombre de gens atteints n'a aucune importance, ce qui compte c'est le nombre de décès causés par la maladie.

Et du coup, je me dis qu'il faut regarder le nombre de ces décès, qui grâce à nos vaillants statisticiens sont annoncés avec une mine gourmande tous les jours par les responsables politiques. On a vraiment l'impression que ça les amuse de nous contrôler. L'ennui est que si vous êtes tombé de moto ou que vous avez sauté d'un pont, les chances sont grandes qu'à la morgue de l'hôpital vous serez déclaré comme mort des suites du Covid... Il semble par exemple que le nombre de patients morts de la grippe ait été particulièrement faible cet automne ... Et il n'y a aucune différence faite dans les chiffres entre ceux qui sont morts du Covid et ceux qui sont morts d'autre chose avec le Covid.

Et du coup, j'ai décidé de regarder le nombre total des décès, qui lui ne peut être trafiqué et la première question à laquelle je vais essayer de répondre est la suivante : La crise actuelle est-elle exceptionnelle de par le nombre total des décès ? Pour cela, je vais d'abord utiliser l'exemple de la Grande-Bretagne pour laquelle je dispose de séries longues. Toutes mes statistiques viennent de la banque de données Eurostat.



La réponse est simple : Historiquement nous avons eu deux périodes bien pires : en 1989 et en 2000, et à l'époque je vivais à Londres avec toute ma famille et je ne me souviens de RIEN.

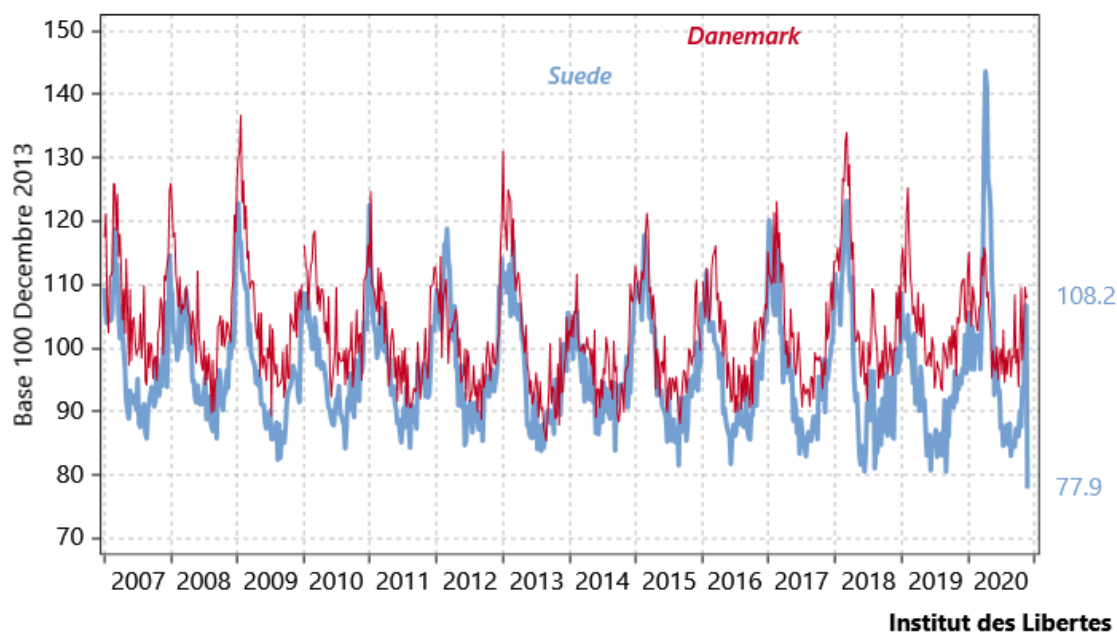
Renseignements pris, il y avait eu pendant l'hiver deux très mauvaises grippez...qui avait sévi en France également. Au vu de ce graphique, j'ai du mal à comprendre l'excitation actuelle...

Une étude rapide du graphique montre de plus que la mortalité est très forte durant les mois d'hiver pour retomber quand la température remonte. En fait la mortalité totale est extrêmement saisonnière et donc la reprise actuelle du nombre de décès est parfaitement normale. Deuxième raison de me demander pourquoi paniquer...

Venons à la Suède.

Pourquoi la Suède ? Tout simplement parce qu'en Suède, la pandémie a été traitée non par des politiques ou des administratifs mais par des épidémiologistes qui prirent la décision de recommander la plus grande prudence, en particulier pour les anciens, mais qui n'organisèrent aucun confinement, l'idée étant que le confinement ne servirait à rien puisque que dès qu'il s'arrêterait, l'épidémie repartirait. **Qui plus est, ces scientifiques disaient que le confinement était une méthode médiévale et qui n'avait jamais marché.** Les pauvres épidémiologistes Suédois furent donc conspués par tous les médias, qui bien sûr n'y connaissaient rien, et un an après, on peut constater les résultats de cette politique que tous les commentateurs trouvaient inhumaine.

Suede et Danemark : Nombre de Morts par Semaine Base 100 Fin 2013



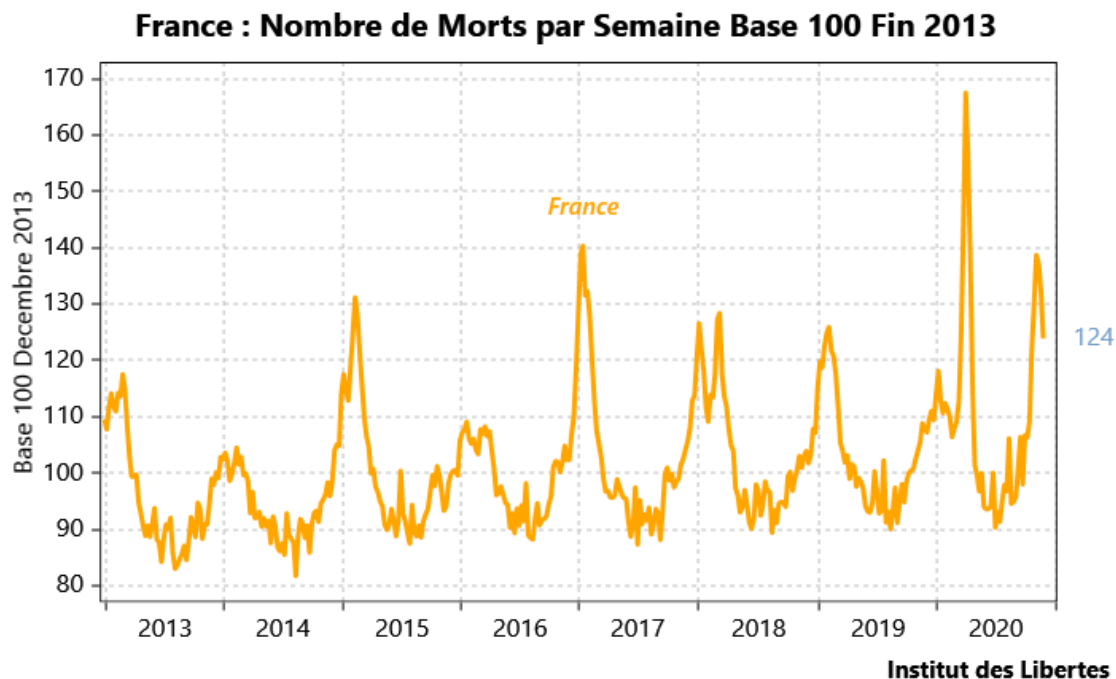
Et ils sont excellents.

Certes, nous avons eu un pic de mortalité en mars-avril, comme dans tous les autres pays, mais il a été plus faible que celui enregistrée en Grande-Bretagne ou en France, et en cette fin 2020, la Suède enregistre sa plus faible mortalité depuis 40 ans et cette mortalité ne connaît pas sa hausse saisonnière habituelle.

Et bien sûr, l'économie Suédoise s'est contractée, mais beaucoup moins que les économies françaises ou britanniques puisqu'à peu près tout est resté ouvert.

La médaille d'or du pays européen qui a le mieux géré la crise revient donc certainement à la Suède qui fait mieux que le Danemark, qui lui a confiné en Mars 2020 et qui du coup a vu l'épidémie repartir (ligne rouge sur le graphique).

Venons-en à la France dont on peut dire qu'elle a été le mauvais élève de la classe.



Nous avons eu et l'un des pics de mortalité les plus élevés (au-dessus de 160), et le rebond saisonnier le plus fort de tous les pays que j'ai étudié.

Et bravo. Comme le dit l'un de mes amis : L'Irlande a l'IRA, l'Espagne à l'ETA et nous, nous avons l'ENA...

En fait, le gouvernement français et les autorités médicales administratives (mais pas le personnel soignant) ont été en dessous de tout : *la France est devenue l'Absurdistan* a écrit le plus grand journal allemand, ce qui n'est guère flatteur.

La Suède ayant prouvé que le confinement ne servait à rien, que se passât-il quand la hausse saisonnière de la mortalité reprit chez nous ?

L'aimable lecteur connaît la réponse, hélas : "Ils " décidèrent de ... reconfiner confirmant ainsi le célèbre mot d'Einstein qui disait que la folie consistait à faire encore et encore la même chose, en espérant un résultat différent à chaque fois.

Et du coup, la production industrielle Suédoise est de retour là où elle était il y a un an alors que pour la France, la production industrielle est en baisse de 6 % sur la même période et je ne parle pas des désastres chez les commerçants, les restaurants ou les hôtels chez nous, alors qu'en Suède tout va bien pour eux.

Et encore bravo. Auraient-ils voulu détruire l'économie française qu'ils n'auraient pas pu faire mieux.

Devant ce désastre, qui rappelle la bataille de France en 1940, on ne peut s'empêcher de rechercher une explication et dans le fond il n'y en a que deux :

1. Une incroyable incompetence, enrobée d'une formidable suffisance, le tout saupoudré d'énormément de corruption. C'est la thèse la plus plausible. Comme le disait l'un de mes professeurs à Toulouse il y a bien longtemps : derrière chaque désastre dans l'histoire on trouve en général des élites incompetentes. L'explication par la bêtise est donc presque toujours la meilleure.

2. La deuxième explication est celle du complot, le degré zéro de la pensée politique disait Revel. A l'appui de cette thèse, le simple fait que la crise du Covid ait permis à Bruxelles de réussir un fort beau coup d'état en mutualisant la dette des pays européens, alors même que cela était formellement interdit par tous les traités européens. Et comme une grande majorité de crimes monétaires, cela s'est passé au mois d'août et depuis, la BCE achète à tiroir ouvert la dette de tous les états faisant partie de l'Euro, alors que cela aussi était interdit par les traités. Je comprends que certains se disent que cette crise économique est arrivée au bon moment pour les eurocrates...

Conclusion.

Tout le monde m'explique que toutes ces atteintes à nos droits fondamentaux (libertés de culte, de réunion, de mouvement, de manifester etc...) disparaîtront dès que les choses redeviendront normales et nous retournerons tranquillement au monde d'avant. J'ai des doutes. Comme le disait Milton Friedman « *il n'y a rien de plus durable qu'un programme gouvernemental temporaire* »

Déjà, tout a changé dans le domaine monétaire : il n'y a plus de prix de marché pour les taux d'intérêts ce qui fait que plus personne ne peut mesurer le risque lorsqu'il envisage un investissement. Déjà, une bonne partie de l'argent que la BCE a créé à partir de rien va se retrouver dirigé vers les énergies alternatives dont la croissance n'est due qu'à la présence de gigantesques subventions. Et donc mine de rien, les pouvoirs qui nous régissent ont **nationalisé** la monnaie dans le but de transformer ce qui était un bien commun en un outil servant à financer les dépenses des états, ce qui devrait être fait par les impôts, votés par le peuple. Du coup, l'on se rend compte que tout le secteur énergétique a été lui aussi de facto nationalisé (taxes pour les uns, subventions pour les autres) et que les investissements dans les énergies fossiles se sont arrêtés, ce qui veut dire que nous allons nous retrouver assez vite devant une pénurie d'énergie tant les investissements dans les énergies vertes ont une efficacité minimale.

Et je peux assurer le lecteur d'une réalité immuable : les banques centrales peuvent imprimer de l'argent pour subventionner des dépenses qui ne rapportent rien avec de l'argent qui n'existe pas mais hélas, **elles ne peuvent pas imprimer du pétrole.**

Ce qui sonnera la fin de la récréation, ce sera donc comme en 1973 une hausse brutale et très forte du prix de pétrole.

Et plus nous continuerons sur les tendances actuelles de nationalisation de la monnaie et de l'énergie et plus rapprochée sera une hausse du baril.

Surveillez le prix du baril comme du lait sur le feu, tel est donc mon conseil pour ceux qui s'intéressent aux marchés financiers.

La mobilité n'est PAS une affaire : Pourquoi l'effondrement des transports en commun provoqué par la pandémie devrait nous concerner tous

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights 13 décembre 2020

Vous pouvez facilement trouver aujourd'hui des histoires sur l'aggravation de la détresse financière des systèmes de transport en commun à New York et à Washington. Selon mon expérience, le métro de Washington, le système de métro léger des trois États, n'est pas entièrement vide comme le montre l'histoire liée. Mais il est très éloigné de l'affaire de la salle de repos et de l'embouteillage, qui se déroulait uniquement aux heures de pointe. Le nombre de passagers aurait diminué de 80 %. Dans la région de la baie de San Francisco, le système de métro léger BART a baissé de 90 %.

Qui circule encore sur ces systèmes ? Les gens qui doivent le faire parce que leurs moyens de subsistance en dépendent. Il s'agit d'un autre groupe de travailleurs essentiels qui s'occupent des épiceries, des hôpitaux, des équipes de construction et des quelques restaurants encore ouverts. Ils s'occupent également des enfants d'autres personnes, nettoient les maisons d'autres personnes et s'occupent des jardins et des pelouses d'autres personnes. Ces activités dépendent fortement de la fiabilité et de la disponibilité des transports publics.

Ce que la plupart des gens ignorent, c'est que les systèmes de transport public ne tirent qu'un peu plus d'un tiers de leurs revenus d'exploitation des tarifs. Ainsi, si la baisse des tarifs a été douloureuse, la baisse attendue du financement local et national en raison de la chute des recettes fiscales et des taxes de vente et de propriété consacrées aux transports en commun sera encore plus douloureuse. Les villes et les États n'ont pas la possibilité de faire des déficits. Le gouvernement fédéral américain peut faire des déficits, et il en fait déjà d'énormes pour lutter contre le ralentissement économique associé à la pandémie. Les villes et les États étant confrontés à la nécessité de réduire leurs dépenses à un moment où les besoins augmentent, le Congrès se bat pour que les villes et les États reçoivent davantage d'aide.

Ceux qui prétendent se préoccuper de la santé des Américains et de l'économie américaine doivent comprendre que les deux dépendent fortement des éléments essentiels de la civilisation que le gouvernement doit généralement organiser et financer de manière substantielle. Le transport en commun est l'un de ces éléments essentiels. S'attendre à ce que le transit "s'autofinance", c'est fondamentalement se méprendre sur sa finalité. **Le transport rend possible une grande partie de l'activité commerciale privée des villes, et non l'inverse.**

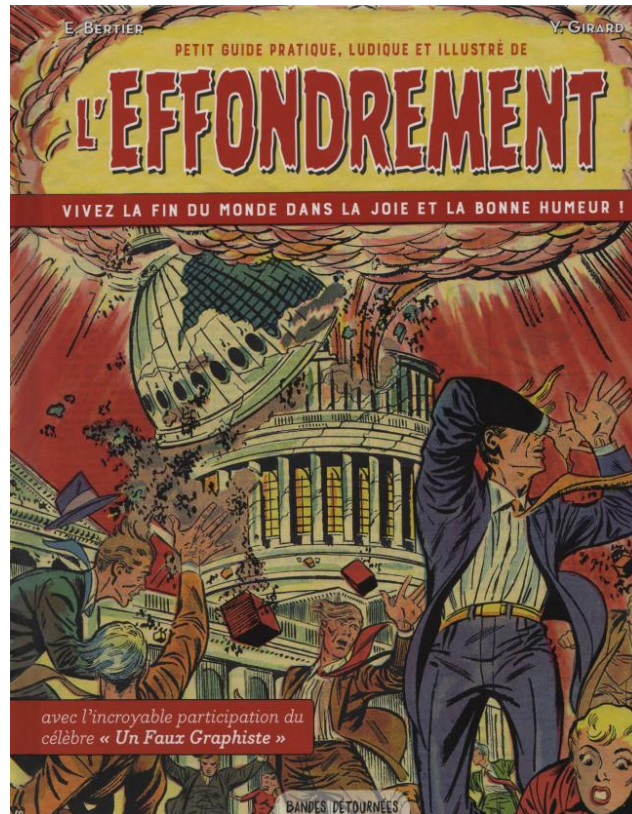
Jarrett Walker, consultant en matière de **transport en commun**, va même jusqu'à dire que "l'objectif du transport en commun, à l'heure actuelle, n'est ni de concurrencer les usagers ni de fournir un service social à ceux qui en ont besoin". **Il contribue à prévenir l'effondrement de la civilisation**". En tant que société, nous devrions "mesurer tous les moyens par lesquels le transport en commun rend la civilisation urbaine possible" et le financer en conséquence.

Selon les tendances actuelles, les transports en commun en Amérique sont pris au piège dans une boucle de malheur. Les usagers restent à l'écart parce qu'ils peuvent et souhaitent travailler à la maison. Et ils restent à l'écart parce qu'ils craignent de se retrouver dans des espaces clos avec des étrangers qui pourraient être infectés par le COVID-19. Plus ils restent à l'écart, plus les systèmes de transport en commun devront réduire leurs services. Et, plus ils réduisent les services, plus le nombre de personnes qui trouveront viable et pratique d'utiliser les transports en commun est réduit - ce qui entraînera d'autres réductions et des accusations selon lesquelles les transports en commun ne sont plus pertinents.

Ce qui est certain, c'est que même si la pandémie est bientôt maîtrisée, les transports en commun seront paralysés pendant des années et pourraient rester dans une boucle de malheur même si le reste de la société se rétablit. C'est ainsi que les civilisations tombent, un système à la fois. Au début, la destruction des systèmes de transport en commun semblera être un inconvénient relativement mineur pour beaucoup, mais certainement pas pour beaucoup d'autres, en particulier ceux qui ont de faibles revenus et peu d'options de transport. Mais une défaillance de nos systèmes de transport en commun se répercutera en cascade sur l'ensemble de notre société. Et, lorsque cela se produira, nous ne nous souviendrons probablement même pas que ce fut l'un des premiers dominos à tomber.

[vidéo] L'effondrement en 1972

Didier MerminParis, le 13 décembre 2020



Petit billet pour présenter une vidéo que vous devez à un lecteur. Qu'il soit vivement remercié de l'avoir extirpée des archives de la Télévision Suisse Romande. Il permet de comparer ce qui se disait à l'époque et ce que l'on dit aujourd'hui : les problématiques de fond n'ont pas changé, (démographie, croissance, consommation, pollution et ressources), mais le climat et la transition éco-énergétique s'y sont ajoutés et ont tendance à les éclipser. En 1972, l'on n'a encore aucune solution, c'est l'époque où les problèmes surgissent bruts de fonderie et nous « *pètent à la figure* », l'époque où l'écologie commence à percer, notamment avec la candidature de [René Dumont](#) à la présidentielle de 1974.

Nous recommandons l'interview champêtre de jeunes « scientifiques » qui ont formé le « Groupe 2002 ». Le phare du Progrès brille encore à « *l'horizon de l'an 2000* », mais eux le voient comme le début de l'effondrement.

[5'] « *On a d'abord défini une chose qui nous a frappé, c'est au fond que maintenant l'homme n'évolue pas tout seul, surtout à partir de la civilisation industrielle, mais il évolue avec tout un ensemble de techniques, (...), qui évolue beaucoup plus vite que sa biologie, et selon un système d'informations différent de sa biologie. Cet ensemble hybride, (...), on l'a appelé « ensemble machinel », (le nom pourrait se discuter), et l'on constate maintenant que les hommes sont sacrifiés à l'ensemble machinel. On peut dire que l'ensemble machinel a inventé de nouveaux systèmes d'informations, on les connaît tous : radio, télévision, **télex**, etc. »*

Ils cherchaient comment « *établir un état qui soit compatible avec les règles de la vie sur Terre* », (ce qui en fait des ancêtres de nos collapsologues), mais ils ne se doutaient pas que le [télex](#), avec son débit de 45,5 bits par seconde, serait largement dépassé. Un exemple à méditer pour qui entend se préparer à l'avenir en 2050. Les principales forces qui animent l'humanité, (démographie et progrès technique), sont irrépessibles : ce sont elles qui mènent la danse, le reste en dépend.



https://www.youtube.com/watch?v=kjSp72_F76I&feature=emb_logo

Paris, le 13 décembre 2020 Illustration : bedetheque.com Plus de publications sur Facebook : [Onfoncedanslemur](https://www.facebook.com/Onfoncedanslemur)

Rêver d'un Noël sans choses dont personne ne veut ou n'a besoin

Charles Hugh Smith Vendredi 11 décembre 2020



Dear Mainstream Media: Could you please stop hyping holiday retail sales as the savior of the nation? You are really starting to singe my beard!

Se libérer des cadeaux non désirés ou inutiles n'est pas seulement une hérésie dans une économie consumériste financée par la dette - c'est une trahison.

Avez-vous vu les nouveaux parfums de café en dosette "incontournables" à Noël ? Ecrevisse, mousse d'Espagne, citrouille, radis épicé et pourriture de la jungle. Yowza, il n'y a rien de mieux que ce site

Les archéologues du futur s'émerveilleront non seulement de l'énorme quantité de choses que laisse notre consommation frénétique de la fin du boom pétrolier, mais aussi des concentrations particulières de choses jamais utilisées dans les placards, les sous-sols et d'étranges (peut-être de nature religieuse) structures immenses composées de rangées infinies de petites pièces remplies jusqu'au plafond de choses sans utilité ou valeur apparente.

Quand pouvons-nous enfin admettre que les cadeaux de Noël ne servent plus qu'à acheter de grandes quantités de choses dont personne ne veut ou n'a besoin ? Il y a plusieurs générations, avant que tout le monde puisse acheter ce qu'il veut à crédit, Noël était le seul moment où une partie des économies douloureusement

accumulées par les sacrifices était consacrée à de petits cadeaux, généralement des friandises consommables, de modestes jouets pour les enfants ou une nécessité.

Comparez cette tradition à la frénésie actuelle de trouver quelque chose de nouveau dont les destinataires n'ont pas besoin ou qu'ils ne veulent pas et à la recherche tout aussi frénétique de nouveaux marchés par les détaillants : votre gerbille n'a pas de nouveau lit en peluche ? Honte à vous ! Imaginez son angoisse lorsque tous les autres sont entourés de piles de papier d'emballage déchiqueté et que votre pauvre animal n'a pas reçu un seul cadeau... où est votre esprit de Noël (et votre carte de crédit) ?

Le cadeau le plus apprécié que vous puissiez offrir est une suggestion pour mettre fin à l'obligation d'échange de cadeaux. Pour dire la vérité vraie - nous ne voulons ni n'avons besoin de rien d'autre, et nous n'avons pas de place pour autre chose, merci - c'est un cadeau que peu sont prêts à prendre le risque de dire, mais tout le monde pousse un soupir de soulagement lorsqu'une personne courageuse demande à être soulagée du fardeau d'acheter une autre montagne de choses dont personne ne veut ni n'a besoin.

Il existe une longue tradition de cadeaux consommables faits maison - biscuits de Noël, gâteaux aux fruits, etc. - qui n'attend qu'à être redécouverte.

Se libérer des cadeaux non désirés ou inutiles n'est pas seulement une hérésie dans une économie consumériste financée par la dette, c'est aussi une trahison. (Les répliques d'un vieux film d'Errol Flynn me viennent à l'esprit : "Vous parlez de trahison !" "Avec aisance"). Mais pourquoi une évaluation honnête devrait-elle être qualifiée à la fois d'hérésie et de trahison ?

La vérité honnête est que les cœurs ne bondissent pas de joie à l'idée de recevoir une autre chose non désirée et non nécessaire ; les cœurs s'enfoncent dans la tâche de déplacer le cadeau dans un coin du placard déjà rempli ou de le donner. Quel était le but de toute cette frénésie coûteuse, encore une fois ? Pour empêcher l'implosion d'une économie de consommation dépendante de la dette ? Est-ce cela que Noël est devenu ?

Ce qui est rare n'est pas plus de choses. Ce qui est rare, c'est le temps, la réflexion et la générosité de l'esprit. Nous sommes tellement occupés à charger le tapis roulant de choses non désirées et inutiles à l'intérieur et à l'extérieur de nos maisons que nous n'avons pas de temps à consacrer à ce qui a de la valeur.

Mais voilà, essayez ce nouveau parfum de dosette de café, miso-kumquat-kimchee, je vous ai obtenu la quantité en vrac chez Costco, vous allez l'adorer.

Un nouveau livre audio, une nouvelle chanson, un nouvel accent

Charles Hugh Smith Dimanche 13 décembre 2020



Il est impossible qu'un statu quo qui dépend entièrement de l'expansion permanente de ces extrêmes imbriqués, asymétries et déséquilibres, puisse les dénouer tous et retenir ses myriades d'élites parasites.

Merci à mon ami et collègue Mark Jeftovic, le livre audio de *A Hacker's Teleology : Sharing the Wealth of Our Shrinking Planet* est maintenant disponible. Le grokking mains libres est désormais accessible.

Une nouvelle chanson a également jailli de l'éther : *I Can't Hear What You Say*. C'est mon point de vue sur la polarisation et sur la discrétion de ceux qui prétendent être aux commandes. (paroles ci-dessous) Mon ami et mentor CC a fait le gros du travail : la guitare, la batterie et la basse, alors que tout ce que j'avais à faire était le chant et quelques remplissages de guitare. Nos neuf collaborations sont affichées ici.

Deux amis ont également publié des livres qui sont restés longtemps en préparation. Robert Gellner vient de publier son premier roman, *Titan's Landing*, à l'âge mûr de 15 ans, une entrée très imaginative dans le genre de la science-fiction des super-héros (Kindle).

Marvin Motsenbocker vient de publier *Take Back The Power !* L'énergie durable et la liberté sont à votre portée, un guide pratique sur l'assemblage et l'installation de petits systèmes photovoltaïques à courant continu qui permettent d'économiser l'argent et l'énergie gaspillés pour convertir le courant continu en courant alternatif (CA). Son expérience dans la livraison et l'installation d'un prototype de système en Afrique nous a permis de constater à quel point ce système pouvait être adaptable et révolutionnaire, tant dans le monde développé que dans le monde en développement. (Kindle et livre de poche)

Enfin et surtout, je tiens à mentionner mon nouvel objectif pour 2021. Le consensus est que l'économie mondiale est déjà en bonne voie pour relancer toutes les bulles de 2019, et que la vaccination de toute la population humaine est plus ou moins une affaire conclue qui peut être menée en amont.

À mon avis, ces deux hypothèses consensuelles sont purement illusoirs, car l'éradication de Covid ne résoudra aucun des extrêmes, asymétries et déséquilibres croissants de la finance et de la gouvernance mondiales qui se sont accentués au cours des 20 dernières années.

Il est impossible qu'un statu quo qui dépend entièrement de l'expansion permanente de ces extrêmes, asymétries et déséquilibres imbriqués puisse les dénouer tous et retenir ses myriades d'élites parasites.

En d'autres termes, les solutions - individuelles et systémiques - ne peuvent surgir qu'en dehors des murs du statu quo. Ce sera mon objectif en 2021, ce qui devrait être le plat principal après les en-cas servis en 2020 lors du banquet mondial des conséquences.

Apportez donc un coussin pour vos sièges dans le Colisée et votre appétit de surprises au Banquet des conséquences des États-Unis.

Roulement de tambour, s'il vous plaît : voici les paroles de notre nouvelle chanson :

Je vois tes lèvres bouger
Mais rien n'a de sens
Pourquoi criez-vous
A moi comme si j'étais dense

Je n'entends pas ce que tu dis, j'entends ce que tu dis, oui

Plus vous parlez
Moins nous guérissons tous
Le monde que vous décrivez

Est étrangement irréel

Je n'entends pas ce que tu dis, j'entends ce que tu dis, oui
La vie des nombreux
Ne servir que quelques personnes
Vous dites que c'est naturel
Vous n'avez pas la moindre idée

Je n'entends pas ce que tu dis, j'entends ce que tu dis, oui

Les voix que vous avez noyées
Sont enfin entendus
Ceux que vous avez refusés
Aura le dernier mot

ASTRONOMIE : nous ne voyons que l'armoire à balais de notre maison

J-P 13 décembre 2020



La nuit nous ne pouvons voir à l'œil nu, au mieux, que 10 000 étoiles (soleils) sur 200 milliards... et elles se trouvent toutes dans notre maison, la voie lactée. Nous pouvons voir aussi quelques galaxies proches comme andromède.

L'insupportable légèreté du blogging : Comment sauver vos messages de la catastrophe.

Ugo Bardi Vendredi 11 décembre 2020



Tablette d'argile sumérienne avec le texte du poème Inanna et Ebih de la prêtresse Enheduanna. Écrire en caractères cunéiformes sur des tablettes d'argile est un peu laborieux, mais cela permet de s'assurer que votre

texte n'est pas vulnérable à un effacement accidentel : ces tablettes ont survécu pendant plus de 5000 ans. Il est difficile de penser que les billets de nos blogs survivront aussi longtemps. Mais, au moins, nous devrions essayer de les protéger contre les pertes accidentelles ou les attaques directes. Image tirée de Wikipédia.

Je ne sais pas si cela vous est déjà arrivé, mais il y a quelques jours, j'ai perdu deux brouillons de billets d'affilée, le même jour. Puis j'ai découvert quelque chose que j'aurais dû savoir : le Blogger de Google ne vous donne aucune chance de récupérer votre texte lorsque vous l'effacez par erreur. Impossible, impossible, j'aurais pu jeter ces brouillons dans un trou noir.

Pas de tragédie, mais quelques heures de travail perdues. Et cela m'a fait réfléchir : pourquoi Google, la plus puissante société Internet au monde, ne peut-elle pas fournir un service de récupération de fichiers, même minimal, sur sa plateforme de blogs ? Traitez-moi de paranoïaque, mais je pense qu'ils avaient quelque chose en tête quand ils ont structuré Blogger comme il l'est. C'est-à-dire qu'il est sujet à la perte de données. Il suffit de penser à quelques caractéristiques de la nouvelle version brillante de Blogger : il n'y a aucun moyen de faire une sauvegarde automatique. Il n'y a pas de poubelle dans laquelle vous pouvez récupérer les données effacées. Il n'y a aucun moyen de désactiver la sauvegarde automatique qui fonctionne toutes les deux secondes environ, et qui garantit pratiquement que toute erreur que vous commettez ne peut être annulée. Je ne peux pas croire que ce sont des bogues : il doit s'agir de fonctionnalités.

Google n'est pas la seule société Internet à être malfaisante. Vous savez comment sont les choses avec Facebook, que vous pouvez considérer comme une forme de "micro-blogging". Comme leur service est gratuit, vous ne pouvez pas vous plaindre s'ils décident d'effacer un de vos messages juste parce qu'ils ne l'aiment pas. Et ils le font tout le temps. Bien sûr, il n'est pas politiquement correct d'utiliser le terme "censure". Ils font tout cela au nom de la lutte contre les "fausses nouvelles" pour nous protéger. Mais, vous savez, parfois la définition de "fausses nouvelles" semble un peu large.

Les blogs ne sont pas activement soumis à la censure en ligne, du moins pas jusqu'à présent et officiellement. Mais si vous vous arrêtez un instant pour réfléchir à la situation, vous constatez à quel point les blogs sont fragiles. Supposons que Google ait décidé d'arrêter son service de blogs. Ils peuvent le faire, ils l'ont fait avec d'autres services qu'ils offraient. Vous souvenez-vous de Google+ et de Google Reader ? Ils ont disparu à jamais parce que Google a décidé de les débrancher, malgré les protestations de leurs utilisateurs.

Bien sûr, Google vous donnait un peu de temps pour migrer vers une autre plateforme (le feraient-ils ?), mais imaginez que, soudainement, vous découvriez que votre blog a disparu. Qu'est-ce que vous faites ? À qui vous plaignez-vous ? Vous n'avez rien payé pour ce service, vous ne pouvez donc pas vous plaindre si ce service n'existe soudainement plus.

Une solution possible serait d'imprimer mon billet en utilisant des caractères cunéiformes sur des tablettes d'argile qui pourraient survivre au pire : nous avons encore l'œuvre de la prêtresse sumérienne Enheduanna qui a survécu pendant quelque 5 000 ans ! Mais je comprends que cette méthode est un peu laborieuse. Alors, que pourriez-vous faire, en pratique ?

Je pense qu'il y a plusieurs méthodes possibles une fois que l'on a compris qu'il y a un problème. Voici ce que j'ai fait. Les suggestions dans les commentaires sont les bienvenues.

1. Changer de plateforme. Je blogue depuis plusieurs années, j'ai essayé WordPress, Joomla, Medium, et d'autres. Oui, ils ont des fonctions de récupération de texte mais, à part cela, j'ai trouvé que "Blogger" de Google, est la plateforme la plus simple et la plus efficace. Elle n'a pas les caractéristiques de WordPress, mais elle vous offre une bonne flexibilité et un bon contrôle, bien meilleurs que ceux de Medium. En outre, vos données sont-elles vraiment en sécurité avec une autre plateforme ? Vous savez que vous ne pouvez tout simplement pas vous opposer à une attaque professionnelle déterminée de la part de quelqu'un qui veut détruire ou détourner vos données. Pas plus que les soldats arméniens ne pourraient survivre contre les drones azéris au

Nagorno-Karabach.

2. Faites des sauvegardes. Une fois que vous avez réalisé à quel point vous êtes faible et exposé, la solution évidente est de sauvegarder vos données. Notez que Blogger vous offre des possibilités de sauvegarde limitées. Une fois que vous avez réussi à trouver le bouton de sauvegarde caché (pas si facile), il produira un fichier "eml" que vous ne pourrez pas lire hors ligne (du moins, je n'ai pas trouvé le moyen de le faire). Tout ce que vous pouvez faire avec le fichier est de restaurer votre blog entier à partir de zéro, mais votre mise en page ne reviendra pas vivante. De plus, il ne vous permettra pas de récupérer un seul de vos billets ou un seul de vos brouillons. Enfin, il n'y a aucun moyen de mettre en place un calendrier de sauvegarde automatique. Vous devez vous rappeler de le faire manuellement. Cela vous garantit de perdre une bonne partie de votre travail récent si quelque chose tourne mal. Si vous êtes vraiment paranoïaque, vous pouvez copier vos fichiers eml sur une mémoire USB externe que vous gardez dans un tiroir (je l'ai fait). S'ils peuvent la détruire, j'abandonne : Je ne peux pas gagner.

3. Sauvegardez vos fichiers dans HTM. J'ai trouvé un utilitaire pour "Firefox" appelé "WebScrapBook" qui téléchargera votre blog entier sous une forme lisible par n'importe quel navigateur hors ligne. Il existe d'autres applications qui prétendent pouvoir faire cela, mais j'ai découvert qu'elles ne fonctionnent tout simplement pas avec blogger (encore une fois, un bug ou une fonctionnalité ? Qui sait ?). Avec WebScrapBook, vous pouvez récupérer un seul billet, avec ses images, en le coupant et en le collant dans Blogger ou dans une autre plateforme. Le problème est que vous ne pouvez pas automatiser le processus de sauvegarde et même pas personnaliser l'endroit où WebScrapBook enregistre vos fichiers. Vous devez les transférer manuellement à l'endroit où vous voulez les stocker, y compris la mémoire USB dont je parlais tout à l'heure. Néanmoins, c'est une bonne chose à avoir.

4. Utilisez un économiseur de formulaires. Il serait bon d'avoir quelque chose qui sauvegarde et stocke automatiquement ce que vous tapez en ligne, et pas seulement pour vos articles de blog. Il existait autrefois un utilitaire appelé "Lazarus" qui fonctionnait très bien mais qui a maintenant disparu du Web (je sais que je suis paranoïaque, mais je ne peux pas éviter de me poser la question "pourquoi ?") Après plusieurs tests, j'ai trouvé un programme équivalent appelé "FormHistory Control" qui fonctionne comme une extension pour Firefox et, semble-t-il, pour d'autres navigateurs. Il vous évitera de perdre des heures de travail simplement parce que vous avez appuyé sur le mauvais bouton. Bien sûr, c'est une de ces applications fugaces qui apparaissent et disparaissent du Web pour une raison peu claire. Mais, tant qu'elle existe, elle semble fonctionner.

Et c'est ainsi que les choses se présentent. L'insupportable légèreté du blogger reste un problème. Peut-être devrions-nous vraiment penser à revenir à une écriture cunéiforme sur des tablettes d'argile.

Quel journal ne nie pas la réalité ?

Unmasking-Denial 10 décembre 2020

ZeroHedge, le site d'information financière à succès des bad boys, passe à un modèle d'abonnement.

Je pourrais m'abonner si ZeroHedge savait ce qui se passe dans le monde, mais ils sont autant dans le déni du dépassement humain que les grands médias.

Il est vrai que ZeroHedge est au moins prêt à faire un reportage sur les folies quotidiennes de nos systèmes monétaires et financiers, que tout le monde ignore commodément, et j'apprécie certaines de leurs observations, mais ils supposent qu'une cabale d'élites malveillantes complot pour s'enrichir, **Au lieu de comprendre que nous avons atteint les limites de la croissance causée par l'épuisement des énergies non renouvelables** (et bientôt d'autres contraintes non négociables comme le changement climatique), les banques centrales impriment désespérément de la monnaie et utilisent toutes les possibilités qui leur sont offertes pour étendre et prétendre un peu plus longtemps que notre système qui exige que la croissance ne s'effondre pas.



En gros, ZeroHedge n'a pas la moindre idée, et ils gagnent leur vie en nourrissant la foule affamée de conspiration qui s'y rassemble. Non seulement ils ne rendent pas le monde meilleur, mais ils fomentent des troubles sociaux pour le rendre pire.

Alors non, je ne m'abonnerai pas.

Où pouvez-vous aller pour des informations intelligentes, apolitiques et basées sur la réalité ?

C'est très difficile à trouver.

Personne d'important ne parle de ce qui compte, et je suppose qu'ils ne seraient pas importants s'ils le faisaient, parce que la plupart des gens ne veulent pas connaître la vérité.

C'est du duvet tribal et du déni partout, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Et ils diront que personne n'a rien vu venir.

Une vérole sur eux tous.

<https://www.zerohedge.com/markets/introducing-zerohedge-premium>

L'INTRODUCTION D'UNE PRIME DE ZÉRO-COUVERTURE

PAR TYLER DURDEN JEUDI 10 DÉCEMBRE 2020

Lorsque ce site web a été lancé il y a 12 ans, nous ne savions pas - ou ne nous attendions pas - à ce qu'il devienne l'un des blogs financiers, et encore moins l'un des sites web, les plus populaires et les plus fréquentés au monde. Depuis lors, ZeroHedge s'est développé, passant d'une approche purement ésotérique de la finance et des marchés de capitaux à une approche géopolitique, sociale, politique (et récemment, de la santé) (ne serait-ce que parce que la prise de contrôle des marchés par la banque centrale a rendu les discussions sur les "marchés" planifiés de manière centralisée à la limite de l'absurde et souvent douloureusement ennuyeuses).

Au cours de ces douze années, nous avons eu le plaisir de partager avec vous, nos lecteurs, des centaines de milliers de nouvelles, d'événements et d'absurdités de marché notables, créant ainsi une magnifique base de soutien de millions de fans qui - pour une raison ou une autre - viennent sur ce site

quotidiennement, parfois des dizaines de fois. Au cours de cette période, nous avons bien sûr aussi engendré d'innombrables critiques et détracteurs, et c'est tout à fait normal : c'est cela la liberté d'expression - la capacité d'échanger des opinions, souvent de manière peu glorieuse, afin de parvenir à un consensus ou à une conclusion optimale. Après tout, c'est l'un des points d'ancrage qui ont fait la grandeur de l'Amérique.

C'est pourquoi ce qui nous inquiète le plus, bien plus que la tentative vaine et futile de la Fed de contrôler le cycle économique et de planifier les marchés (pour le résultat final, voir l'URSS), ce sont les tentatives rampantes de diverses entités et sociétés multinationales d'étouffer la liberté d'expression, tant ailleurs qu'ici. Tout a commencé avec Facebook, qui est devenu en mai 2019 le premier "réseau social" à interdire ZeroHedge, pour revenir peu après (en admettant qu'il avait commis une erreur) ; cela a été suivi un peu plus de six mois plus tard par Twitter, qui a interdit "définitivement" notre compte, pour admettre six mois plus tard qu'il avait "commis une erreur" et nous réintégrer. Mais à peine l'encre numérique de ces tentatives "erronées" de censurer la liberté d'expression avait-elle séché que le plus grand monopole mondial de la publicité en ligne, Google, a pris la mesure sans précédent de démonétiser le site (après une mesure similaire prise par PayPal). Pourquoi ? Parce qu'il désapprouvait le langage utilisé dans nos commentaires (comment ou pourquoi il a choisi la section "commentaires" de ce site web plutôt que des millions d'autres, nous ne le saurons jamais). Pour éviter une fermeture, et contre notre volonté, nous avons été contraints de mettre en place une modération des commentaires, l'alternative étant l'insolvabilité. De plus, contrairement à des rumeurs parfois risibles, nous n'avons pas et n'avons jamais eu accès à des capitaux extérieurs - qu'ils soient politiques ou financiers - et nous avons été dépendants du même modèle de publicité que nous avons utilisé depuis le début.

Il va sans dire que, que ce soit à cause d'"erreurs" ou de tentatives manifestes de nous diaboliser, l'écriture sur le mur était claire : s'ils ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent en tant que sociétés "privées", pardonnez les monopoles, les gardiens "sociaux" et publicitaires du contenu en ligne - les twitters, les googles, les facebooks du monde - ont lancé une croisade ouverte pour mettre fin à l'Internet non censuré, pour étouffer la pensée indépendante, les points de vue contraires et les opinions gênantes et pour créer une chambre de consentement géante, directement issue de George Orwell. Pour ce faire, ils utiliseraient tous les outils auxquels ils ont accès et, malheureusement, nous avons dû nous plier aux caprices de ces monopoles que personne au Congrès n'a le courage de contester directement et de les dépouiller de leurs pouvoirs trop importants pour être remis en question.

Jusqu'à présent.

Lorsque Google nous a suspendus en juin, nous avons dit qu'un site web autonome était en préparation, un site qui n'est pas financé par la publicité - et qui est donc redevable aux titans de l'internet du monde entier - mais par vous, nos lecteurs.

Nous lançons ce site aujourd'hui, que nous appelons ZeroHedge Premium, faute d'un meilleur terme.

Voici ce qui va se passer ensuite.

Nous allons maintenir le site web traditionnel zerohedge.com tel quel, sans paywall et avec des annonces... mais comme il y a des annonces, il va aussi maintenir la modération des commentaires - qui, comme nous l'avons expliqué en juin, était une condition préalable exigée par Google. Mais parallèlement à cela, nous lançons un site "premium", où les abonnés non seulement n'auront plus jamais à voir une seule annonce, mais surtout auront accès à une section de commentaires entièrement non modérée.

Notre espoir est d'avoir un jour suffisamment d'abonnés pour pouvoir supprimer complètement la publicité - ce que nous appelons une expérience en temps réel dans les médias à l'ère de la censure. Car

les "erreurs" et les événements de ces dernières années nous ont fait comprendre - et nous espérons que vous aussi - que la liberté d'expression n'existe plus ; si vous voulez vraiment la "liberté d'expression", vous devez la payer (dans le cas de ZeroHedge, l'abonnement premium sera de 1 \$/jour - moins que la proverbiale tasse de café). Nous espérons également qu'un nombre suffisant de personnes s'abonneront, ce qui nous permettra d'agrandir notre équipe et d'étendre notre couverture, tant thématique que géographique, afin de vous offrir un meilleur contenu, une meilleure couverture, une meilleure qualité.

Des subventions massives et sans fin détruisent l'affirmation selon laquelle l'énergie éolienne et solaire est la moins chère de toutes

parstopthesethings13 décembre 2020



Dans la catégorie "les porcs pourraient voler", on affirme que l'énergie éolienne et solaire intermittente est la source d'énergie la moins chère de tous les concurrents. S'il y avait ne serait-ce qu'une once de vérité dans cette histoire, les chercheurs de rente d'énergie renouvelable ne harcèleraient pas les décideurs politiques à chaque fois pour s'assurer que les subventions massives dont ils bénéficient actuellement soient garanties pour durer au-delà de la religion. La seule mention d'une réduction, d'une suspension ou (Dieu nous en préserve) d'une suppression des objectifs obligatoires, garantis par les prix des contrats du marché, les crédits d'impôt ou les certificats d'énergie renouvelable, fait crier au meurtre bleu ce groupe de sangsues bien entraînées.

À l'instar de ceux qui profitent directement de la plus grande fraude économique et environnementale de l'histoire, des groupes de boffins aux yeux étoilés et de bureaucrates pensent que la seule chose qui nous sépare d'un avenir entièrement alimenté par le vent et le soleil sont quelques méga-batteries mythiques et la capacité de stocker et de transporter le gaz hydrogène.

Parmi eux, il y a le CSIRO australien - l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth.

Elle était autrefois vénérée comme une organisation dédiée à l'avancement de l'industrie australienne par le biais d'une recherche méticuleuse et de la science appliquée. Et lorsque nous parlons d'"industrie", nous parlons de ceux qui la forment, l'exploitent et la fabriquent, plutôt que de ceux qui importent des panneaux solaires et des éoliennes chinoises pour se vautrer dans des certificats d'énergie renouvelable, aux frais considérables des consommateurs d'électricité.

Comme Terry McCrann l'explique plus loin, le CSIRO s'est engagé à détruire ces mêmes industries - avec une application qui se situe entre la religiosité et l'illusion.

Le CSIRO devient gaga avec son analyse GIGO des énergies renouvelables

Terry McCrann 11 décembre 2020 The Australian



Grande nouvelle : notre prestigieux organisme scientifique, le CSIRO, nous a dit que nous pouvions abandonner tous ces objectifs obligatoires pour de plus en plus d'énergies dites renouvelables et faire économiser aux contribuables et aux consommateurs les quelque 13 milliards de dollars - et plus - que nous payons chaque année en subventions directes et cachées pour l'éolien et le solaire.

En d'autres termes, nous n'avons pas besoin d'objectifs contraignants pour la production d'électricité ; l'industrie "se lancera à 100 % dans les énergies renouvelables" par pure cupidité, car c'est là que se trouvent les plus gros profits. Selon le CSIRO, c'est ce que l'on suppose.

Par conséquent, nous n'aurons besoin d'objectifs que pour le dioxyde de carbone (et le méthane) pour "tout le reste" en dehors de la production d'électricité - du ciment et de l'acier au gaz non générateur d'électricité, en passant par les vaches qui pètent. Et les moutons ? En fait, je n'ai pas vu de chiffres sur le quotient de pétards pour le mouton moyen.

Voici le titre du communiqué de presse du CSIRO de vendredi : *"Les énergies renouvelables restent l'énergie la moins chère en Australie"*.

Voici la citation de Paul Graham, économiste en chef du CSIRO : "Même en tenant compte de ces coûts supplémentaires d'intégration des systèmes, l'énergie solaire photovoltaïque (PV) et l'énergie éolienne restent les nouvelles sources d'électricité les moins chères pour toute part attendue des énergies renouvelables dans le réseau - entre 50 et 100 %".

Ces "coûts supplémentaires d'intégration des systèmes" auxquels il a fait référence sont la quantité de "stockage nécessaire" - des batteries comme celle de l'ancienne Tesla de l'ancien premier ministre de la Suède Jay Weatherill et de l'hydroélectricité de pompage comme celle de l'ancienne Snowy 2.0 de l'ancien premier ministre Malcolm Turnbull - et les "dépenses supplémentaires de transmission".

C'est impressionnant. Auparavant, l'énergie éolienne et solaire ne semblait bon marché que si l'on ne tenait pas compte du coût de l'énergie alternative à mettre en place lorsque, vous savez, "le vent ne souffle pas et le soleil ne brille pas".

Cette analyse prétend au moins prendre en compte ces coûts ; et même en les ajoutant, l'éolien et le solaire sont toujours moins chers que toutes les autres formes de production d'électricité et surtout que la (méchante) houille noire et la lignite. Alors, c'est prouvé ?

Alors, sans un seul dollar de subvention directe ou indirecte ou de gestion gouvernementale, nous aurions tout naturellement opté pour l'éolien et le solaire ? Que vous ne feriez jamais construire une autre centrale au charbon, tout comme vous ne feriez jamais fabriquer des téléviseurs à écran plat en Australie ?

Parce que, tout comme la recherche du profit nous pousse à importer tous nos téléviseurs à écran plat de Chine, nous ne construirions que des centrales éoliennes et solaires - et, bien sûr, nous importerions aussi tous les

panneaux solaires et les éoliennes de Chine ?

En fait, non. Comme tout ce qui promet l'éolien et le solaire, cette analyse est - pour ne pas dire trop fine - un véritable ramassis d'ordures. Ou, pour exprimer cela dans une terminologie académique plus polie : GIGO, ou Garbage In Garbage Out.

Ce que le communiqué de presse essoufflé ne dit pas, c'est que le soi-disant "bon marché prouvé" du vent et du solaire est accompagnée d'un astérisque - un très gros astérisque. Que les "coûts" de la production d'électricité au charbon et au gaz comprenaient une taxe sur le carbone massive et en forte augmentation qui leur était imposée.

Pour faire une analogie assez opportune, ce serait exactement comme si le fait de prétendre qu'une analyse détaillée a prouvé qu'il est moins cher de fabriquer ces téléviseurs à écran plat en Australie que de les importer de Chine.

Tout en vous laissant le soin de lire en petits caractères (et dans le rapport du CSIRO, c'est littéralement en petits caractères) que cette analyse intègre un droit de douane de 200 % dans le "coût" des téléviseurs à écran plat chinois.

Le communiqué de presse du CSIRO fournit un indice très indirect de l'analyse - quel est le meilleur mot ? Dodgy ? Malhonnête ? Disgracieux ? Pathétique ? Tous et plus encore ? - définition du "coût de production".

Elle fait référence à "la réduction des coûts pour les technologies qui ne sont pas encore largement déployées, comme le captage et le stockage du carbone (CSC)".

Attendez ? Quel est le rapport entre le CSC et l'analyse du coût de production de l'électricité ? Le CSC ne produit pas d'électricité ? Il n'est pas nécessaire pour la production d'électricité, mais seulement pour prévenir les émissions de CO₂ ? La seule raison pour laquelle vous dépenseriez de l'argent pour installer le CSC est d'éviter les paiements obligatoires pour les émissions de CO₂.

L'"analyse" repose donc sur votre choix. Vous pouvez construire un nouveau générateur au charbon et doubler son coût - et le "coût" de l'électricité qu'il produit - en ajoutant le CSC. Ou bien vous pouvez payer une taxe sur le carbone (que le rapport, conscient du malheur d'un ancien PM, appelle un prix du carbone) qui commence à 75/ 100 dollars la tonne émise en 2025 et passe à 275/ 390 dollars la tonne en 2050. Le "coût" de l'électricité produite est donc lui aussi considérablement augmenté.

Les deux chiffres de la taxe et du prix du carbone dépendent de l'ambition de l'Australie en matière de politique climatique, plus ou moins grande.

Il y a donc la malhonnêteté analytique de base (il y en a toujours, j'ajouterais, presque gratuitement) : à savoir, nous prouvons que l'éolien et le solaire sont moins chers que le charbon parce que nous rendons le charbon artificiellement plus cher.

Mais dans ses propres termes, la stupidité analytique à couper le souffle, presque sans fond, est encore plus impressionnante. Il n'y a pas la moindre compréhension que toute l'analyse est entièrement circulaire.

Le CSIRO part de l'exigence fondamentale de réduire à zéro les émissions de CO₂ dues à la production d'électricité. Il calcule ensuite la taxe/le prix du carbone nécessaire pour rendre la production de charbon (et de gaz) plus chère que l'éolien et le solaire, de sorte que "le marché" construira et utilisera l'éolien et le solaire pour réaliser ces réductions de CO₂. Et puis, miracle des miracles, il trouve - il prouve - que l'éolien et le solaire sont moins chers que le charbon et le gaz !

Ceux qui ont construit le CSIRO à notre grand avantage national et qui en ont tiré profit tout au long du XXe siècle se retourneraient dans leur tombe.

La CSIRO de 2020 n'a pas grand-chose à voir avec la science, elle est anti-industrielle et produit des recherches de cette, ahem, qualité.

Elle a besoin d'une mise à jour de son nom et de son acronyme "Honesty" en CF-SA-IC-RD.

En ce qui concerne la malhonnêteté en matière d'énergie, un cri aux écolos qui ont récemment claironné que la Tasmanie "prouvait" qu'il était possible d'utiliser à 100 % des énergies renouvelables - ce qui implique que l'on peut y arriver avec l'éolien et le solaire. Ah oui ? La Tasmanie tire encore 90 % de son énergie de l'hydroélectricité. Les écologistes sont-ils maintenant vraiment en faveur des barrages, à commencer par le Franklin ?

The Australian

Les combustibles fossiles, l'alimentation et une réponse juste et durable à la COVID-19

Publié par Caroline Whyte le 15 avril 2020 , Feasta.org



Un récent article de David Roberts sur vox.com, "*Une réponse économique juste et durable au coronavirus, expliqué*", recommande quelques approches pour relancer l'économie américaine après la crise du coronavirus afin de la faire évoluer dans une nouvelle direction plus durable.

Bien que je sois d'accord avec de nombreux éléments, tels que les transferts d'argent et le soutien aux petites et moyennes entreprises, et que je partage certainement l'objectif de l'auteur d'une économie sans carbone, je suis troublé par certaines des hypothèses fondamentales de M. Roberts.

Le nœud de ma difficulté est ce que Roberts appelle le "contexte clé" de l'argument de l'article, qui provient de l'analyste de Carbon Tracker Kingsmill Bond, et qui est paraphrasé d'un article de Bond intitulé "*Peak fossil fuel demand*" :

"La croissance de l'industrie des combustibles fossiles a ralenti (d'environ 1 % l'année dernière) alors que le monde entame le passage à une énergie plus propre. Ensemble, les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire représentent maintenant 12,8 % de l'approvisionnement énergétique mondial total. Les analystes s'accordent à dire qu'un changement structurel est en cours et que les combustibles fossiles vont atteindre un pic et entamer un déclin structurel permanent relativement tôt".

Les articles de Bond et de Roberts laissent entendre que la principale raison du ralentissement de la croissance de l'industrie des combustibles fossiles est que des énergies renouvelables plus efficaces sont sur le point de prendre le relais, et ils font référence à diverses autres évolutions technologiques historiques, comme l'abandon de la puissance des chevaux et le passage de l'éclairage au gaz à l'éclairage électrique, pour étayer leur argumentation.

À un niveau superficiel, il est peut-être vrai que les énergies renouvelables deviennent plus efficaces par rapport aux combustibles fossiles, mais il y a une nuance importante qui passe inaperçue et qui affectera considérablement notre avenir. C'est que les combustibles fossiles de haute qualité, en particulier le pétrole, sont de plus en plus difficiles à obtenir, et donc de moins en moins efficaces une fois que l'on prend en compte l'énergie nécessaire pour les extraire du sol. C'est pourquoi les objectifs changent sans cesse, faisant apparaître les énergies renouvelables comme plus efficaces qu'elles ne le sont en réalité. En fait, il est très peu probable qu'elles atteignent un jour l'efficacité de "l'âge d'or" de la production de pétrole, qui est maintenant bien révolu.

Bien sûr, avec la crise du Coronavirus et la crise de la demande de pétrole qui en a résulté, nous voyons maintenant des scénarios du type "vous ne pourriez pas l'inventer", où il n'y a nulle part où stocker les combustibles fossiles excédentaires qui sont pompés du sol, ce qui peut nous distraire de la vue d'ensemble.

Bien que cette baisse de la demande de pétrole puisse sembler bienvenue au premier abord pour ceux d'entre nous qui s'inquiètent du dérèglement climatique, je pense que nous devons jouer nos cartes très prudemment pour nous assurer que les choses ne tournent pas rapidement à l'extrême - ou plutôt, encore plus mal qu'elles ne le sont déjà, en particulier pour les 2,7 milliards de personnes dans le monde dont le travail a été brusquement interrompu ou réduit par la pandémie de coronavirus.

Le fait que le pétrole de haute qualité devienne de plus en plus difficile à obtenir est important pour de nombreuses raisons, mais l'une des plus importantes est que le pétrole est extrêmement important pour le transport et que les véhicules électriques ne pourront jamais supporter le même niveau de transport qu'avant l'apparition du coronavirus. Notre secteur des transports et l'infrastructure qui le soutient ont été construits en partant du principe que le carburant pour les transports serait très efficace et raisonnablement facile à trouver dans un avenir prévisible. Cependant, les énergies renouvelables sont trop intermittentes et inefficaces pour pouvoir combler le vide laissé par la diminution de l'offre de pétrole de haute qualité. En outre, les véhicules électriques nécessitent des batteries qui utilisent des ressources rares : par exemple, le cuivre nécessaire à la fabrication de suffisamment de batteries pour les véhicules électriques afin de remplacer la flotte de transport de 2016 consommerait 9 ans de production aux taux de 2018. Nous ne pouvons tout simplement pas augmenter l'offre de véhicules électriques jusqu'à un niveau proche de l'offre actuelle de véhicules à combustion interne. Le transport de marchandises est particulièrement difficile à reproduire.

Je suis donc très troublé par l'hypothèse de Bond selon laquelle "d'ici à ce que la croissance de la demande totale de voitures revienne à son niveau habituel de 3 à 4 millions, il est probable que les véhicules électriques sans moteur thermique fourniront toute la croissance sous-jacente de la demande". Le résultat est que [la production de moteurs à combustion interne] devient une industrie en déclin". D'où viendront les matériaux pour ces millions de véhicules électriques, et comment l'électricité sera-t-elle produite pour les alimenter ?

Il est également intéressant de noter que Bond ne se contente pas de dire que les véhicules électriques remplaceront le parc existant de voitures à combustion interne, mais que leur offre continuera de croître au-delà. Au-delà des mathématiques douteuses, il y a aussi la question de savoir quel type d'économie nous voulons réellement - voulons-nous vraiment des routes pleines de véhicules électriques coincés dans les embouteillages ?

Sécurité alimentaire et lignes d'approvisionnement

Cette hypothèse selon laquelle les énergies renouvelables pourront maintenir le secteur des transports tel qu'il est aujourd'hui - ou plutôt, tel qu'il était avant le virus - est liée à un autre aspect de l'article de vox.com que je

trouve problématique : il n'y est fait aucune mention de la sécurité alimentaire ou de la nécessité de raccourcir les lignes d'approvisionnement.

On craint de plus en plus que les pénuries alimentaires mondiales ne commencent à frapper de plein fouet plus tard en 2020, lorsque les effets combinés de la réduction des transports et de l'incapacité des travailleurs migrants saisonniers à se présenter au travail commenceront à se faire sentir.

Si l'on ajoute à cela les limites des transports alimentés par des énergies renouvelables décrites ci-dessus et la forte dépendance du fret, en particulier à l'égard des combustibles fossiles, il semble évident que plus nous pourrions localiser la production de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels, mieux nous nous porterons. Singapour semble le reconnaître puisqu'elle accorde des subventions aux producteurs locaux de denrées alimentaires afin d'améliorer sa sécurité alimentaire. D'autres pays limitent déjà les exportations de céréales.

En effet, le *Green New Deal* devra être avant tout une révolution agricole plutôt qu'industrielle.

Les exploitations agricoles diversifiées seront plus intensives en main-d'œuvre, ce qui signifie plus d'emplois dans le secteur agricole <avec des salaires très bas>. Elles devraient également être plus protectrices de la biodiversité.

Il existe bien sûr des craintes fondées que les mesures de sécurité alimentaire appauvrissent les travailleurs agricoles des pays pauvres qui dépendent actuellement des marchés d'exportation. Toutefois, la meilleure façon d'améliorer leur statut est d'accroître leur autonomie en faisant campagne pour le commerce international et la justice fiscale - y compris la justice en matière de remboursement de la dette - et en encourageant la localisation de leurs propres marchés. Le site web de la Via Campesina constitue une excellente source d'information sur cette question essentielle.

Il semble clair, en tout cas, que les économies futures des pays industrialisés compteront beaucoup moins de chauffeurs de camion et beaucoup plus d'agriculteurs mixtes. On peut se demander si la qualité de vie de ce dernier groupe sera meilleure ou pire que celle des camionneurs. Cela dépend en partie de la façon dont vous mesurez ces choses - mais il est clair que plus les travailleurs assureront efficacement leurs droits au cours de la transition énergétique, plus l'avenir sera meilleur pour eux.

Pour y parvenir, ils devront toutefois avoir accès à des informations fiables sur les types de changements économiques et d'emploi les plus susceptibles de se produire, et non à des projections non fondées impliquant que le secteur des transports peut simplement être électrifié et que la production alimentaire industrialisée peut continuer à fonctionner comme avant.

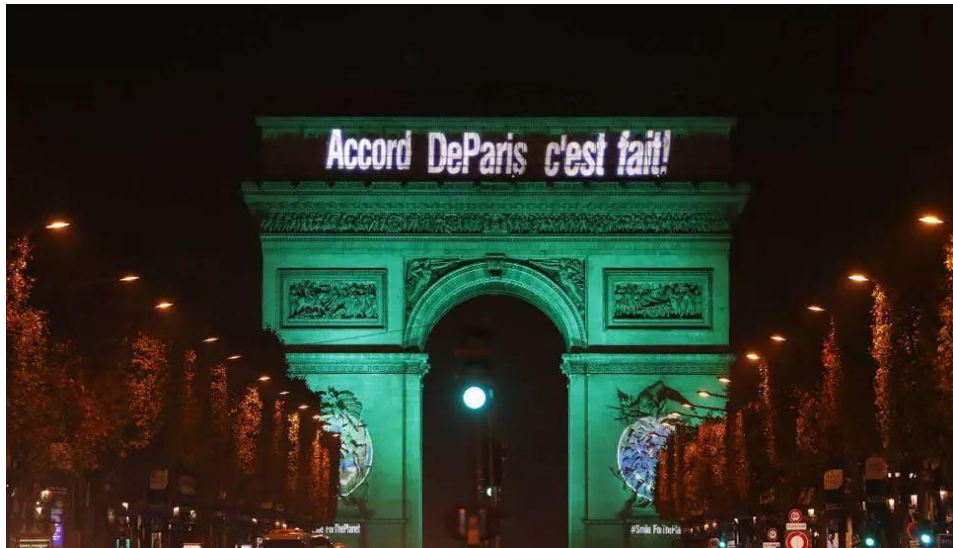
Note : Feasta est un forum d'échange d'idées. En publiant sur son site, la Feasta reconnaît que les idées exprimées par les auteurs méritent d'être prises en considération. Cependant, il n'y a pas de "ligne Feasta" unique. Les points de vue exprimés dans l'article ne représentent pas nécessairement ceux de tous les membres de la Feasta.

Caroline Whyte est impliquée dans la Feasta depuis 2002. Elle a étudié l'économie écologique à l'université de Mälardalen en Suède et a rédigé un mémoire de maîtrise sur la relation entre la banque centrale et la durabilité. Elle a contribué aux ouvrages de Feasta intitulés *Fleeing Vesuvius* et *Sharing for Survival*. Avec quatre autres membres du groupe climatique de Feasta, elle a contribué au lancement de l'initiative CapGlobalCarbon lors du sommet COP-21 à Paris en décembre 2015. En février 2017, elle a participé à la conférence mondiale sur le revenu de base à Manchester, en discutant du potentiel de l'action climatique pour contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Elle est également un membre actif du groupe monétaire de la Feasta. Elle est directrice du réseau environnemental irlandais et représente la Feasta au sein du pilier environnemental. Elle vit dans le centre de la France, d'où elle édite le site web de la Feasta.

Cinq ans après, peut-on dire que l'Accord de Paris n'a servi à rien ?

Bon Pote décembre 11, 2020

<Oui, tout-à-fait>



Nous fêtons cette semaine les 5 ans de l'Accord de Paris, point de bascule historique des pays vers un monde soutenable. En tout cas, c'est ce que nous pouvons lire depuis lundi matin dans plusieurs articles de la presse française, visiblement très *confiants quant aux possibilités de limiter le réchauffement à +2 degrés*.

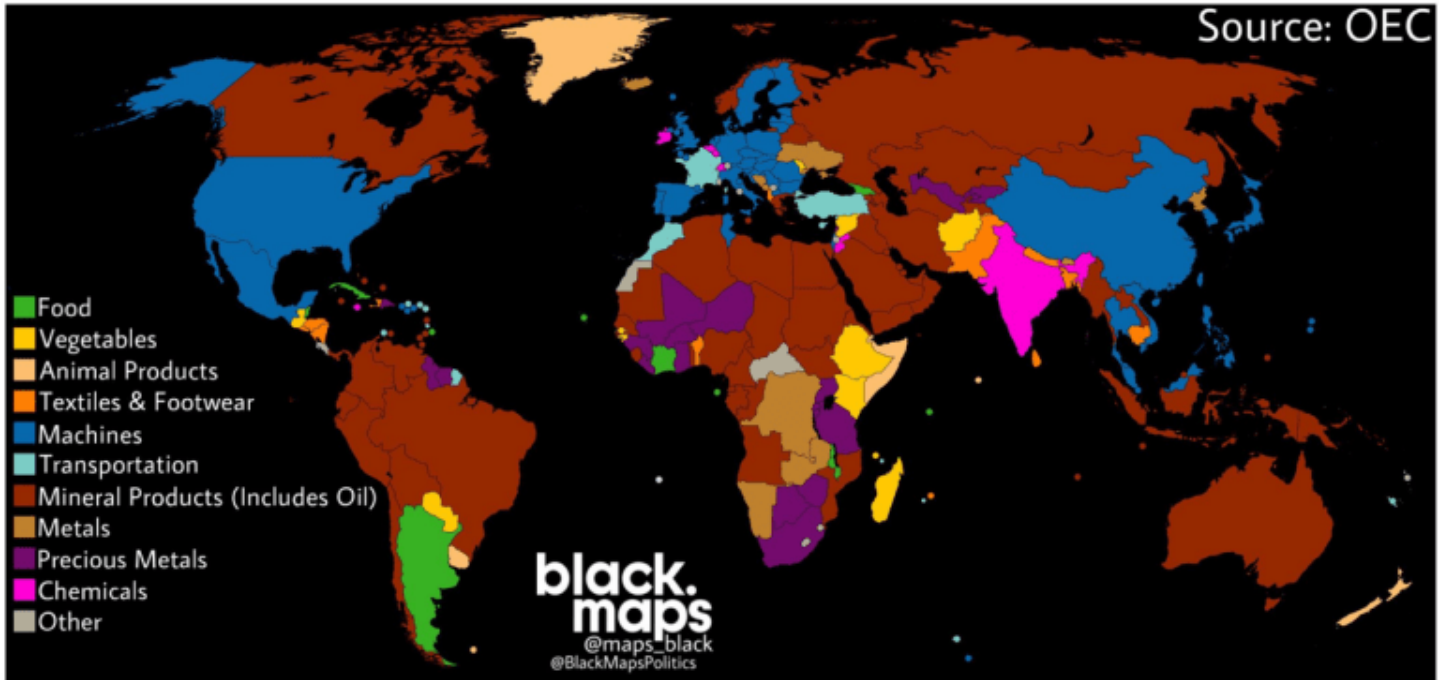
L'Accord de Paris est un peu comme le livre *Limits to Growth* de Meadows : tout le monde en parle, mais très peu l'ont lu. Ce n'est pourtant pas très long ([28 pages](#)), et n'importe qui ayant passé [quelques heures à s'intéresser sur la question climatique](#) devrait être à même d'en faire une critique plus nuancée que ce que je lis depuis 72 heures. Pouvons-nous dire 5 ans après que c'est une vraie réussite ?

L'Accord de Paris : du sang, de la sueur et des larmes ?

L'Accord de Paris est un prolongement de ce qu'il s'est passé à la COP15 en 2009 à Copenhague : un début d'accord, un semblant d'engagement souhaitant limiter le réchauffement climatique à +2°C (et non +1.5...). Cet engagement ne fut ni juridiquement contraignant, ni assorti de dates-butoirs ou d'objectifs quantitatifs. Clairement insuffisant.

Il fallait donc à nouveau rassembler ces pays (parties) afin d'entériner ce qui n'avaient été que des prémices en 2009. Plus facile à dire qu'à faire. **Les négociations climatiques, c'est comme mettre dans une salle plus de 150 personnes (ici 'parties') avec des intérêts différents et espérer qu'elles se mettent d'accord sur quelque chose qui à première vue, va emmerder tout le monde.** Au cas où vous vous demandiez pourquoi les négociations climatiques sont si difficiles à aboutir et pourquoi nous avons besoin de réguler au plus vite le commerce de matières premières, cette carte devrait vous éclairer :

MOST EXPORTED PRODUCT BY COUNTRY



Source : https://twitter.com/maps_black/status/1335712982840586242?s=20

Les points clefs de l'Accord de Paris

Après 3 semaines de négociations, l'Accord avait enfin abouti :

Lors de la COP21 à Paris, le 12 décembre 2015, les Parties à la [CCNUCC](#) sont parvenues à un accord historique pour lutter contre le changement climatique et pour accélérer et intensifier les actions et les investissements nécessaires à un avenir durable à faible intensité de carbone. L'Accord de Paris s'appuie sur [la Convention](#) et – **pour la première fois** – rassemble toutes les nations autour d'une cause commune pour entreprendre des efforts ambitieux afin de combattre le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences, avec un soutien accru pour aider les pays en développement à le faire. En tant que tel, il trace une nouvelle voie dans l'effort mondial en matière de climat.

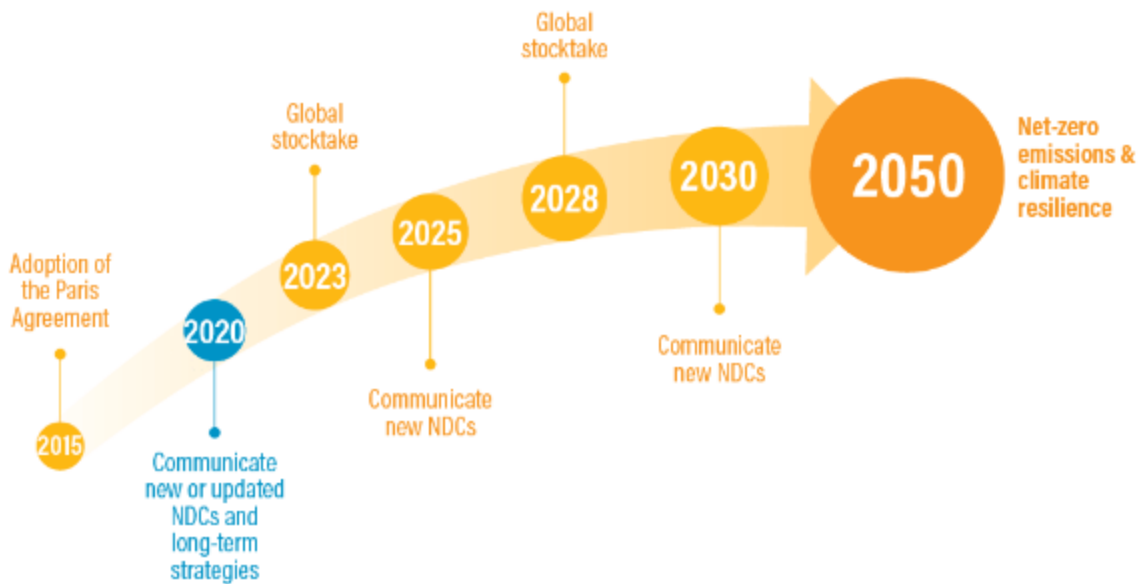
A ce jour, 183 parties l'ont ratifié sur les 197 Parties à **la Convention**... Mais ce n'était pas du tout le cas le 12 décembre 2015 ! **Entré en vigueur le 4 novembre 2016**, l'accord n'avait alors été ratifié que par **55 parties, représentant au moins 55 % du total estimé des émissions mondiales de gaz à effet de serre**. Cela donne une idée de l'ampleur de la difficulté de mettre d'accord tant de pays différents, en même temps, pour un objectif commun.

En effet, quand vous négociez avec des pays pétroliers, des brésiliens à gauche et des australiens à droite (les texans du Pacifique), trouver un Accord n'est jamais gagné d'avance... D'autant plus quand chaque pays tire la couette de son côté, privilégiant ses intérêts avant ceux des autres. Inutile d'avoir un doctorat en géopolitique pour comprendre que le sort des [îles Fidji](#) (membre des AOSIS) n'était pas la première préoccupation des saoudiens, trop occupés à s'assurer de pouvoir continuer à vendre leur pétrole.

Qu'en retenir ?

Afin de connaître les principaux aspects de l'Accord de Paris, c'est [ici](#) (l'Accord en entier [ici](#)). J'aimerais attirer l'attention sur quelques points :

- **Il y a 5 ans, la notion de neutralité carbone était encore une ambition un peu folle.** Aujourd'hui, et surtout en 2020, les annonces se sont multipliées en ce sens et cela devient la norme, aussi bien pour les Etats que pour les entreprises.
- **Avant l'Accord de Paris, les scénarios pointaient vers un réchauffement compris entre 4°C et 6°C pour 2100.** Avec les engagements nationaux pris en 2015, la hausse prévue était alors diminuée à environ + 3,7°C. Fin novembre 2020, selon [Climate Action Tracker](#) (TAC) on pouvait espérer (en 'optimistic net zero targets') une hausse limitée à +2,1°C.
- **L'Accord marche selon un processus itératif** : les [Contributions déterminées au niveau national](#) (NDCs) sont prévues pour être de plus en plus ambitieuses, jusqu'à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.



Source : <https://www.wri.org/ndcs>

- **Tout ce qui est annoncé dans le cadre de la CCNUCC est en [inventaire national et non empreinte carbone](#).** Rappelez-vous que certains pays (tout comme l'Europe) sont les rois pour annoncer qu'ils ont baissé leurs émissions, alors qu'ils l'ont juste délocalisées.
- **Toujours [s'assurer que la neutralité carbone comprenne bien tous les GES, et pas uniquement le CO2](#)** : alors que la plupart des pays ont fixé des objectifs nets de zéro GES, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud ne se sont engagés que sur le CO2. La Nouvelle-Zélande s'est, elle, engagée sur tous les GES, à l'exception du méthane (CH4) provenant de l'agriculture et des déchets.
- **La responsabilité des émissions est commune, mais différenciée** : l'Accord met en évidence que certains sont plus responsables que d'autres, et devront aider financièrement les pays les plus démunis/touchés par le changement climatique. Pour plus d'infos, voir le [Green Climate Fund](#) (GCF). C'est très important, car cela induit que les efforts de décarbonisation ne se feront pas au même rythme pour tout le monde (sans oublier la souveraineté des Etats, qui choisissent comment ils feront).

L'Accord de Paris sous le feu des critiques

Comme dans tout arbitrage politique, vous serez obligé.es de faire des concessions lors des négociations. L'Accord de Paris ne fait pas exception à la règle. Ce n'est pas l'objet principal de cet article, mais en l'état, PERSONNE ne doit en être satisfait.

Premièrement, il est clairement indiqué qu'il faudra de la croissance, et cela grâce à l'innovation technologique :

5. Il est essentiel d'accélérer, d'encourager et de permettre l'innovation pour une riposte mondiale efficace à long terme face aux changements climatiques et au service de la croissance économique et du développement durable. Cet effort sera appuyé, selon qu'il convient, y compris par le Mécanisme technologique et, sous la forme de moyens financiers, par le Mécanisme financier de la Convention, afin de mettre en place des collaborations en matière de recherche-développement et de faciliter l'accès des pays en développement Parties à la technologie, en particulier aux premiers stades du cycle technologique.

Source : https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf

Inutile de rappeler ce qu'il en est de la [Croissance verte et de l'illusion de technologie salvatrice](#). Quand on mise notre avenir (et celui de nos enfants) sur le stockage et la captation de carbone, c'est que l'on est soit inconscient, soit qu'on joue le jeu du statu-quo et donc des assassins. Choisissez le mot qui vous convient le mieux. Vous noterez également que le mot développement durable apparaît 12 fois.. Avec un peu d'expérience, ceci devrait [instantanément vous alerter](#).

Deuxièmement, et malgré le début de l'article 2, on se rend bien compte que la trajectoire qui ressort de l'Accord, c'est +2 C° (minimum). Encore une fois, la différence entre +1.5 et +2°C : ce sont des centaines de millions de personnes touchées. Ce n'est pas moi qui le dit, [mais le GIEC](#). Pas sûr que si le contenu avait été uniquement rédigé par les [AOSIS](#), nous aurions eu le même contenu.

Troisièmement, il n'y a aucune obligation pour les Etats de respecter leurs objectifs. Aucune contrainte, ou sanction. Nous devons donc croire sur parole les objectifs affichés des Etats (NDCs), objectifs qu'ils sont tenus de mettre à jour sur des périodes trop éloignées (tous les 5 ans).

Enfin, et c'est la cerise sur le gâteau : l'Accord de Paris ne mentionne pas une fois les combustibles fossiles ! Des génies ! Pétrole ? Gaz ? Charbon ? Ah non, rappelez en 2030. C'est absolument fondamental de comprendre ceci : ce n'est pas un oubli, mais le résultat d'un rapport de force. Toute avancée sur la question climatique a toujours été obtenue grâce à un rapport de force. Si ce n'était pas encore clair, se reposer sur l'Etat et les entreprises serait donc une grossière erreur.

Depuis 5 ans, rien n'a changé ?

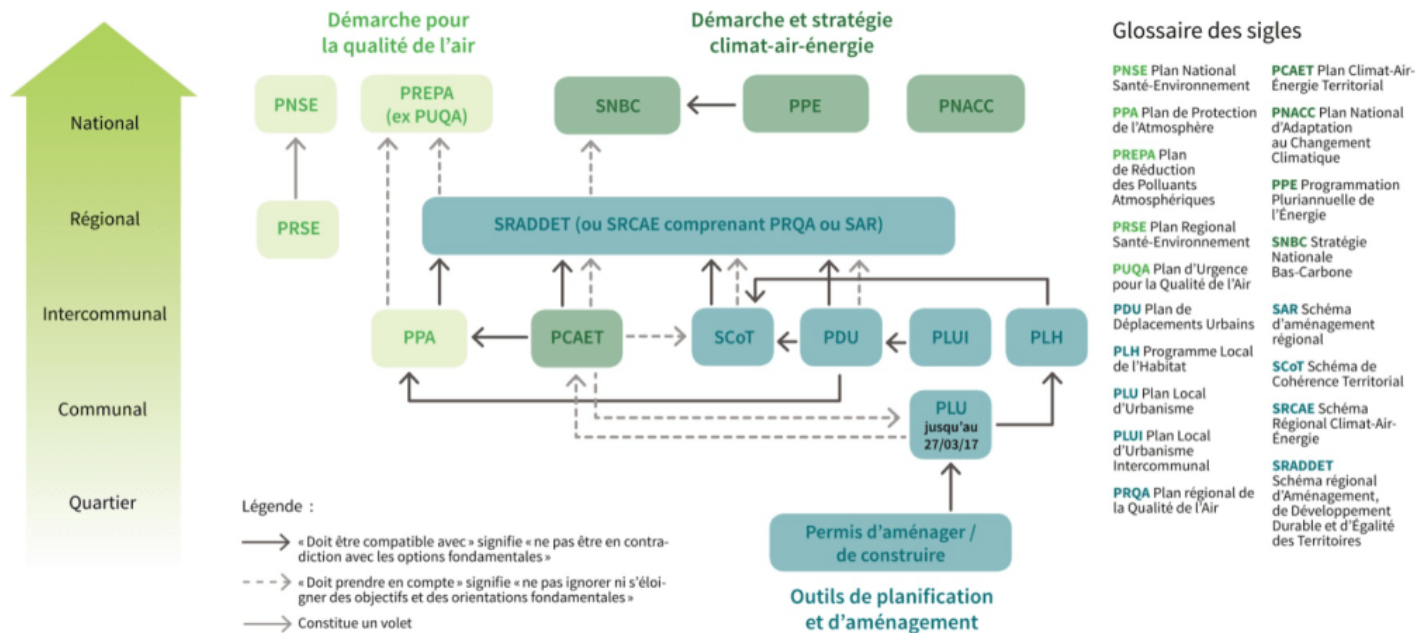
Mettons tout de suite les choses au clair : il est FAUX de dire que rien n'a été fait. FAUX de dire que cela n'a servi à rien. C'est un raccourci que j'ai pu lire une bonne dizaine de fois depuis trois jours : cela nous conforte dans nos idées, nos [biais de confirmation](#) ("ahah on n'a rien fait !"), mais ça n'avance à rien.

Avant de rentrer en détails dans ce qui a été fait depuis 5 ans, il est important de rappeler qu'il n'est pas possible d'infléchir si facilement la courbe des émissions en 5 ans. **La question climatique ne peut pas être réglée en 5 ans. C'est du temps long : 20, 30 ans.** Certains investissent du temps avant d'avoir des résultats concrets. C'est très exactement pour cela que nous devons agir maintenant, continuer de mettre la pression sur les gouvernements et arrêter de procrastiner.

Maintenant, prenons l'exemple de la France. De nombreuses actions ont été entreprises pour s'aligner sur l'Accord de Paris. Voici quelques exemples :

– **Au niveau national, la SNBC**, révisée en 2019. Introduite par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (...), La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Adoptée pour la première fois en 2015, la SNBC a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 (ambition rehaussée par rapport à la première SNBC qui visait le facteur 4, soit une réduction de 75 % de ses émissions GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990).

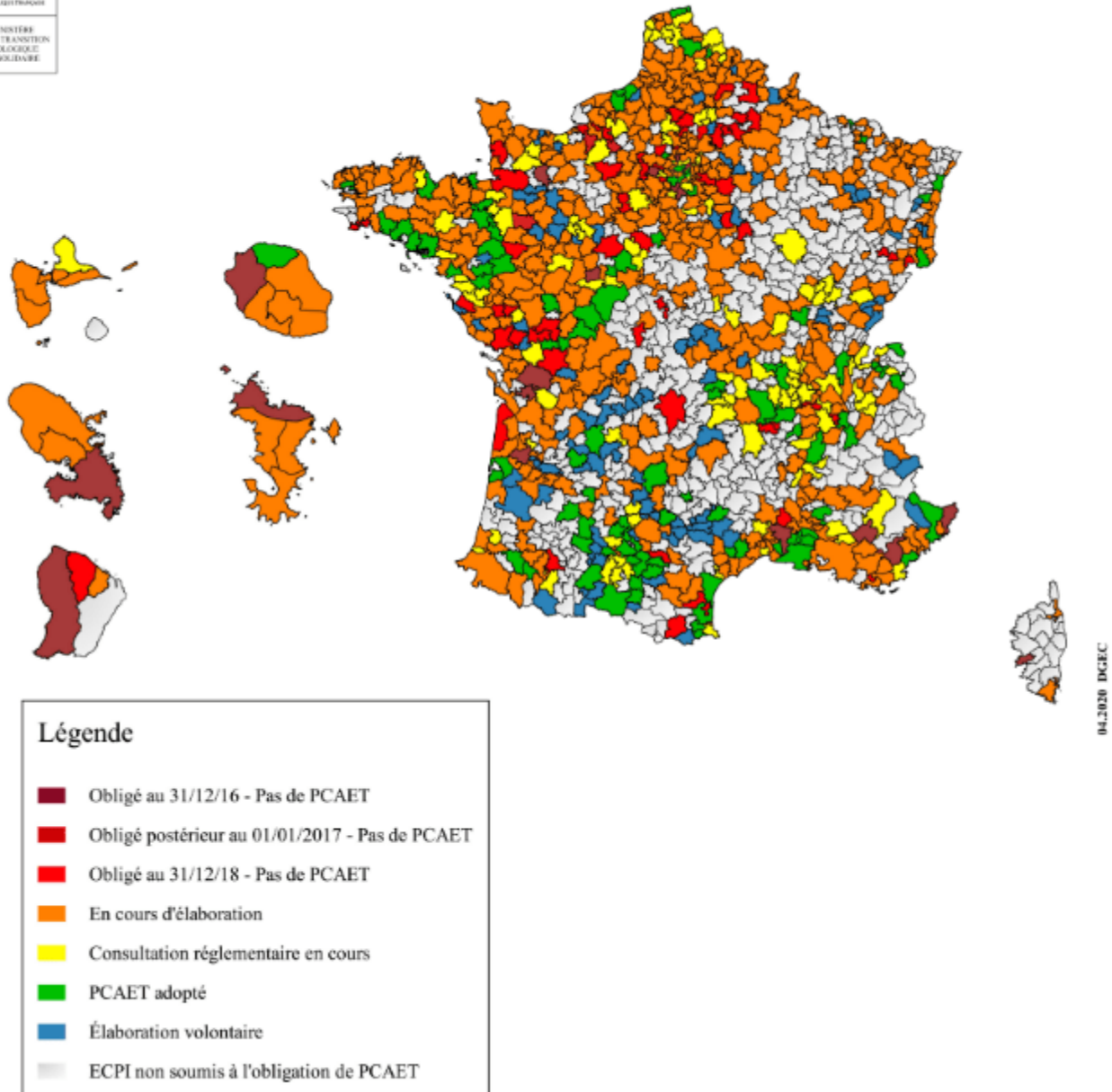
– **Au niveau régional, le SRADDET** (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires), qui regroupe les différentes politiques de développement durable, et en particulier celles concernant le climat, l'air et l'énergie. Si vous pensez qu'il n'y a rien en place, je doute que vous ayez ce schéma en tête :



Source : <https://www.adaptation-changement-climatique.fr/thematiques/urbanisme-planification>

– **Au niveau intercommunal, les Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET)** : 756 établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants doivent réaliser un plan climat-air-énergie territorial (PCAET) :

CARTE DES PLANS CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAUX



Source : <https://www.ecologie.gouv.fr/actions-des-entreprises-et-des-collectivites-climat>

- L'Accord de Paris a également eu un effet positif sur les contentieux climatiques. C'est ce que nous explique [Marta Torre-Schaub](#), directrice de recherche au CNRS : "c'est un argument de force dans un certain nombre d'actions en justice. Je pense qu'il y a certainement eu un effet positif de l'Accord de Paris sur l'accélération de ce type de procès".
 - La création du [Haut Conseil pour le Climat](#), dont chaque rapport donne des indications précieuses au gouvernement afin d'atteindre la neutralité carbone. Pour en savoir plus, voici une interview du directeur exécutif, [Olivier Fontan](#).
 - La création de la [Convention Citoyenne pour le Climat](#) : elle a beau essuyer [toutes les critiques du monde depuis 6 mois](#), cette convention et ses membres ont le mérite d'amener le sujet du climat sur le devant de la scène, et de mettre assez de pression sur E. Macron pour qu'il s'énervé il y a une semaine lors de son interview chez Brut.
- NB : la CCC et le HCC ont été créés grâce à la pression populaire : c'est notamment grâce aux gilets jaunes et

aux marchés climats que ces 2 instances ont vu le jour. La société civile a donc très clairement son rôle à jouer et nous n'avons pas le droit de nous réveiller en 2040 comme si nous n'étions pas au courant.

J'aurais également pu citer le travail du CEREMA, de l'ADEME, etc... Oui, l'administration française n'est pas immobile sur l'enjeu climatique. De nombreux plans ont été lancés et il y a déjà des résultats.

Vigilance, plutôt qu'optimisme

S'il est maintenant évident que l'Accord de Paris n'a pas servi à rien, il serait crédule de croire qu'il se suffit à lui-même et que les Etats mettront tout en œuvre pour atteindre leur neutralité carbone sur la seule base du volontariat.

Tout d'abord, il ne s'agit que d'engagements. Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Pour ma part, je jugerai avant tout les résultats. Rappelons tout de même que [toutes les annonces de neutralité carbone en 2020 se sont avérées fallacieuses](#) ! De plus, les engagements des Parties à la CCNUCC sont en inventaire national et non en empreinte carbone. Il est tout simplement inadmissible qu'un pays comme la France ait une empreinte carbone stable depuis 25 ans, et ce n'est pas avec un gouvernement qui nous parle de croissance verte à chaque intervention télévisée que cela va s'arranger. Quand je dis *gouvernement*, j'aurais pu dire '*nos politiques*', voire '*nos politiques européens*'. A l'instar de Pascal Canfin qui semble absolument ravi d'être dans le top 3 des plans de relance pour le climat :



Source : <https://twitter.com/pcanfin/status/1337041224537153537?s=20>

Pascal, c'est un peu le type qui avait 3/20 à un contrôle de maths, et qui se moquait de ceux qui avaient eu 0. Nous sommes très loin de faire ce qu'il faut Pascal, pas la peine de faire le coq.

Concernant l'Accord de Paris, seulement 20 pays ont des stratégies climat long terme, 20 ont mis à jour leur stratégie avec une NDC plus ambitieuse. Seulement 26 pays ont annoncé viser la neutralité carbone. Sur plus de

150 parties, cela ne fait pas beaucoup... Pour suivre l'évolution des engagements, il existe un très bon site : [Climate Watch Data](https://www.climatewatchdata.org). Cela permet de prendre la dimension du chemin qu'il reste à faire.

Submitted Not submitted Intends to submit

Clear Compare Search table data

Country	Share of global GHG ...	Pre-2020 Pledge	INDC	NDC	Updated First NDC	2nd NDC	LTS	Climate Framework ...	Sectoral Laws or Policies
European Union (27)	6.41%	Submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Intends to submit	Submitted	Not submitted	Not submitted
Fiji	0.00%	Not submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Intends to submit	Submitted	Not submitted	Submitted
Finland	0.13%	Not submitted	Not submitted	Submitted	Not submitted	Not submitted	Submitted	Submitted	Submitted
France	0.67%	Not submitted	Not submitted	Submitted	Not submitted	Not submitted	Submitted	Submitted	Submitted
Gabon	-0.17%	Submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Not submitted	Not submitted	Submitted	Not submitted
Gambia	0.00%	Submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Intends to submit	Not submitted	Not submitted	Submitted
Georgia	0.03%	Submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Intends to submit	Not submitted	Not submitted	Not submitted
Germany	1.64%	Not submitted	Not submitted	Submitted	Not submitted	Not submitted	Submitted	Submitted	Submitted
Ghana	0.10%	Submitted	Submitted	Submitted	Not submitted	Intends to submit	Not submitted	Submitted	Submitted
Greece	0.17%	Not submitted	Not submitted	Submitted	Not submitted	Not submitted	Not submitted	Not submitted	Submitted

Source : <https://www.climatewatchdata.org/compare-all-targets>

Enfin, l'UE doit également se dépêtrer des énergies fossiles. C'est ce que cette lettre ([signée par 200 personnalités scientifiques](#)) demande aux Etats signataires du TCE (Traité sur la Charte de l'Energie) : sortir du TCE, celui-ci étant **un frein à la transition énergétique, incompatible avec l'Accord de Paris**. Ce traité offre tout de même la possibilité aux entreprises du secteur de **poursuivre les Etats qui s'opposent à des projets d'énergies fossiles**... Un vrai scandale.

Le mot de la fin

Les négociations climatiques sont extrêmement complexes et comme beaucoup d'autres sujets, il est impossible d'en comprendre les rouages en lisant un article de 20 lignes ou en regardant une vidéo d'1min30. Il faut replacer l'évènement dans son contexte, comprendre qui prenait part aux négociations, comprendre ce que l'Accord dit, ce qu'il a permis, ce qu'il a volontairement occulté...

Pour répondre à la question '*l'Accord de Paris n'a-t-il servi à rien ?*' : la réponse est non. Etait-il suffisant ? Non plus. Aurait-il été possible d'obtenir un accord plus contraignant ? **Personne ne peut y répondre avec certitude**. Les enjeux énergétiques (et donc géopolitiques) sont tels que tout accord trop contraignant sur les fossiles aurait été l'assurance de faire capoter la COP21. Pour en savoir plus, je vous recommande à nouveau le livre *Gouverner le climat* de Stefan Aykut, référence en la matière.

Plutôt que d'être résolument optimiste, comme l'est la presse française depuis ce début de semaine, j'appelle plutôt à être vigilant. Non seulement nous ne pouvons nous satisfaire de ce qui a été entrepris, mais il semble de plus que notre gouvernement n'ait toujours pas compris ([ou fasse semblant](#)) que la croissance verte ne serait pas la solution pour notre transition écologique. 50 ans que nous entendons le même discours des rassuristes, 50 ans qu'ils mentent. Sans sobriété (et sans la mobilisation de toutes les composantes de la société) nous n'y arriverons pas.

Pour conclure, et je ne cesserai de le répéter : arrêtons de dire qu'il est trop tard pour limiter le réchauffement à 1.5°C ! C'est l'objectif et doit le rester. Tout discours abandonnant cet objectif est tout simplement égoïste. C'est *physiquement* possible : le reste n'est que négociations politiques.

vendredi 11 décembre 2020

Emmanuel Macron nous engage dans l'effondrement économique

Demain le 12 décembre aura lieu de 5e anniversaire des Accords de Paris sur le climat. Emmanuel Macron ne pouvait manquer de twitter sur le sujet :



Emmanuel Macron ✓
@EmmanuelMacron



À la veille du 5e anniversaire de l'accord de Paris, nous, Européens, nous engageons à réduire d'au moins 55% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. 10 ans, c'est demain. Alors mettons tout en œuvre pour réussir. Maintenant. Tous ensemble. Car il n'y a pas de plan B !

2:48 AM · 11 déc. 2020



♡ 6,7 k 💬 2,1 k personnes tweetent à ce sujet.

Mais il faut bien comprendre qu'avec une telle promesse - réduire de moitié nos émissions de CO2 d'ici 10 ans - il nous engage dans l'effondrement de notre économie, comme je l'ai montré dans cet **article**. Atteindre cet objectif, c'est un «Covid» par an pendant dix ans (les émissions de CO2 de la planète ont diminué de 8% en 2020 à cause des confinements). Un suicide complet, que nous serons bien les seuls à faire, les Chinois s'en fichent, ils construisent des centrales à charbon comme jamais. Au contraire, le Président devrait ouvrir les yeux et se rendre compte que la crise du Covid démontre que **le réchauffement climatique anthropique est une escroquerie**. Ce «test» grandeur nature l'a clairement invalidé, le CO2 émis par l'homme a diminué, mais cela n'a eu aucune influence sur la teneur en CO2 de l'atmosphère, qui dépend d'un cycle naturel dans laquelle la part de la civilisation est complètement marginale. CQFD. Alors pourquoi cette obsession pour la «lutte» contre le réchauffement climatique ? Pour répondre à cette question, je vous invite à lire ma note sur le **Great Reset**. Cette destruction de l'économie, vous le verrez, est programmée.

Publié par Par Philippe Herlin à 16:03



Après la COP21, la (dé)route vers la COP26

Par biosphere 13 décembre 2020



12 décembre 2015, adoption par 195 pays d'un traité international lors de la COP21 visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre afin de contenir le réchauffement climatique. Embrassades, applaudissements, larmes. L'accord de Paris sur le climat avait pour objectif de limiter le réchauffement climatique « *nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* » et prévoyait d'accroître tous les cinq ans les engagements de réduction des émissions. Qu'en est-il, cinq ans après ? Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint, en 2019, un record historique de 59 milliards de tonnes équivalent CO₂, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2015. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère a atteint 410 parties par million (ppm) en 2020, un niveau inégalé depuis plus de 3 millions d'années. La production de charbon, de pétrole et de gaz va augmenter de 2 % chaque année jusqu'en 2030, alors qu'elles devraient diminuer de 6 % par an pour s'aligner sur l'accord de Paris. Le monde pourrait connaître un réchauffement de 4 °C à la fin du siècle.

12 décembre 2020 : Le secrétaire général de l'ONU), Antonio Guterres, a appelé le monde à « *déclarer l'état d'urgence climatique* », lors de l'ouverture d'un petit sommet (virtuel) censé relancer les efforts de lutte contre le réchauffement climatique. La COP26 ne se tiendra qu'en novembre 2021 à Glasgow (Ecosse).

« Les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre par les pays qui en sont responsables ne seront pas tenus... Le système de gouvernance climatique mis en place voilà plus de vingt ans est complètement déconnecté du monde réel... Ce formidable hiatus, ou « schisme de réalité », en temps de crise, entre d'un côté la continuation apparente du processus démocratique et de l'autre la violence et l'arbitraire... D'un côté l'enchaînement des conférences sur le climat, de l'autre l'exploitation forcée des ressources d'énergie fossiles et l'affirmation farouche des souverainetés... Le Protocole de Kyoto, signé en 1997 avec entrée en vigueur en 2005, n'a eu aucun effet : en 2005, le monde émettait 29 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) ; en 2013, il en émettait près de 37 milliards de tonnes... Une forme de schizophrénie conduit les responsables politiques à rivaliser de déclarations alarmantes sur le climat tout en continuant à subventionner massivement les énergies fossiles : 5 000 milliards de dollars par an au niveau mondial.. Nous voici dans la « double pensée » imaginée par Orwell dans 1984, cette faculté à mettre en veilleuse la plus élémentaire logique pour accepter des faits contradictoires, et pour cela être capable d'« oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore ». »
(Stéphane Foucart)

Les [commentaires sur lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) s'échauffent :

BM68 : Vous et moi nous réunissons dans un bon restaurant pour discuter et nous sommes d'accord sur l'objectif d'être heureux, riches dans un monde en paix. Chacun rentre chez soi, voilà une bonne journée de travail derrière nous. Elle est pas belle, la vie?

K.P. : Je serais toujours marqué par la phrase qu'a tenu un de mes professeurs de droit, « Si tout le monde est d'accord pour ratifier un traité international, c'est qu'au fond il ne dérange pas grand monde ». Je mets de côté Donald Trump, mais même au moment des négociations de l'accord sous Obama nous avons eu droit à un psychodrame autour de l'utilisation des termes « shall » et « should » dans la version anglaise de l'accord, c'est dire.

JPH-35 : Soyons lucides. L'accord de Paris n'était contraignant pour personne. C'est bien pour cela que tout le monde a signé.

Lacannerie : Un jolie mise en scène de vœux pieux pour mieux cacher notre incapacité collective à changer le système mortifère dont nous sommes les esclaves consentants. Les générations futures vont payer très cher notre pathétique duplicité et notre immobilisme coupable. Affligeant.

Frog : Triste espèce humaine, accrochée à ses vacances en Thaïlande, ses applications amusantes et son intérieur meublé avec le made in China nécessaire...

Peps72 : Il est évident qu'on n'est pas près de sacrifier la croissance pour les pissenlits. F ranchement, on devrait sauter l'étape « transition écologique » et passer tout de suite à l'étape « résilience civilisationnelle », en contrôlant la natalité, rationnant l'eau et les ressources essentielles, et en se préparant à gérer des flux migratoires ingérables...

Brancas : Pour qu'il y est une vraie adhésion, il faudrait démontrer que les efforts faits ici ne vont pas être réduits à néant ailleurs. Que la remise en cause des voyages par avion ne serve qu'à compenser la grosse centrale chinoise fonctionnant avec du charbon australien afin de produire de l'acier exporter en Europe. Les taxes carbone sont indispensables. Mais les Gilets jaunes et les écolo-gauchistes ne veulent pas toucher au « pouvoir d'achat ». Si la Grande Bretagne prétend pouvoir baisser de 65% sa production de CO2 c'est qu'elle n'utilise plus le charbon et n'a donc plus d'industrie. La France idem.

Boltzmann : Chacun sait que la baisse des émissions demande un changement total de nos modes de vie, et que ce changement fera beaucoup de perdants sur le plan économique (baisse de salaire, de confort de vie, etc...).

Tant qu'on a pas un plan clair pour transformer l'économie, mettant en œuvre baisse des émissions et conservation de l'emploi (car pour les salaires c'est foutu), personne ne se lancera.

Alex Viroth : Vu la croissance démographique, on peut s'agiter autour de « l'urgence climatique », ça ne sert pas à grand-chose.

Après la COP21, la route vers la COP26

Par **biosphere12** décembre 2020

« Il y a cinq ans, jour pour jour, après des années d'efforts collectifs auxquels je rends hommage, j'avais l'honneur et l'émotion de frapper ce petit marteau sur la tribune de la COP21 en décembre 2015 : « l'Accord de Paris est accepté ! ». Quand je repense à ces moments, trois mots : le travail intense qui l'a précédé, comme il devra précéder la COP26, l'écoute car c'est une co-construction où, selon l'esprit des Nations Unies, chacun doit être écouté, et l'ambition, car il en fallait, 29 articles, 140 paragraphes de décisions, pour définir l'objectif et les moyens de lutter contre ce tueur qu'est le réchauffement du climat. Depuis, l'Accord de Paris est devenu la référence climatique mondiale. Mais on est encore loin du compte. Les températures augmentent, des catastrophes climatiques multiples se produisent, frappant en particulier les régions et les populations précaires. Il faut donc continuer et amplifier notre action.

Depuis 2015, pas mal de choses ont changé qui rendent le chemin vers Glasgow 2021 à la fois voisin et différent de Paris. A l'époque, nous avons réussi la conjonction de plusieurs planètes : la planète scientifique et technologique, qui continue d'avancer. La planète société civile (villes, régions, entreprises, associations, tous les acteurs non-étatiques) : elle aussi est au rendez-vous, avec en particulier les mobilisations de la jeunesse. En revanche, ce qui avait fait la force de la COP21, l'union de tous les Etats du monde s'est affaiblie. Le retrait, en particulier, de la présidence américaine, a favorisé un relâchement d'autres Etats, pourtant signataires de l'Accord de Paris.

Mais depuis quelques semaines, un vent plus favorable semble souffler. La Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Union européenne, d'autres, riches ou pauvres, rehaussent leurs ambitions, bien qu'ils ne soient pas encore assez nombreux. La nouvelle présidence américaine va apporter toute sa détermination. L'espoir renaît. Ce sera la feuille de route de Glasgow de ne pas décevoir cet espoir, en honorant concrètement les engagements de Paris (financements publics et privés accrus, en direction notamment de l'Afrique, innovations technologiques, mesures pour l'adaptation et pas seulement pour l'atténuation, article 6, transition juste, ...). Il faudra étendre notre action à tous les secteurs et être clairs sur les trois horizons à respecter : le long terme, 2050, la neutralité carbone ; le moyen terme, 2030, des engagements nationaux rehaussés ; le court terme, l'immédiat, des plans de relance « verts » et non pas « bruns », à la fois contre les conséquences de la pandémie Covid-19 et pour une société décarbonée. Et il faudra vérifier tout cela, en ligne avec nos engagements de Paris, 2 degrés d'augmentation maximale, et si possible 1,5 degré à la fin du siècle.

Chers amis, contre le réchauffement du climat, il n'y a pas de vaccin mais il y a un antidote : l'application intégrale, concrète et mondiale de l'Accord de Paris. Les clés, maintenant, ce sont l'ambition et l'action. »
Laurent Fabius, 12/12/2020 : 'Climate Ambition Summit 2020 – Road to COP 26)

François Hollande prévoit la catastrophe

Par [biosphere12](#) décembre 2020

« Le réchauffement climatique sera bien supérieur à 2 degrés Celsius d'ici à la fin du siècle. Il pourrait dépasser 3,5 degrés, voire atteindre 5 degrés. Les catastrophes naturelles, les tempêtes, les sécheresses s'ajoutent à la dégradation irréversible de la biodiversité. Les plans de sortie de la crise du Covid doivent devenir des plans de sortie de l'économie carbonée. Il ne s'agit rien de moins que de diminuer les gaz à effet de serre de plus de 7 % par an, de 2020 jusqu'à 2030...Elu président en 2012, je n'avais pas pris alors la mesure de l'ampleur et de la rapidité de la dégradation climatique. »

C'est le [constat actuel de François Hollande](#) qui a pourtant régné entre 2012 et 2017 et organisé en décembre 2015 à Paris la COP21 sur le climat. Il livre ici son propre cheminement et parle même de conversion. A ce nouveau converti aux réalités biophysiques, voici quelques [commentaires sur le monde.fr](#), pas très tendres envers lui :

Argonne : « Élu président en 2012, je n'avais pas pris alors la mesure de l'ampleur et de la rapidité de la dégradation climatique.... » Lire ceci sous la plume d'un ancien chef de l'État est sidérant. Confierait-on le pouvoir à des non-voyants, à des mal-entendants, à des gens moins bien informés que les lecteurs de la presse écrite ou que les téléspectateurs ? M. Hollande n'a-t-il pas entendu un de ses prédécesseurs dire « la maison brûle » (Chirac, 2002) ? N'a-t-il pas entendu parler de Al Gore ? N'a-t-il jamais rencontré Nicolas Hulot ? Ignore-t-il l'existence du GIEC ?

ChP : Ce qui compte c'est ce qui se décide lors des COP. Or il n'y s'y décide rien. Rappels : COP3 à Kyoto, décembre 1997: Objectifs: réduction de 5% des GES en 2008-2012, par rapport à 1990. En 1997 les USA (Bush) refusent de ratifier le protocole de Kyoto. En 2012, le Canada quitte le protocole de Kyoto. COP15 à Copenhague, décembre 2009. Il doit être l'accord qui prend la suite de Kyoto, c'est un échec complet. Les parties conviennent de fournir d'ici à 2015 leurs propositions chiffrées (intentions et non engagements) de réduction des émissions de GES. COP21 à Paris, décembre 2015 : gros succès, diplomatique seulement ! Les parties s'accordent à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2 °C, voir même 1,5 °C. Ridicule car même les INDC (Intended Nationally Determined Contributions) conduisent à un réchauffement de 3°C. COP26 à Glasgow, novembre 2021. Devrait définir les règles de mise en œuvre de la COP21 ! A l'évidence les températures vont continuer à monter !

TttTttTtt : C'est drôle, c'est jamais quand ils sont président et avec les pleins pouvoirs qu'ils sont lucides et efficaces! Désespérant.

Munstead : Il y a des choses qu'un président ne devrait pas dire... Saison 2. Durcir les objectifs d'un accord international que les signataires n'arrivent déjà pas à respecter est un curieux conseil. Ne pas dire comment, que faire, signale une absence de réflexion.

Bachibouzouk : D'une manière plus générale, je suis toujours sidéré de constater l'inculture scientifique du citoyen lambda, pourtant indispensable à un début de compréhension du double pb climat/biodiversité qui se pose à nous. Ex.: combien parmi vous connaissent la persistance d'une quantité x de CO2 dans l'atmosphère ? Ex.: Combien parmi vous savent quelle quantité d'O2 est produite par le plancton océanique (plancton que l'acidification des océans menace directement)? Ne pas savoir répondre à ces questions de base signifie qu'il y a un sérieux défaut d'information. Qu'on ne me dise pas que « l'info est disponible ». Certes, mais combien font l'effort d'aller vers l'info, même parmi les « écolo-sensibles »? Cela devrait être affiché sur les panneaux publicitaires à la place de pubs à la noix, à la une des journaux et au JT.

Melvin : Par contre l'âge de Kim Kardashian, le nom des enfants de Kate et William et la différence entre K-pop et Hip-Hop tout le monde connaît. C'est à ça qu'on reconnaît un âge d'or de l'humanité.

Electron : aucune piste proposée par Flamby. L'empreinte CO2 du français moyen est de 12t environ par an. Il faudrait d'ici 30 ans l'avoir ramené à 3. Un véhicule électrique équivalent, neuf, c'est déjà près de 10t de CO2, même si ensuite il n'émet pas. Vous rajoutez l'amortissement lié au béton de votre appartement, le CO2 induit par la consommation de viande, d'électronique, de cadeaux de Noël, le chauffage au gaz etc, et cela même sans prendre l'avion. Comment diviser sans induire une baisse drastique du niveau de vie et des millions de chômeurs ? Et si certes les riches émettent plus, le français moyen émet considérablement plus que 3t, et il est donc totalement concerné. C'est à cela qu'il faudrait s'atteler.

Laurent Fabius s'inquiète pour le climat

Par [biosphere11](#) 11 décembre 2020

« Il y a cinq ans quasiment jour pour jour – c'était le 12 décembre 2015 – la COP21 accouchait d'un historique Accord de Paris, censé, grâce à une coordination mondiale, limiter le réchauffement climatique et ses effets délétères. Je me trouvais, en tant que ministre des Affaires étrangères, à la tête de ce grand rendez-vous de l'ONU. Je regrette aujourd'hui que l'inquiétude climatique ait été reléguée derrière celle née de l'épidémie de coronavirus. Il y a un giga-paradoxe ! D'un côté, vous avez le Covid-19 et a plupart des gouvernements du monde ont pris des décisions extrêmement fortes, parfois dures en matière sociale, en matière économique, en matière de liberté, pour lutter contre la pandémie. Et de l'autre, on ne fait pas le même effort pour lutter contre la mutation climatique. Or la mutation climatique est beaucoup plus grave que le Covid, y compris en termes de santé. Il n'y a pas de vaccin, d'accord, mais il y a un antidote. L'antidote s'appelle l'application intégrale de l'Accord de Paris. Il faut que dans les mesures de relance, e ne soient pas des relances brunes, comme on dit, mais des relances vertes ». (Laurent Fabius, [Europe1, 08 décembre 2020](#))

En 2003 Fabius avait fait fort, laissant écrire que le PS deviendrait « le premier parti écologiste de France » ([LE MONDE du 7.01.2003](#)). Mais les Verts traversaient à l'époque une période de fortes turbulences et Fabius voulait récupérer la mise. Simple opportunisme d'un professionnel de la politique ! En 2000, le gouvernement Jospin avait présenté un programme de lutte contre le changement climatique qui avait rapidement sombré tandis que le ministre de l'économie Fabius supprimait la vignette automobile, un impôt progressif qui aurait instauré un certain malus sur les émissions de carbone. Lors du Congrès de Reims (14 au 16 novembre 2008), Fabius osait cette phrase dans sa contribution générale : « Certains ont longtemps prétendu qu'une croissance exponentielle infinie dans un monde qui ne l'est pas était possible. Nous affirmons avec force que la croissance économique et l'impératif écologique constituent un seul et même enjeu. » En novembre 2014, sa [présentation aux entreprises](#) de la Conférence Climat était désastreuse : « L'état d'esprit est que cette COP21 ne soit pas une conférence des contraintes, parce que l'une des raisons pour laquelle cette affaire ne marche pas, c'est que nous donnons le sentiment aux gens que l'on va multiplier les contraintes. »

La duplicité des hommes (et femmes) politiques est à la fois un inconvénient, mais aussi un avantage. Ils sont comme des caméléons, prenant la couleur du temps présent, croissanciste un jour mais pas croissanciste toujours, anti-écologie à une époque, champion du climat à une autre. Heureusement tous les élus ne sont pas des Trump/Bolsonaro. Le problème, c'est que nos élites édicteront ce qu'il faut vraiment faire uniquement quand leurs électeurs auront de l'eau jusqu'au genou à cause du réchauffement climatique...

TOUJOURS LA GRANDE CRISE D'EFFONDREMENT...

11 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- D'abord, on nous annonce le [vol de 2 B52](#) au moyen orient. Là sans doute, est tout l'arsenal disponible des B52. C'est que de la gonflette et déjà, dans les années 1960 les missiles étaient capables de les atteindre , 10 ont été abattus pendant la guerre du Viet Nam, les nord vietnamiens revendiquant un score de 34 appareils abattus. En 2017 il en restait 76 en service. Soit, très peu, mais c'est l'appareil le plus disponible et sans doute, le moins cher à l'entretien de toute la flotte aérienne, avec les autres appareils des années 1950 toujours en service.

- Comme il avait été dit, et faut il le rappeler, [selon l'OMS](#) il y a deux mois, 10 % de la population terrestre avait été touché par le coronavirus, et encore plus par la corona (bière). Pas sûr que la corona (bière) tue moins.

- [Bien entendu](#), on nous annonce que le monde va s'écrouler en Grande Bretagne à cause du Brexit. Usines à l'arrêt ? Bizarre, je pensais qu'ils n'en avaient plus...

- [L'Iran](#) est toujours très nerveux à propos du Nagorny Karabakh.

- L'Arabie ou plutôt [Aramco](#) fait comme ses petits copains. On paie le dividende en s'endettant.

- [L'économie américaine](#), de fait est maintenant un [terme désuet](#). [Il n'y a plus d'économie américaine](#). Le plus marrant, c'est le taux d'utilisation du métro.

- [France](#), faillite en vue pour les clubs de football professionnels. ça apprendra à leurs tordus de joueurs de faire dans le [politiquement correct](#). Ils vont être renvoyés à leur néant intrinsèque, ces branquignols de footballeurs.

CE SERA SANS DOUTE BIEN 2021

12 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

L'année de la grande dislocation. La Chine vend ? Mais à qui ? Aux européens et aux américains ?

Pour les américains, [la coupe du GOP](#) (great old party), semble bien pleine. L'ordonnance de sécession est bien agitée.

"La Cour suprême, statuant sur la requête du Texas à laquelle se sont joints dix-sept États et 106 membres du Congrès américain, a décrété qu'un État peut prendre des mesures anticonstitutionnelles et violer sa propre loi électorale. Il en résulte des effets néfastes sur les autres États qui respectent la loi, tandis que l'État coupable ne subit aucune conséquence."

"Nous n'en sommes pas encore là, loin s'en faut ; mais, par les temps qui courent, 'loin s'en faut' (dans les événements) peut se réaliser très vite en raison de l'extrême rapidité des événements."

"If This Is The War the Left Wants, This Is The War [The Left Will Get](#)"

Mais c'est tout l'occident dont l'aristocratie pourrie en crise, qui rentre en crise. [2021 : un affrontement à mort entre forces morbides et forces citoyennes](#).

Le "[great reset](#)" auquel ils pensent risque bien d'arriver sans eux et contre eux. Qu'ont ils ces dominants justement ? Des suv, un appartement à Paris et des [résidences secondaires](#) même aux 4 coins du monde, sans compter quelques bits sur un compte en banque ? Ils croient que c'est quelque chose ???

*"Que les maîtres bousculés de l'empire occidental aient des rêves fous de résurrection en tête peut se concevoir. Mais imaginer un « **Great Reset** » organisé par des tarés comme les Trump, Biden ou Macron, sous la houlette de momies exsangues comme les Soros, Attali ou Pinault, est juste grotesque. Ce qui se cache en réalité derrière ce mythe faisané de « **Great Reset** », propagé par des losers, relayé par des sujets qui ont besoin de se persuader de la supériorité de leurs maîtres pour justifier leur sujétion, est quelque chose de bien plus redoutable : un « **Great Upset** », c'est-à-dire un « grand bouleversement » en train d'emporter maîtres et valetailles d'un temps révolu dans les fossés de l'Histoire."*

Là aussi, pourquoi les maîtres de l'orient voudraient ils obéir ? Ils auront bien assez à gérer chez eux, les [conséquences](#) de la fin de l'occident.

[En France](#), à la louche une dépression de 10 %, suivie d'un rebond ? Mais à quoi ils pensent ???

[Charles Gave](#) enfonce un clou. Soros ? Un porte avion avec un moteur de Vespa...

Le fil rouge du jour, [Raoult](#) ridiculise encore [quelques prébendiers](#).

Pour le politiquement correct, [un petit article](#).

LA MAISON DES FOUS ?

13 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Manhattan](#), les loyers s'effondrent, de 22 %. Comme ils sont en moyenne, encore à 2743 \$ l'unité en moyenne, il faudra me prévenir quand ils seront à un niveau acceptable, genre 200 \$.

Nouvelle chasse aux sorcières ? ça fait pas quelques années qu'elle a lieu ? les nazis (à peu près tout le monde, y compris les bien pensant et l'extrême gauche, les complotistes, les Raoult, donc, les chevelus, les chauves, les barbus, les rasés, les homophobes, les pédés, [Laurent Ruquier](#), la mairesse de Chicago)...

Les "[insultes racistes](#)" de trop, comme si appeler un noir, noir, ou un blanc blanc, c'était raciste... Dans une foule, quand on signale quelqu'un, on le signale par ce qui le distingue des autres. Petit, gros, grand, rouquin, noir (nègre en langue latine), blanc, jaune, etc... Plus vraisemblablement, des millionnaires qui veulent jouer aux révoltés.

[Il paraît qu'en Pologne](#), le pluralisme de la presse est menacé. Je respire. ça veut dire, que, contrairement à [tout l'occident](#), la dite pluralité de la presse existe encore en Pologne. Ici, règne le politiquement correct et l'autorisé.

[Le débile profond](#) de la banque de France nous dit qu'il faudra rembourser la dette. Moi, ça me rappelle le film les visiteurs, et ce qui est fait au bailly.

Du côté de l'économie réelle, la Russie se prépare à la baisse de [production pétrolière](#).

[Le Danemark](#) fait dans le comique troupier. Il annonce la fin de sa production pétrolière pour 2050 (pour sauver la planète bien sûr !), alors qu'il n'a que 12 ans de réserves, et que la production est DEJA en chute très marquée... C'est le genre de promesse qu'on a aucun mal à tenir... Donc, pour 2030, c'est déjà torché.

Aux USA, la cour suprême du Minnesota a bien tranché. Il y a eu fraude, mais le reconnaître, c'est ouvrir la boîte de Pandore. Le fait est que, sans doute, la cour suprême (des USA) a peut être ouvert la boîte de Pandore en refusant d'annuler le scrutin dans les états où [le scrutin a été pipeauté](#).

SECTION ÉCONOMIE



Rick Ackerman: « Ce qui va arriver sera bien pire que la Grande Dépression ! Tout va finir par s'effondrer !! »

Publié le 13 décembre 2020 à 18:17:10 / 2 commentaires / 1 749 vues

Selon Rick Ackerman, analyste financier et trader professionnel, il ne faut absolument s'attendre à ce que les milliers de milliards de dollars qui ont été distribués... Lire la suite



Dr. Jérôme Marty: « Le masque standard ça ne sert à riieeen, et c'est une légende urbaine. Seuls les masques FFP2 et FFP3 protègent ! »

Publié le 12 décembre 2020 à 10:02:54 / 1 commentaire / 1 722 vues

Dr. Jérôme Marty: « Le masque standard ça ne sert à riieeen, et c'est une légende urbaine. Seuls les masques FFP2 et FFP3 protègent ! » Dans la

catégorie... Lire la suite



Philippe Béchade: « Plus de morts par suicide depuis le 1er janvier sur la tranche 20/60 ans que de morts du Covid... Est-ce que le gouvernement essaye de battre ce record en 2021 ? »

Publié le 13 décembre 2020 à 23:47:44 / 3 commentaires / 340 vues

Philippe Béchade: « Plus de morts par suicide depuis le 1er janvier sur la tranche 20/60 ans que de morts du Covid. Est-ce que le gouvernement essaye de battre ce record... Lire la



Ron Paul: « Nos pertes de libertés m'inquiète beaucoup, et plus que le Covid ! »

Publié le 13 décembre 2020 à 20:04:46 / 1 commentaire / 288 vues

Si vous êtes inquiets par la démesure du gouvernement qui ne cesse de faire gonfler les cours des actifs à des niveaux délirants, en choisissant les gagnants et les... Lire la suite



Gerald Celente: « Où que vous soyez, y a plus un chat dans les rues. Les politiciens ont détruit vos vies. L'esprit de Noël, c'est fini... Allez vite, rentrez chez vous ! »

Publié le 13 décembre 2020 à 22:47:57 / 0 commentaire / 178 vues

Gerald Celente: « Où que vous soyez, y a plus un chat dans les rues. Les politiciens ont détruit vos vies. L'esprit de Noël, c'est fini... Allez vite,... Lire la



Près de 2/3 des américains, soit 63%, disent vivre désormais d'un chèque de paie à l'autre ! – USA: Un pays de fauchés ?

Publié le 13 décembre 2020 à 22:57:03 / 0 commentaire / 48 vues

Près de 2/3 des américains, soit 63%, disent vivre désormais d'un chèque de paie à l'autre ! – USA: Un pays de fauchés ? 63% of Americans have been... Lire la suite



L'économie va s'effondrer ! C'est une certitude,... Ce n'est plus qu'une question de temps ! Préparez-vous et laissez tomber tous ces charlots de médias et gouvernements incompetents

Publié le 13 décembre 2020 à 18:15:09 / 10 commentaires / 1 526 vues

Si vous observez bien autour de vous, tout se délite, les déficits se creusent à un rythme jamais observé, et les dettes explosent littéralement. Prenez l'exemple... Lire la suite



Plus de la moitié des restaurants de New York sont sur le point de fermer définitivement !

Publié le 13 décembre 2020 à 11:10:30 / 2 commentaires / 437 vues

Partout aux Etats-Unis, les restaurants ont été décimés par la pandémie. Mais selon une nouvelle enquête menée par la « New York Restaurant Association », en... Lire la suite



Aldo Sterone: Autriche: Du Coca Cola testé positif au Covid. Ces tests ne sont là que pour créer « des cas » et justifier la dictature sanitaire

Publié le 12 décembre 2020 à 23:45:15 / 17 commentaires / 2 620 vues

Aldo Sterone: Autriche: Du Coca Cola testé positif au Covid. Ces tests ne sont là que pour créer « des cas » et justifier la dictature sanitaire Allemagne : Du

Coca... Lire la suite



Gerald Celente: « Les médias mainstream mentent sur la stratégie sanitaire des suédois contre le covid ! »

Publié le 12 décembre 2020 à 23:37:15 / 5 commentaires / 1 504 vues

Aujourd'hui, Gerald Celente, fondateur du Trends Research en 1980, qui est l'un des meilleurs prévisionnistes au monde, a déclaré sur Kingworldnews, que les médias ne... Lire la suite

LA GRANDE DÉPRESSION

Hans F. Sennholz 12/11/2020 Mises.org

(Cet article a été publié dans The Freeman, octobre 1969).

«La grande dépression de 1929 est une histoire qui, finalement, s'est bien terminée. Ce ne sera pas les cas avec la super-dépression que nous commençons à vivre maintenant. Merci à tous nos politiciens.»



Bien que la Grande Dépression ait englouti l'économie mondiale il y a de nombreuses années, elle demeure un cauchemar pour les personnes assez âgées pour s'en souvenir et un spectre effrayant dans les manuels scolaires de notre jeunesse. Quelque 13 millions d'Américains étaient au chômage <sur une population de 121,8 millions en 1929>, "non désirés" dans le processus de production. Un travailleur sur quatre marchait dans les rues dans le besoin et le désespoir. Des milliers de banques, des centaines de milliers d'entreprises et des millions d'agriculteurs ont fait faillite ou ont cessé toute activité.

Presque tous ont subi des pertes douloureuses de richesse et de revenus.

De nombreux Américains sont convaincus que la Grande Dépression a été le reflet de l'effondrement d'un vieil ordre économique fondé sur des marchés sans entraves, une concurrence débridée, la spéculation, les droits de propriété et la recherche du profit. Selon eux, la Grande Dépression a prouvé le caractère inévitable d'un nouvel ordre fondé sur l'intervention du gouvernement, le contrôle politique et bureaucratique, les droits de l'homme et le bien-être du gouvernement. Ces personnes, sous l'influence de Keynes, reprochent aux hommes d'affaires de précipiter les dépressions par leur refus égoïste de dépenser suffisamment d'argent pour maintenir ou améliorer le pouvoir d'achat de la population. C'est pourquoi ils préconisent de vastes dépenses gouvernementales et des dépenses déficitaires, ce qui se traduit par une ère d'inflation monétaire et d'expansion du crédit.

Les économistes classiques ont appris une autre leçon. Selon eux, la Grande Dépression a consisté en quatre dépressions consécutives réunies en une seule. Les causes de chaque phase étaient différentes, mais les conséquences étaient toutes les mêmes : stagnation des affaires et chômage.

Le cycle économique

La première phase a été une période d'expansion et de ralentissement, comme les cycles économiques qui ont frappé l'économie américaine en 1819-1820, 1839-1843, 1857-1860, 1873-1878, 1893-1897 et 1920-1921. Dans chaque cas, le gouvernement avait généré un boom grâce à l'argent facile et au crédit, qui a été rapidement suivi par l'inévitable effondrement.

Le krach spectaculaire de 1929 a suivi cinq années d'expansion inconsidérée du crédit par le système de la Réserve fédérale sous l'administration Coolidge. En 1924, après un fort déclin des affaires, les banques de la Réserve ont soudainement créé quelque 500 millions de dollars de nouveaux crédits, ce qui a conduit à une expansion du crédit bancaire de plus de 4 milliards de dollars en moins d'un an. Bien que les effets immédiats de cette nouvelle et puissante expansion de la monnaie et du crédit du pays aient été apparemment bénéfiques, initiant un nouveau boom économique et effaçant le déclin de 1924, le résultat final a été des plus désastreux. C'est le début d'une politique monétaire qui a conduit au krach boursier de 1929 et à la dépression qui a suivi. En fait, l'expansion du crédit de la Réserve fédérale en 1924 a constitué ce que Benjamin Anderson dans son grand traité sur l'histoire économique récente (*Economics and the Public Welfare*, D. Van Nostrand, 1949) a appelé "le début du New Deal".

L'expansion du crédit de la Réserve fédérale en 1924 a également été conçue pour aider la Banque d'Angleterre dans son désir avoué de maintenir les taux de change d'avant-guerre. Le dollar américain fort et la livre britannique faible devaient être réajustés aux conditions d'avant-guerre par une politique d'inflation aux États-Unis et de déflation en Grande-Bretagne.

Le système de la Réserve fédérale a lancé une nouvelle poussée d'inflation en 1927, avec pour résultat que le total des devises hors banques, plus les dépôts à vue et à terme aux États-Unis, est passé de 44,51 milliards de dollars à la fin de juin 1924, à 55,17 milliards de dollars en 1929. Le volume des hypothèques agricoles et urbaines est passé de 16,8 milliards de dollars en 1921 à 27,1 milliards de dollars en 1929. Des augmentations similaires se sont produites dans l'endettement industriel, financier et des gouvernements des États et des collectivités locales. Cette expansion de l'argent et du crédit s'est accompagnée d'une hausse rapide des prix de l'immobilier et des actions. Les prix des titres industriels, selon l'indice des actions ordinaires de Standard & Poor's, sont passés de 59,4 en juin 1922 à 195,2 en septembre 1929. Les actions des chemins de fer sont passées de 189,2 à 446,0, tandis que celles des services publics sont passées de 82,0 à 375,1

Une série de faux signaux

L'expansion de l'argent et du crédit par l'administration Coolidge a rendu 1929 inévitable. L'inflation et l'expansion du crédit précipitent toujours les inadaptations et les mauvais investissements des entreprises, qui doivent ensuite être liquidés. L'expansion réduit artificiellement et donc falsifie les taux d'intérêt, et par là même induit les hommes d'affaires en erreur dans leurs décisions d'investissement. Convaincus que la baisse des taux indique une offre croissante d'économies de capitaux, ils se lancent dans de nouveaux projets de production. La création d'argent donne lieu à un boom économique. Elle entraîne une hausse des prix, en particulier des prix des biens d'équipement utilisés pour l'expansion des entreprises. Mais ces prix constituent les coûts des entreprises. Ils s'envolent jusqu'à ce que l'entreprise ne soit plus rentable, et c'est alors que commence le déclin.

Afin de prolonger le boom, les autorités monétaires peuvent continuer à injecter de l'argent frais jusqu'à ce qu'elles soient finalement effrayées par les perspectives d'une inflation galopante. Le boom qui s'est construit sur les sables mouvants de l'inflation prend alors fin brutalement.

La récession qui s'ensuit est une période de réparation et de réajustement. Les prix et les coûts s'adaptent à nouveau aux choix et aux préférences des consommateurs.

Et surtout, les taux d'intérêt se réajustent pour refléter une fois de plus l'offre et la demande réelles d'une véritable épargne. Les mauvais investissements des entreprises sont abandonnés ou dépréciés. Les coûts des entreprises, en particulier les coûts salariaux, sont réduits grâce à une plus grande productivité du travail et à une plus grande efficacité de gestion, jusqu'à ce que les affaires puissent à nouveau être menées de manière rentable, que les investissements en capital rapportent des intérêts et que l'économie de marché fonctionne à nouveau sans heurts.

Après une tentative avortée de stabilisation au cours du premier semestre de 1928, le système de la Réserve

fédérale a finalement abandonné sa politique d'argent facile au début de 1929. Elle a vendu des titres d'État et a ainsi mis un terme à l'expansion du crédit bancaire. Elle a augmenté son taux d'escompte à 6 % en août 1929. Les taux de l'argent à terme sont passés à 8 %, les taux des billets de trésorerie à 6 % et les taux d'intérêt au jour le jour à 15 % et 20 %. L'économie américaine commençait à se réajuster. En juin 1929, l'activité des entreprises a commencé à reculer. Les prix des matières premières ont commencé à baisser en juillet.

Le marché des valeurs mobilières a atteint son plus haut niveau le 19 septembre, puis, sous la pression des ventes anticipées, a commencé à décliner lentement. Pendant cinq semaines encore, le public a néanmoins acheté massivement en vue de la baisse. Plus de 100 millions d'actions ont été échangées à la Bourse de New York en septembre. Finalement, de plus en plus d'actionnaires ont compris que la tendance avait changé. À partir du 24 octobre 1929, des milliers d'actionnaires ont décidé de vendre leurs actions immédiatement et à n'importe quel prix. Des avalanches de ventes par le public ont inondé la bande de téléspectateurs. Les prix se sont effondrés de façon spectaculaire.

Liquidation et ajustement

La rupture de la bourse a marqué le début d'un réajustement qui aurait dû avoir lieu depuis longtemps. Il aurait dû s'agir d'une liquidation et d'un ajustement ordonnés suivis d'une reprise normale. Après tout, la structure financière des entreprises était très solide. Les coûts fixes étaient faibles, car les entreprises avaient remboursé un grand nombre d'émissions d'obligations et avaient réduit leurs dettes envers les banques grâce au produit de la vente d'actions. Dans les mois qui ont suivi, la plupart des bénéfices des entreprises ont atteint un niveau raisonnable. En 1930, le chômage était en moyenne inférieur à 4 millions, soit 7,8 % de la population active.

Dans la terminologie moderne, l'économie américaine de 1930 était tombée dans une légère récession. En l'absence de nouvelles causes de dépression, l'année suivante aurait dû apporter une reprise comme lors des dépressions précédentes. En 1921-1922, l'économie américaine s'est complètement rétablie en moins d'un an. Qu'est-ce qui a donc précipité l'effondrement abyssal après 1929 ? Qu'est-ce qui a empêché les ajustements de prix et de coûts et a donc conduit à la deuxième phase de la Grande Dépression ?

La désintégration de l'économie mondiale

L'administration Hoover s'est opposée à tout réajustement. Sous l'influence de la "nouvelle économie" de la planification gouvernementale, le président a exhorté les hommes d'affaires à ne pas réduire les prix et les salaires, mais plutôt à augmenter les dépenses en capital, les salaires et autres dépenses afin de maintenir le pouvoir d'achat. Il s'est lancé dans des dépenses déficitaires et a appelé les municipalités à augmenter leurs emprunts pour plus de travaux publics. Par le biais du FarmBoard, que Hoover avait organisé à l'automne 1929, le gouvernement fédéral s'efforça de maintenir les prix du blé, du coton et des autres produits agricoles. La tradition du GOP fut également invoquée pour réduire les importations étrangères.

Le Smoot-Hawley Tariff Act de juin 1930 a porté les droits de douane américains à des niveaux sans précédent, ce qui a pratiquement fermé nos frontières aux produits étrangers. Selon la plupart des historiens de l'économie, ce fut le couronnement de toute la période de 1920 à 1933 et le début de la véritable dépression. "Une fois que nous avons augmenté nos droits de douane", a écrit Benjamin Anderson,

un mouvement irrésistible dans le monde entier pour augmenter les droits de douane et ériger d'autres barrières commerciales, y compris des quotas, a commencé. Le protectionnisme s'est déchaîné dans le monde entier. Les marchés ont été coupés. Les lignes commerciales ont été réduites. Le chômage dans les industries d'exportation du monde entier a augmenté très rapidement. Les prix agricoles aux États-Unis ont fortement chuté tout au long de l'année 1930, mais la baisse la plus rapide a eu lieu après l'adoption du projet de loi sur les droits de douane.

Lorsque le président Hoover a annoncé qu'il allait promulguer la loi, les stocks industriels ont atteint 20 points en un jour. Le marché boursier a correctement anticipé la dépression.

Les protectionnistes n'ont jamais appris que la réduction des importations entrave inévitablement les exportations. Même si les pays étrangers ne prennent pas immédiatement des mesures de rétorsion pour les restrictions commerciales qui leur portent préjudice, leurs achats à l'étranger sont limités par leur capacité à vendre à l'étranger. C'est pourquoi la loi Smoot-Hawley Tariff Act, qui a fermé nos frontières aux produits étrangers, a également fermé les marchés étrangers à nos produits. Les exportations américaines sont tombées de 5,5 milliards de dollars en 1929 à 1,7 milliard de dollars en 1932. L'agriculture américaine avait habituellement exporté plus de 20 % de son blé, 55 % de son coton, 40 % de son tabac et de son saindoux, ainsi que de nombreux autres produits. Lorsque les échanges et le commerce internationaux ont été perturbés, l'agriculture américaine s'est effondrée. En fait, les restrictions commerciales qui se multipliaient rapidement, y compris les droits de douane, les quotas, les contrôles des changes et d'autres dispositifs, provoquaient une dépression mondiale.

Les prix des produits agricoles, qui étaient bien supérieurs à ceux de 1926 avant la crise, ont chuté à un minimum de 47 à l'été 1932. Des prix tels que 2,50 dollars les 100 livres pour les porcs, 3,28 dollars pour les bovins et 32 cents le boisseau pour le blé ont plongé des centaines de milliers d'agriculteurs dans la faillite. Les hypothèques agricoles ont été saisies jusqu'à ce que divers États adoptent des lois sur les moratoires, transférant ainsi la faillite à d'innombrables créanciers.

Les banques rurales en difficulté

Les principaux créanciers des agriculteurs américains étaient, bien sûr, les banques rurales. Lorsque l'agriculture s'est effondrée, les banques ont fermé leurs portes. Quelque 2 000 banques, dont les dépôts s'élevaient à plus de 1,5 milliard de dollars, ont été suspendues entre août 1931 et février 1932. Les banques qui sont restées ouvertes ont été obligées de réduire fortement leurs opérations. Elles ont liquidé les prêts de leurs clients sur titres, contracté des prêts immobiliers, fait pression pour le paiement d'anciens prêts et refusé d'en faire de nouveaux. Enfin, elles se sont débarrassées de leurs avoirs en obligations les plus négociables sur un marché déjà déprimé. La panique qui avait englouti l'agriculture américaine s'est également emparée du système bancaire et de ses millions de clients.

La crise bancaire américaine a été aggravée par une série d'événements impliquant l'Europe. Lorsque l'économie mondiale a commencé à se désintégrer et que le nationalisme économique s'est répandu, les pays débiteurs européens se sont retrouvés dans une situation de paiement précaire. L'Autriche et l'Allemagne ont cessé d'effectuer des paiements à l'étranger et ont gelé d'importants crédits anglais et américains ; lorsque l'Angleterre a finalement suspendu les paiements en or en septembre 1931, la crise s'est étendue aux États-Unis. La chute de la valeur des obligations étrangères a déclenché l'effondrement du marché obligataire général, qui a frappé les banques américaines à leur point le plus faible, à savoir leurs portefeuilles d'investissement.

La dépression s'est aggravée

L'année 1931 a été une année tragique. Toute la nation, en fait, le monde entier, est tombé dans le cataclysme du désespoir et de la dépression. Le chômage américain a fait un bond à plus de 8 millions et a continué à augmenter. L'administration Hoover, rejetant sommairement l'idée qu'elle était à l'origine du désastre, s'efforça de rejeter la faute sur les hommes d'affaires et les spéculateurs américains. Le président Hoover réunit les dirigeants industriels du pays et leur promit d'adopter son programme de maintien des taux de salaire et d'expansion de la construction. Il envoya un télégramme à tous les gouverneurs, les exhortant à coopérer à l'expansion de tous les programmes de travaux publics. Il développa les travaux publics fédéraux et accorda des subventions à la construction navale. Et pour le bénéfice des agriculteurs qui souffraient, une série d'agences fédérales se sont lancées dans des politiques de stabilisation des prix qui ont généré des récoltes et des

excédents toujours plus importants, ce qui a fait baisser encore plus les prix des produits. Les conditions économiques sont allées de mal en pis, et le nombre de chômeurs en 1932 s'élevait en moyenne à 12,4 millions.

En cette heure sombre de la misère et de la souffrance humaine, le gouvernement fédéral a porté un coup final. La loi sur les revenus de 1932 a doublé l'impôt sur le revenu, ce qui a entraîné la plus forte augmentation de la charge fiscale fédérale de l'histoire américaine. Les exonérations ont été réduites, le "crédit sur le revenu gagné" a été supprimé. Les taux d'imposition normaux sont passés d'une fourchette de 1,5 à 5 % à une fourchette de 4 à 8 %, les taux de surtaxe de 20 % à un maximum de 55 %. Les taux d'imposition des sociétés ont été augmentés de 12 % à 133/4 et 141/2 %. Les droits de succession ont été augmentés. Les droits de donation ont été imposés à des taux allant de 3/4 à 331/2 %. Une taxe sur l'essence de 10 % a été imposée, une taxe automobile de 3 %, une taxe sur le télégraphe et le téléphone, une taxe sur les chèques de 2 ¢, et de nombreuses autres taxes d'accises. Et enfin, les tarifs postaux ont été augmentés de manière substantielle.

Lorsque les États et les collectivités locales ont été confrontés à une baisse de leurs revenus, ils se sont également joints au gouvernement fédéral pour imposer de nouvelles taxes. Les barèmes des taxes existantes sur le revenu et les entreprises ont été augmentés et de nouvelles taxes ont été imposées sur le revenu des entreprises, la propriété, les ventes, le tabac, l'alcool et d'autres produits.

Murray Rothbard, dans son ouvrage faisant autorité sur la Grande Dépression américaine (Van Nostrand 1963), estime que le fardeau fiscal des gouvernements fédéral, étatiques et locaux a presque doublé au cours de la période, passant de 16 % du produit privé net à 29 %. Ce coup, à lui seul, mettrait n'importe quelle économie à genoux, et brise l'affirmation stupide selon laquelle la Grande Dépression était une conséquence de la liberté économique.

Le New Deal de la NRA et de l'AAA

L'un des grands attributs du système de marché de la propriété privée est sa capacité inhérente à surmonter presque tous les obstacles. Grâce au réajustement des prix et des coûts, à l'efficacité de la gestion et à la productivité du travail, à de nouvelles économies et à de nouveaux investissements, l'économie de marché tend à retrouver son équilibre et à reprendre son service aux consommateurs. Elle se serait sans doute remise rapidement des interventions de l'Hoover s'il n'y avait pas eu d'autres altérations.

Cependant, lorsque Franklin Delano Roosevelt a assumé la présidence, il a lui aussi combattu l'économie jusqu'au bout. Au cours de ses 100 premiers jours, il s'est acharné sur l'ordre des bénéficiaires. Au lieu d'éliminer les barrières à la prospérité érigées par son prédécesseur, il en a érigé de nouvelles lui-même. Il a frappé de toutes les manières connues l'intégrité du dollar américain par des augmentations quantitatives et une détérioration qualitative. Il a saisi les avoirs en or du peuple et a ensuite dévalué le dollar de 40 %.

Avec un tiers des travailleurs industriels au chômage, le président Roosevelt s'est lancé dans une vaste réorganisation industrielle. Il a persuadé le Congrès d'adopter la loi sur le redressement industriel national (NIRA), qui a mis en place l'Administration nationale du redressement (NRA). Son but était d'amener les entreprises à s'autoréguler, en ignorant les lois antitrust et en élaborant des codes de prix, de salaires, d'heures et de conditions de travail équitables. L'accord de réemploi du président prévoyait un salaire minimum de 40 cents de l'heure (12 à 15 dollars par semaine dans les petites communautés), une semaine de travail de 35 heures pour les travailleurs industriels et de 40 heures pour les cols blancs, et l'interdiction de tout travail des jeunes.

Il s'agissait d'une tentative naïve d'"augmenter le pouvoir d'achat" en augmentant les salaires. Mais l'immense augmentation des coûts des entreprises par la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires a naturellement fonctionné comme une mesure anti-révolutionnaire. Après l'adoption de la loi, le nombre de chômeurs a atteint près de 13 millions. Le Sud, en particulier, a gravement souffert des dispositions relatives au salaire minimum. La loi a mis 500 000 Noirs au chômage.

Le président Roosevelt n'a pas non plus ignoré le désastre qui s'est abattu sur l'agriculture américaine. Il s'est attaqué au problème en adoptant la Farm Relief and Inflation Act, communément appelée First Agricultural Adjustment Act. L'objectif était d'augmenter les revenus agricoles en réduisant les surfaces plantées ou en détruisant les cultures dans les champs, en payant les agriculteurs pour qu'ils ne plantent rien et en organisant des accords de commercialisation pour améliorer la distribution. Le programme a rapidement couvert non seulement le coton, mais aussi toute la production de céréales de base et de viande ainsi que les principales cultures de rente. Les dépenses du programme devaient être couvertes par une nouvelle "taxe de transformation" prélevée sur une industrie déjà déprimée.

Les codes NRA et les taxes de transformation AAA sont apparus en juillet et août 1933. Là encore, la production économique, qui avait connu un bref essor avant les échéances, a fortement chuté. L'indice de la Réserve fédérale est passé de 100 en juillet à 72 en novembre 1933.

Mesures d'amorçage des pompes

Lorsque les planificateurs économiques ont vu leurs plans échouer, ils ont simplement prescrit des doses supplémentaires d'amorçage de la pompe fédérale. Dans son message budgétaire de janvier 1934, M. Roosevelt promettait des dépenses de 10 milliards de dollars alors que les recettes s'élevaient à 3 milliards de dollars. Pourtant, l'économie ne se redressa pas ; l'indice des affaires grimpa à 86 en mai 1934, puis redescendit à 71 en septembre. En outre, le programme de dépenses a provoqué une panique sur le marché obligataire, ce qui a jeté de nouveaux doutes sur la monnaie et les banques américaines.

En 1933, la législation fiscale a fortement augmenté les taux d'imposition sur le revenu dans les tranches supérieures et a imposé une retenue à la source de 5 % sur les dividendes des entreprises. Les taux d'imposition ont de nouveau été augmentés en 1934. Les droits de succession fédéraux ont été portés aux niveaux les plus élevés du monde. En 1935, l'impôt fédéral sur les biens immobiliers et sur le revenu a de nouveau été augmenté, bien que le rendement supplémentaire des recettes soit insignifiant. Les taux semblaient clairement destinés à la redistribution des richesses.

Selon Benjamin Anderson,

l'impact de toutes ces mesures multitudinaires - industrielles, agricoles, financières, monétaires et autres - sur une communauté industrielle et financière déconcertée a été extraordinairement lourd. Il faut ajouter à cela l'effet des déclarations inquiétantes et continues du président. Il avait fustigé les banquiers dans son discours inaugural. Il avait fait une comparaison peu flatteuse entre les banquiers britanniques et américains dans un discours prononcé à l'été 1934..... Le fait que l'entreprise privée ait pu survivre et se rallier au milieu d'un si grand désordre est une démonstration étonnante de la vitalité de l'entreprise privée.

Puis, il y a eu un soulagement inattendu. Les "neuf vieux" de la Cour suprême, par décision unanime, ont mis hors la loi la NRA en 1935 et l'AAA en 1936. La Cour a soutenu que le pouvoir législatif fédéral avait été délégué de façon inconstitutionnelle et que les droits des États avaient été violés.

Ces deux décisions ont supprimé certains handicaps redoutables sous lesquels l'économie travaillait. La NRA, en particulier, était un cauchemar avec des règles et des réglementations en constante évolution, élaborées par une multitude de bureaux gouvernementaux. Par-dessus tout, l'annulation de la loi a immédiatement réduit les coûts du travail et augmenté la productivité, car elle a permis aux marchés du travail de s'adapter. La mort de l'AAA a réduit la charge fiscale de l'agriculture et a mis un terme à la destruction choquante des récoltes. Le chômage a commencé à diminuer. En 1935, il est tombé à 9,5 millions, soit 18,4 % de la population active, et en 1936 à seulement 7,6 millions, soit 14,5 %.

Un nouveau pacte pour le travail

La troisième phase de la Grande Dépression touchait donc à sa fin. Mais il y a peu de temps pour se réjouir, car le décor est planté pour **un nouvel effondrement en 1937** et une dépression persistante qui durera jusqu'au jour de Pearl Harbor. Plus de 10 millions d'Américains étaient au chômage en 1938, et plus de 9 millions en 1939.

Le soulagement accordé par la Cour suprême n'était que temporaire. Les planificateurs de Washington ne pouvaient pas laisser l'économie tranquille ; ils devaient gagner le soutien des syndicats, ce qui était vital pour leur réélection.

L'Acte Wagner du 5 juillet 1935 gagna la gratitude durable des travailleurs. Cette loi a révolutionné les relations de travail américaines. Elle a permis de sortir les conflits du travail des tribunaux et de les confier à une agence fédérale nouvellement créée, le National Labor Relations Board, qui est devenu à la fois procureur, juge et jury. Les sympathisants des syndicats siégeant au conseil ont encore plus perverti la loi qui accordait déjà des immunités et des privilèges légaux aux syndicats. Les États-Unis abandonnent ainsi une grande réalisation de la civilisation occidentale : l'égalité devant la loi.

"L'expansion considérable de l'argent et du crédit par l'administration Coolidge a rendu 1929 inévitable."

Le Wagner Act, ou National Labor Relations Act, a été adopté en réaction à l'annulation par la Cour suprême de la NRA et de ses codes du travail. Elle visait à écraser toute résistance des employeurs aux syndicats. Tout ce qu'un employeur pouvait faire en légitime défense devenait une "pratique de travail déloyale" punissable par le conseil d'administration. La loi n'a pas seulement obligé les employeurs à traiter et à négocier avec les syndicats désignés comme représentants des employés ; des décisions ultérieures du conseil d'administration ont également rendu illégal le fait de résister aux demandes des dirigeants syndicaux.

Après l'élection de 1936, les syndicats ont commencé à faire largement usage de leurs nouveaux pouvoirs. Par le biais de menaces, de boycotts, de grèves, de saisies d'usines et d'actes de violence commis en toute légalité, ils ont forcé des millions de travailleurs à s'affilier. En conséquence, la productivité du travail a diminué et les salaires ont été forcés à augmenter. Les conflits de travail et les perturbations se sont multipliés. Des centaines d'usines ont été paralysées par de vilaines grèves assistées. Dans les mois qui ont suivi, l'activité économique a commencé à décliner et le chômage a de nouveau dépassé la barre des dix millions.

Mais le Wagner Act n'est pas la seule source de crise en 1937. La tentative choquante du président Roosevelt de bourrer la Cour suprême, si elle avait réussi, aurait subordonné le pouvoir judiciaire à l'exécutif. Au Congrès américain, le pouvoir du président n'a pas été contesté. De fortes majorités démocrates dans les deux chambres, perplexes et effrayées par la Grande Dépression, ont suivi aveuglément leur chef. Mais lorsque le président s'est efforcé de prendre le contrôle du pouvoir judiciaire, la nation américaine s'est ralliée à lui et il a perdu son premier combat politique dans les couloirs du Congrès.

Il a également tenté de contrôler le marché boursier par le biais d'un nombre croissant de réglementations et d'enquêtes de la Securities and Exchange Commission. "Le délit d'initié est interdit, des exigences de marge élevées et inflexibles sont imposées et la vente à découvert est restreinte, principalement pour éviter que le krach boursier de 1929 ne se reproduise. Néanmoins, le marché a chuté de près de 50 % entre août 1937 et mars 1938. L'économie américaine subit à nouveau une terrible punition.

Autres taxes et contrôles

D'autres facteurs encore ont contribué à ce nouveau et plus rapide effondrement de l'histoire des États-Unis. L'impôt sur les bénéfices non distribués de 1936 a porté un coup sévère aux bénéfices conservés pour être utilisés dans les entreprises. Non contente de détruire la richesse des riches par la confiscation des revenus et l'imposition des successions, l'administration entendait forcer la distribution de l'épargne des entreprises sous forme de dividendes soumis aux taux élevés de l'impôt sur le revenu. Bien que le taux maximum finalement

imposé sur les bénéfices non distribués n'ait été "que" de 27 %, le nouvel impôt a réussi à détourner l'épargne des entreprises de l'emploi et de la production vers les revenus de dividendes.

Au milieu de la nouvelle stagnation et du chômage, le président et le Congrès ont adopté un autre texte de loi dangereux du New Deal : la loi sur les salaires et les heures de travail ou Fair Labor Standards Act de 1938. Cette loi a augmenté les salaires minimums et réduit la semaine de travail par étapes à 44, 42 et 40 heures. Elle prévoyait un salaire à temps et demi pour tout travail de plus de 40 heures par semaine et réglementait les autres conditions de travail. Une fois de plus, le gouvernement fédéral a ainsi réduit la productivité du travail et augmenté les coûts de la main-d'œuvre - autant de motifs de dépression et de chômage supplémentaires.

Tout au long de cette période, le gouvernement fédéral, par le biais de son bras monétaire, le Système de la Réserve fédérale, s'est efforcé de relancer l'économie. L'expansion monétaire de 1934 à 1941 a atteint des proportions étonnantes. L'or monétaire de l'Europe se réfugie dans les nuages des bouleversements politiques, portant les réserves bancaires américaines à des niveaux inhabituels. Le solde des réserves passe de 2,9 milliards de dollars en janvier 1934 à 14,4 milliards de dollars en janvier 1941. Et avec cette croissance des réserves des banques membres, les taux d'intérêt sont tombés à des niveaux fantastiques. Le papier commercial a souvent rapporté moins de 1 %, les acceptations bancaires de 1/8 % à 1/4 %. Les taux des bons du Trésor sont tombés à 1/10 de 1 % et les obligations du Trésor à environ 2 %. Les prêts à vue ont été fixés à 1 % et les prêts aux clients de premier ordre à 11/2 %. Le marché monétaire est inondé et les taux d'intérêt ne peuvent guère baisser.

Des causes profondes

L'économie américaine n'a tout simplement pas pu se remettre de ces assauts successifs des administrations républicaine puis démocrate. L'entreprise individuelle, moteur d'un revenu et d'une richesse sans précédent, n'avait aucune chance.

La calamité de la Grande Dépression a finalement fait place à l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque plus de 10 millions d'hommes valides ont été enrôlés dans les forces armées, le chômage a cessé d'être un problème économique. Et lorsque le pouvoir d'achat du dollar a été réduit de moitié en raison de vastes déficits budgétaires et de l'inflation monétaire, les entreprises américaines ont réussi à s'adapter aux coûts oppressants des "Deals" Hoover-Roosevelt. L'inflation radicale a en fait réduit les coûts réels du travail et a ainsi généré de nouveaux emplois dans la période de l'après-guerre.

Rien ne serait plus insensé que de pointer du doigt les hommes qui nous ont dirigés pendant ces années difficiles et de les condamner pour tout le mal qui nous a frappés. Les racines ultimes de la Grande Dépression se sont développées dans le cœur et l'esprit du peuple américain. Il est vrai qu'ils abhorraient les symptômes douloureux du grand dilemme. Mais la grande majorité a favorisé et voté pour les politiques mêmes qui ont rendu le désastre inévitable : l'inflation et l'expansion du crédit, les tarifs protecteurs, les lois du travail qui ont augmenté les salaires et les lois agricoles qui ont augmenté les prix, les impôts toujours plus élevés sur les riches et la distribution de leurs richesses. Les graines de la Grande Dépression ont été semées par les universitaires et les enseignants dans les années 1920 et plus tôt, lorsque des idéologies sociales et économiques hostiles à notre ordre traditionnel de propriété privée et d'entreprise individuelle ont conquis nos collèges et universités. Les professeurs des années précédentes étaient aussi coupables que les dirigeants politiques des années 1930.

Le déclin social et économique est facilité par la décadence morale. Il est certain que la Grande Dépression serait inconcevable sans la croissance de la convoitise et de l'envie de grandes richesses et de revenus personnels, le désir croissant d'assistance et de faveurs publiques. Elle serait inconcevable sans un déclin inquiétant de l'indépendance et de l'autonomie individuelles, et surtout, le désir ardent d'être libéré de l'esclavage de l'homme et d'être responsable devant Dieu seul.

Cela peut-il se reproduire ? Une loi économique inexorable établit que cela doit se reproduire chaque fois que nous répétons les terribles erreurs qui ont engendré la Grande Dépression.

Hans F. Sennholz(1922-2007) a été le premier doctorant de Ludwig von Mises aux États-Unis. Il a enseigné l'économie au Grove City College, de 1956 à 1992, ayant été engagé comme chef de département à son arrivée. Après avoir pris sa retraite, il est devenu président de la Fondation pour l'éducation économique, où il a travaillé de 1992 à 1997. Il a été chercheur associé à l'Institut Mises et, en octobre 2004, il a reçu le prix Gary G. Schlarbaum pour la défense de la liberté tout au long de sa vie.

Rick Ackerman: « Ce qui va arriver sera bien pire que la Grande Dépression ! Tout va finir par s'effondrer !! »

Source:[usawatchdog](https://www.usawatchdog.com) Le 13 Déc 2020



https://www.youtube.com/watch?v=qSZ5PHSedaA&feature=emb_logo

Selon Rick Ackerman, analyste financier et trader professionnel, **il ne faut absolument s'attendre à ce que les milliers de milliards de dollars qui ont été distribués aux américains par le biais de cette relance d'aide budgétaire du gouvernement puisse aider en quoi que ce soit, à sauver l'économie. C'est impossible !**

Voici ce que Rick Ackerman nous explique:« Pour chaque dollar de dette que nous créons, nous n'obtenons que 33 cents de croissance... Cette relance financière a de moins en moins d'effet sur l'économie, et justement parce qu'elle a moins d'effet, on se rend compte que le résultat escompté est synonyme de toujours plus d'emprunt donc de dette. C'est ce que tout le monde appelle le piège de la dette, et je peux vous dire que c'est exactement là où nous en sommes... Il ne fait aucun doute que vous obtenez un retour grâce aux dépenses de consommation et aussi en raison de l'inflation des actifs avec le marché immobilier et boursier. Mais ne vous faites pas avoir, vous n'êtes pas en train de créer une croissance durable qui permettra de rembourser tout cet emprunt. Nous n'allons pas nous en sortir ! »

Rick Ackerman affirme qu'à partir de 2021, il va y avoir de très fortes réductions en termes de valorisations dans de nombreux secteurs, tels que dans l'immobilier commercial, l'énergie, les systèmes de transport en commun municipaux et les retraites insolvables (pour n'en nommer que quelques-uns) qui vont en surprendre plus d'un. **Voici ce que Rick Ackerman déclare:**« L'illusion ne pourra pas tenir longtemps surtout si nous avons une récession, et c'est évident, il va y avoir une sacrée récession... Je pense franchement que l'élection présidentielle pourrait très bien provoquer le début d'un long marché baissier... Peu importe si Trump gagne ou si c'est Biden, je crois qu'il faut le faire savoir autour de vous... J'ai vraiment du mal à croire que nous allons pouvoir maintenir cette illusion pendant encore très longtemps. Et il va se passer des choses

extrêmement graves, rien qu'en 2021. Le marché boursier traduit tout sauf la réalité, et c'est devenu une pure folie. Je peux vous garantir que tout le système va complètement s'effondrer si un marché baissier se produit. »

Rick Ackerman est très attaché à l'or et à l'argent, mais pas parce qu'il voit une envolée des cours. Il aime les métaux précieux car ce sont des investissements solides à la base. Ils réagissent assez bien même lorsqu'il y a de l'inflation ou encore de la déflation. Ils sont suffisamment robustes pour faire face n'importe quel événement. **Rick Ackerman pense que ce qui va arriver sera bien pire que la Grande Dépression:** « Je l'appelle même la Deuxième Grande dépression » ... Alors, qu'est-ce qu'on va vivre ? Un apocalypse zombie ? ... J'insiste un peu en utilisant cet exemple que j'affectionne tout particulièrement de cette personne qui se rend à la soupe populaire à vélo, sachant que son vélo (haute gamme et tout récent) coûte au moins 8 000\$... Nous allons aussi découvrir combien d'emplois sont complètement inutiles, comme 95% des gens qui travaillent pour le gouvernement. Tout cela va arriver un jour ou l'autre, et là, tout le monde prendra conscience de ce qui se passe vraiment autour de nous... Combien de temps cette escroquerie peut-elle encore durer ? ... Nous sommes dans une situation économique et sociale extrêmement tendue, et financièrement parlant, les plans de relance les uns après les autres n'aident pas franchement les américains à mieux s'en sortir ! »

L'économie va s'effondrer ! C'est une certitude,... Ce n'est plus qu'une question de temps ! Préparez-vous et laissez tomber tous ces charlots de médias et gouvernements incompetents

BusinessBourse.com Le 13 Déc 2020



Si vous observez bien autour de vous, tout se délite, les déficits se creusent à un rythme jamais observé, et les dettes explosent littéralement. Prenez l'exemple de la dette mondiale, [elle est passée de 125 000 milliards de dollars il y a environ 10 ans à plus de 277 000 milliards de dollars aujourd'hui et franchira les 360 000 milliards avant 2030.](#) Alors, lorsque l'on parle de croissance, il faut mettre la création de dette en face et arrêter de prendre les gens pour des idiots. Prenez le cas de l'Espagne, [comme l'a expliqué à maintes reprises Olivier Delamarche, entre 2008 et 2016, l'Espagne a mis 12,30€ de dette pour 1€ de Pib.](#) Vous comprenez bien que le seul moteur de la croissance espagnole, c'est de la dette ! Et cette démonstration, vous pouvez la calquer un peu partout à travers la planète.

L'augmentation du chômage pour l'instant contenue par de l'endettement supplémentaire au travers de prêts va littéralement s'envoler dans les prochains mois, dès que les banques commerciales auront reçu l'ordre de couper le robinet.

Croyez moi ou pas, les gouvernants sont complètement paumés. Aucun d'entre eux n'a connu une véritable crise. Ils n'ont aucune expérience en la matière. Ce sont des amateurs. Ils ne savent plus quoi faire à part mettre toujours davantage de poussière sous le tapis. Et toute cette poussière, ce n'est rien d'autre que d'imprimer toujours davantage d'argent (Dettes) qui ne repose sur rien à des fins électorales, dans le but d'être réélu, tout en priant pour « une hypothétique reprise achetée à crédit ». Ils se prennent tous pour des apprentis sorciers. Leurs politiques irresponsables vont leur revenir en pleine face tel un boomerang. Toute cette classe politique d'incapables va être balayée, elle va connaître le chaos ! Ces derniers ne font rien d'autre que de détruire l'économie et la vie des gens. Ils sont incompetents et emmènent leurs concitoyens à l'abattoir.

Concernant la finance, il n'y a plus plus de libre marché et ce depuis des années, la bourse s'envole en raison d'injections massives de liquidités par les banques centrales. La loi naturelle de l'offre et de la demande n'existe plus. C'est terminé ! On assiste à une soviétisation de l'économie. Plus l'économie réelle plonge, plus il faut imprimer d'argent qui ne repose sur rien et plus les marchés grimpent. La décorrélation des marchés financiers avec l'économie réelle est totalement divergente ! Du jamais vu ! Les marchés actions n'anticipent plus rien. Les taux d'intérêt sont faux car fixés par les banquiers centraux qui rachètent toutes les obligations d'états déjà en faillite. A ce sujet, il fallait bien trouver des pigeons pour fourguer toute cette dette, cela s'est notamment fait au travers de l'assurance-vie. [Comme l'a si bien expliqué Charles Gave](#), Il faut vraiment être complètement dingue pour détenir des obligations d'états européens au sein d'un fonds euro, car soit vous ne serez pas remboursé en cas de crise grave, soit vous le serez en monnaie de singe. Donc le placement le plus risqué dans le monde aujourd'hui, c'est une obligation de l'état français ou de l'état italien ou de l'état allemand qui ce dernier est quasiment en état de faillite compte tenu du fait que personne ne la remboursera.

Tout tient encore grâce à toujours davantage d'impression monétaire. [Comme l'a si bien expliqué Egon Von Greyerz](#), il y a de la fausse monnaie, de faux marchés, de fausses entreprises, de fausses banques, de faux taux d'intérêt, de faux revenus, de fausses retraites, de fausses assurances sociales, de fausses richesses, de faux renflouements, de faux bâtiments, de fausses vacances, de fausses voitures, etc. qui créent de fausses vies pour la plupart d'entre nous, en particulier en Occident. Toutes ces fausses valeurs matérielles ont également créé de fausses valeurs morales et éthiques. Mais les personnes qui ne comprennent toujours pas que tout est faux s'en rendront bientôt compte. Beaucoup de choses que nous percevions comme réelles n'étaient qu'illusions. Une illusion est définie comme « un acte de tromperie » ou « quelque chose qui produit une idée fausse ou trompeuse de la réalité ». C'est exactement ce que nous avons vécu. Toute le monde a été dupé en pensant que c'était réel. Alors attention !

Pour finir, arrêtez de croire les médias mainstream qui vous expliquent les mêmes choses à longueur de journée comme quoi le covid est le fond du problème. C'est faux et archi faux. Le problème c'est l'économie, bandes d'idiot ! ET non le Covid ou le Climat ! L'endettement mondial qui a plus que doublé en 10 ans n'a rien à voir avec le coronavirus. Ce dernier n'est qu'un accélérateur d'une crise bien plus profonde, qui est déjà là et était inéluctable.

[Le bonheur est dans l'ignorance...](#)



Toujours au sujet des médias mainstream, tout doit être réduit au plus petit dénominateur commun des lecteurs ou téléspectateurs. Pour qu'un journal se vende ou qu'une chaîne de télévision engrange des revenus publicitaires, toutes les nouvelles doivent être superficielles et courtes, et avoir une valeur de divertissement ou de potinage. Même chose avec la télé. Tous les sujets sérieux sont, soit non couverts, soit très brièvement abordés. Nous sommes à l'ère de la gratification instantanée. L'intérêt des téléspectateurs ne peut être maintenu qu'avec un langage court et superficiel, beaucoup de grosses images, et un changement constant de sujet. À la télé, il ne faut pas qu'une caméra reste fixe plus de quelques secondes, car la capacité d'attention des gens ne dure qu'un bref instant. Le bonheur est dans l'ignorance... C'est pourquoi la plupart des gens sont devenus ignorants ou mal informés. Le politiquement correct contribue à la désinformation, vu que, en grande partie, ce sont les minorités qui déterminent ce qui est politiquement correct.

Entre le moment où j'ai commencé à rédiger cet article et où je l'ai publié, l'économie s'est encore dégradée. Nous n'avons encore rien vu de la tragédie à venir, nous ne sommes même pas encore au début du commencement des problèmes. L'effondrement sera dévastateur. Un conseil, préparez-vous !

En 2012, l'Expert Egon Von Greyerz émettait cet Effroyable Avertissement:« Les gouvernements sont en faillite, les dettes augmentent maintenant à un rythme exponentiel »

Egon Von Greyerz:« Le problème actuel est trop grave, comme je l'ai dit; les gouvernements sont en faillite, les dettes augmentent maintenant à un rythme exponentiel, et il n'y a aucune possibilité de réduire les dettes. Tout gouvernement qui essaie de lancer des plans d'austérité se fait immédiatement renvoyer, et même s'il pouvait instaurer ces mesures d'austérité, il est aujourd'hui trop tard. Alors la prochaine étape que je vois, et je crois que cela commencera très bientôt, est que les déficits vont s'accélérer, et donc l'impression monétaire va s'accélérer, et on sera en route vers une dépression hyperinflationniste. »

Gerald Celente: « Les médias mainstream mentent sur la stratégie sanitaire des suédois contre le covid ! »

Source:kingworldnewsLe 12 Déc 2020

Aujourd'hui, Gerald Celente, fondateur du Trends Research en 1980, qui est l'un des meilleurs prévisionnistes au monde, a déclaré sur Kingworldnews, que les médias ne nous disent absolument pas la vérité sur ce qui se passe.

Gerald Celente:« En mars lorsque le gouvernement suédois, dirigé par l'épidémiologiste en chef Anders Tegnell, a choisi de ne pas bloquer l'économie et donc de ne pas imposer de sévères restrictions aux libertés individuelles pour faire face au virus, il a été sévèrement critiqué dans le reste du monde.

Les pays voisins de la Suède, le Danemark et la Norvège, ont été particulièrement intransigeants dans leur condamnation.

Comme l'a rapporté la BBC le 29 mai, « *Le Danemark et la Norvège ont décidé d'interdire aux touristes suédois de rentrer sur leurs territoires* ».

Mais environ huit mois plus tard, le 27 novembre, Soren Riis Paludan, un éminent professeur danois de biomédecine, a déclaré : « *La stratégie suédoise nous a appris ce qu'il faut faire et surtout ce qu'il faut ne pas faire dans les autres pays nordiques... Désormais, nous ne choisirons plus le confinement strict, mais nous savons comment être plus précis quant à la propagation du virus, avec une attention toute particulière avec les personnes âgées.* »

Malgré des preuves très claires qui montrent à quel point la Suède est parvenue à assurer la sécurité de ses citoyens bien plus qu'en Espagne, qu'en France, qu'en Italie, qu'au Royaume-Uni et que dans bien d'autres pays d'Europe occidentale, sans avoir détruit des millions de petites entreprises, des vies entières, et surtout la joie de vivre tout comme la détresse psychologique liée à l'isolement de sa population... Les médias mainstream continuent de diffuser le mensonge selon lequel la décision suédoise de ne pas procéder au fameux confinement a été un échec qui a conduit à de nombreux décès...

Exemples: Voici le modèle suédois de lutte contre le Covid-19 qui est un désastre.

La stratégie unique de la Suède face à la pandémie a suscité l'intérêt de nombreux autres pays. Mais les données sont claires: ce fut en grande partie un échec sanitaire.

The Time Magazine, 14 octobre :

Est-ce que la stratégie suédoise contre le Covid a échoué ?

Les autorités suédoises pensaient que leur approche contre le virus aiderait le pays sur du long terme. Mais n'oubliez pas que la Suède est également impactée par une deuxième vague.

Le Washington Post, 18 novembre :

Les gros titres du Times et du Washington Post peuvent être extrêmement trompeurs. Comme l'a récemment expliqué le professeur Paluden à sa déclaration précédente :

« Sur la base des données suédoises, nous avons appris que le fait de garder les écoles ouvertes ne contribuait pas à la propagation du virus... Il y a un certain nombre de groupes d'individus qui doivent être protégés, ce qui signifie désormais que nous pouvons avoir une société relativement ouverte et sécurisée, sachant qu'il faut préserver certaines restrictions sur le nombre de personnes susceptibles de se rassembler. »

Pour aider à faire valoir le fait que la Suède n'a pas choisi de confiner, le « British Medical Journal » (BMJ) a publié un article le 27 novembre intitulé Covid-19 : « *ce que la Suède a pu démontrer et apprendre à la Scandinavie par rapport à la deuxième vague* »...

Parmi les points essentiels de cet article :

- *La stratégie douce de la Suède signifiait de garder les bars, restaurants et les écoles (pour les élèves jusqu'à l'âge de 16 ans) ouverts et ne donner que des recommandations comme se laver les mains, maintenir la distance sociale et organiser des rassemblements de moins de 50 personnes. Ceci est un contraste frappant avec les pays voisins, le Danemark, la Norvège et la Finlande, qui eux ont très vite confiné ».*

- *« La Suède avait des taux d'infection relativement faibles malgré l'absence de confinement obligatoire. Avec la deuxième vague qui s'est répandue en Europe et d'autres pays qui luttent pour essayer de trouver le meilleur équilibre entre le souhait d'une reprise économique et les mesures liées à la pandémie, la Scandinavie dans son ensemble semble réfléchir sérieusement à la méthode suédoise. »*
- *Bien que le taux de mortalité soit plus élevé que dans le reste de la Scandinavie, les taux actuels de la Suède sont relativement faibles, avec une moyenne de seulement trois décès par jour, contre 100 par jour au début du mois d'avril. A l'échelle nationale, le nombre de nouvelles unités de soins intensifs admis en moyenne était d'environ de deux par jour en octobre, contre un pic de 40 à 50 par jour entre la fin mars et le début du mois d'avril. »*
- *« Ces chutes sont en partie dues à l'amélioration des protocoles de traitement dans les hôpitaux suédois... Thomas Linde, du Conseil national suédois de la santé et du bien-être, a déclaré lors d'une conférence de presse, que le nombre de patients Covid dans les unités de soins intensifs était encore relativement faible, à environ 15% de leur capacité. »*

Malgré des données précises de l'article de BMJ, qui montre la capacité de la Suède à faire face à la propagation du virus sans détruire l'économie ou encore sans contraindre ses citoyens à l'isolement généralisé, le jour même de la parution de cet article, ABC Presstitutes a publié ce titre sur leur site web:

Le projet suédois pour faire face au Covid n'a pas été concluant et n'est donc pas parvenu à arrêter le virus, et un vaccin pourrait ne pas suffire à les sauver, préviennent les experts.

ABC News, 27 novembre

Le seul domaine sur lequel les responsables suédois admettent avoir échoué était de protéger les personnes âgées au cours des six premiers mois de la propagation virale. Les données du BMJ montrent que 89% des décès dus au Covid-19 en Suède concernaient des personnes de plus de 69 ans. Pendant les premiers six mois de 2020, plus de 2000 personnes sont décédées dans des maisons de retraites et c'est ce que les autorités suédoises de la santé ont décrit comme étant de véritables échecs ».

Mais le Docteur Anders Tegnell, l'architecte de la politique suédoise sur le coronavirus, a reconnu l'échec dans un communiqué le 6 juin, et il a immédiatement commencé à mettre en place des mesures de sécurité, notamment une interdiction de six mois concernant les visites des patients dans les maisons de retraites.

Et le 1er octobre, Reuters a écrit : *« La Suède a mis fin à une interdiction de six mois des visites de patients dans les maisons de retraite, ce qui a été un réel soulagement pour de nombreuses familles. »* Le docteur Tegnell a été cité lors d'une nouvelle conférence ce jour-là : *« Il ne faut pas oublier que c'est un droit pour ceux qui vivent dans des maisons de soins infirmiers de recevoir des visites. Les maisons de retraite doivent désormais s'assurer que les visites peuvent être effectuées en toute sécurité. »*

Les nouvelles mesures de verrouillage et les nouvelles réglementations sont désastreuses pour l'emploi aux États-Unis

Daniel Lacalle 12/10/2020 Mises.org



Les demandes d'allocations de chômage aux États-Unis ont repris, depuis les élections et la deuxième vague de coronavirus a ralenti la reprise économique. L'incertitude quant à l'augmentation des impôts et aux modifications du droit du travail, y compris une augmentation du salaire minimum, ajoute à la crainte de nouveaux lock-out, les employeurs constatant les effets dévastateurs de ces lock-out sur l'emploi en Europe.

Alors que les États-Unis ont réussi à se redresser rapidement et à réduire le chômage à 6,8 %, le taux de chômage dans la zone euro est passé à 8,3 % avant que l'on ne prenne en compte le grand nombre d'employés mis à pied qui restent inactifs. La deuxième vague de coronavirus en Europe a vu de nouveaux blocages imposés par les gouvernements et l'impact sur l'économie est déjà sévère. Les estimations du produit intérieur brut pour le quatrième trimestre supposent une récession à double creux et une nouvelle augmentation du chômage.

Des mesures de confinement malavisées ont eu un impact profond et durable sur l'économie et ont provoqué une crise sociale dramatique, ce qui prouve une fois de plus que la réponse à la pandémie aurait dû être similaire à celle des pays asiatiques, qui ont réussi à préserver la santé et l'économie.

Partout aux États-Unis, les employeurs craignent qu'une administration Biden n'impose des lockdowns, à l'instar de certains pays européens, ce qui entraînerait un nouveau déclin de l'économie et une vague de faillites et de pertes d'emplois. Au lieu de donner aux entreprises des protocoles simples et efficaces pour supporter la crise, certains gouvernements, dont les membres sont complètement déconnectés des problèmes quotidiens des petites entreprises et des employeurs, ont recours à la mesure drastique et inefficace du lock-down, parce qu'elle donne plus de pouvoir aux gouvernements et parce que les grandes entreprises n'en ressentent pas autant l'impact que les petites. Les gouvernements apprécient l'idée du confinement, parce qu'elle donne l'impression de prendre des mesures drastiques pour contrôler la pandémie alors qu'en réalité, le confinement détruit simplement le tissu économique et s'est révélé extrêmement inefficace pour réduire les taux de mortalité ou d'hospitalisation. Les inquiétudes concernant un verrouillage national imposé par Biden ne sont pas exagérées. Le Dr Michael Osterholm, conseiller de Joe Biden en matière de coronavirus, a déclaré qu'un verrouillage national de quatre à six semaines contribuerait à maîtriser le virus aux États-Unis et à relancer l'économie. Je suis désolé de dire que l'expérience nous a montré qu'aucune de ces deux choses n'arrivera. Les mesures de bouclage massives n'ont pas aidé les pays européens à contrôler le virus, bien au contraire, et ont détruit l'économie, avec des conséquences durables sur l'emploi, les faillites et les salaires. Pendant ce temps, les pays qui n'ont pas mis en place de mesures de confinement et qui ont fourni des protocoles simples et efficaces ont obtenu de meilleurs résultats en matière de santé et d'économie.

De nombreux citoyens américains se demandent si le pays va retrouver son niveau d'emploi record et son faible taux de chômage de 3,5 % enregistré en mars 2020, avant la pandémie. Même si les États-Unis évitent les mesures de verrouillage imposées par le gouvernement, qui retarderaient la reprise de l'emploi d'au moins dix-huit mois supplémentaires, on s'inquiète sérieusement de la probabilité d'une réglementation accrue, d'un contrôle syndical et d'une augmentation des impôts qui rendront l'embauche de personnel plus coûteuse et plus lourde, tant en termes d'embauche que de réduction de la masse salariale.

Les États-Unis ont été un exemple de création d'emplois pendant la période de croissance mais, plus important encore, de reprise rapide de l'emploi dans une crise complexe comme celle du covid-19. L'ajout de rigidité au marché du travail et l'augmentation des impôts se révéleront désastreux pour les petites entreprises et les entreprises nouvellement créées, qui sont les plus grands créateurs d'emplois aux États-Unis.

C'est aussi simple que cela. Les États-Unis ne peuvent pas avoir la croissance des salaires et le faible taux de chômage qu'ils méritent en copiant la législation sur le marché du travail de la Grèce, de l'Espagne ou de la France, des pays où les marchés du travail sont extrêmement rigides et où l'intervention des syndicats est importante... et où le chômage est historiquement élevé.

L'Union européenne avait autrefois le même taux de chômage que les États-Unis. Des mesures dissuasives massives, un excès de réglementation malavisé et des taxes élevées ont créé une divergence qui fait que le taux de chômage en Europe est presque deux fois plus élevé qu'aux États-Unis.

Le sophisme de la "protection des travailleurs" avec des taxes élevées pour les employeurs et une intervention lourde sur le marché du travail ne fait que protéger les gouvernements. Le chômage est plus élevé, la croissance des salaires est plus faible, et la perte de flexibilité signifie des possibilités d'emploi plus faibles pour les jeunes. Le chômage des jeunes dans la zone euro et dans l'Union européenne est tout simplement inacceptable, même en période de croissance, et il est dû aux obstacles à l'emploi créés par une intervention agressive sur le marché du travail et le contrôle des gouvernements. Les incitations à l'embauche sont faibles alors que les freins au travail sont élevés.

S'il y a une chose qui a été prouvée au cours des deux dernières décennies, c'est que l'augmentation du nombre de gouvernements, la hausse des impôts et l'intervention des syndicats ne protègent pas les travailleurs, ils perpétuent le chômage et réduisent la croissance des salaires et les opportunités.

Des mesures d'immobilisation ajoutées à des impôts plus élevés et à la rigidité du travail s'avèreraient probablement très négatives pour la reprise aux États-Unis. Vous ne pouvez pas vous rétablir si vous imposez les charges que certains pays européens ont imposées. L'interventionnisme sur le marché du travail ne protège pas les travailleurs, il donne du pouvoir aux politiciens.

Daniel Lacalle, PhD, économiste et gestionnaire de fonds, est l'auteur des livres à succès *Liberté ou égalité* (2020), *Échapper au piège de la banque centrale* (2017), *Le monde de l'énergie est plat* (2015) et *La vie sur les marchés financiers* (2014). Il est professeur d'économie mondiale à l'école de commerce IE à Madrid.

« L'escroquerie de la lutte contre les inégalités. JT du grenier ! »

par [Charles Sannat](#) | 14 Déc 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Evidemment que nous voulons tous lutter contre les inégalités, tel n'est pas le problème ni le sujet, la véritable question c'est comment fait-on ?

A cette question, l'on y répond depuis 40 ans par une augmentation écrasante des impôts et de la pression fiscale.

On laisse croire aux gens que rendre les riches pauvres rendra les pauvres plus riches.

La réalité est beaucoup plus complexe que cela et lutter contre les inégalités, cela ne demande pas de l'argent, cela ne demande pas des moyens, cela demande la bonne approche et le courage de dire un certain nombre de choses sur la nécessité de travailler beaucoup, et d'instruire énormément.

Lutter contre les inégalités, c'est instruire au maximum, encore et encore. C'est long, c'est lent et c'est fastidieux !

Lutter contre les inégalités implique de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, de la misère ou des inégalités !

En réalité nous pourrions remplacer le mot inégalités par lutter contre les « infériorités » car c'est de cela, au fond, qu'il s'agit.

Il y a plusieurs manières de voir les choses.

Le différent est-il inférieur et dans quelle mesure faut-il contrarier celui qui est autrement ? N'est-ce pas là justement la vocation de la « tolérance » ? Faut-il réduire les inégalités à tout prix, et si oui, alors il faut être conscient que toute politique de réduction des inégalités est profondément autoritaire ! Elle ne laisse pas le choix. C'est ainsi que l'on veut rendre le gaucher (pas le gauchiste) droitier !!

Autre sujet, la notion d'effort, de constance, de travail dans la durée !

Cela reste encore la meilleure façon de réduire les inégalités mais il n'y a dans ce chemin, que du sang d'effort, et des larmes de travail !

On voudrait régler le problème des inégalités par un coup de baguette magique et par des milliards d'euros, mais cela ne peut pas fonctionner ainsi car on ne fait jamais boire un âne qui n'a pas soif, on ne fait pas travailler un gamin en rupture scolaire, on ne peut pas mettre au travail un schizophrène ou un bipolaire qui enchaîne séjours en hôpital psychiatrique sur séjours en maison de repos. On ne peut pas aider une personne à retrouver du travail si elle ne peut pas se déplacer, et qu'elle est sans permis si l'on n'a pas compris que victime d'un terrible accident quand elle avait 9 ans, elle ne s'en est jamais remise.

Lutter contre les inégalités, c'est avec amour se pencher sur chaque personne.

Lutter contre les inégalités, c'est tout sauf donner de l'argent.

Lutter contre les inégalités, c'est avoir une approche individuelle.

Détricoter les raisons de chaque échec, pour tenter de reconstruire un retour vers la réussite.

Mais la réussite c'est quoi ? Elle est personnelle à chaque fois, et il y a de multiples définitions.

Ce qui est certain, c'est que derrière les vies difficiles des gens, se cache souvent des situations, des traumatismes, des histoires, qui viennent de loin. De très loin.

Vous pouvez donner autant d'argent que vous voulez, lever autant d'impôts que vous le souhaitez, jamais, jamais un suicidaire ne sautera pas parce qu'il aurait une prime sur son RSA ou une augmentation de ce dernier.

La véritable misère est psychique.

La véritable misère est affective.

La seule façon de lutter contre les inégalités serait d'aider chaque personne qui souffre individuellement, ce que l'Etat est par définition incapable de faire.

Voilà pourquoi cela ne marche pas depuis 40 ans, et pourquoi cela ne marchera jamais de cette façon-là.

Nous faisons croire depuis 40 ans que tout est facile, que tout se vaut, que tout est pareil, que l'on peut passer dans la classe supérieure sans travailler, que l'on peut avoir son bac sans rien faire, que l'on peut trouver un travail sans savoir écrire ni arriver à l'heure. Nous fabriquons en réalité, des générations de gamins que nous conduisons vers l'échec collectif et individuel.

Lutter contre les inégalités est parfaitement possible, il faut juste faire, complètement autrement.

Nous ne luttons contre rien.

Nous faisons de l'idéologie.

Le mur de la réalité, lui est train de fracasser notre pays, notre population, nos comptes publics, notre sécurité publique bref, ce pays est en plein naufrage.

Rien ne peut plus désormais empêcher cela.

Nous coulons mes amis et pour l'honneur, jouons jusqu'au bout, debout, sur le pont, sans illusion.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Etats-Unis. La Cour suprême rejette la plainte du Texas !!



La Cour suprême des Etats-Unis, Scotus en abrégé, a rejeté ce week-end la plainte du Texas, dans un arrêt aussi lapidaire que synthétique d'un paragraphe expliquant que le Texas n'avait pas la légitimité pour demander à la Cour suprême de statuer sur la manière dont un autre Etat organise les élections.

Circulez, il n'y a rien à voir.

Ici, Scotus ne s'est pas prononcée sur l'inconstitutionnalité des actes et décisions des Etats concernés, ni sur la réalité des fraudes alléguées.

Scotus a juste dit au Texas qu'il n'avait pas la qualité pour agir.

Alors est-ce terminé ?

Toujours pas.

Car d'autres recours sont en cours, y compris devant la Cour suprême.

Après il restera à Trump l'option nucléaire de l'ExecutiveOrder de 2018, qui doit être déclenché, d'après ce que j'ai compris, au plus tard 45 jours après les élections ce qui nous amène à la fin de cette semaine.

Appuiera-t-il sur le bouton ?

Ira-t-il jusqu'au bout ou jusqu'en Floride ?

Je n'en sais rien, et il semble que Laurence Haim, bien qu'elle ne le dise pas nourrisse des doutes assez similaires !!!

2020 n'est pas encore terminée !

Charles SANNAT

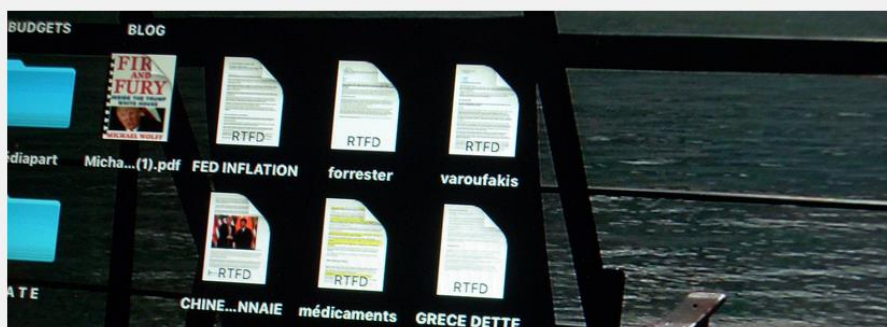
Le blog de François Leclerc

Décodages



Montant en € :

[Faire un don](#)



François Leclerc est décédé

François Leclerc n'a pas remporté son dernier combat contre la maladie. Emporté par un cancer fulgurant, il est parti le mercredi 9 décembre sans souffrir. Jusqu'au bout il s'est raccroché à son blog. Vendredi dernier, lors de ses derniers moments conscients, il revendiquait avec vigueur et obtenait de haute lutte qu'on lui laisse son ordinateur portable: « j'ai plusieurs papiers en tête », disait-il. Mais quelques heures plus tard, il était placé sous sédation profonde et n'en est plus sorti. Les encouragements et les dons de ses fidèles lecteurs lui allaient droit au coeur, qu'ils en soient remerciés.

Saxo Bank annonce ses dix «prévisions choc» pour 2021

Par [Or-Argent](#) - Déc 9, 2020



Fidèle à sa tradition, la banque d'investissement danoise Saxo Bank a publié ses dix «prévisions choc» pour l'année 2021. Dans le contexte de la pandémie, ses analystes appellent à réfléchir à ces événements improbables et sous-estimés qui peuvent influencer les marchés financiers mondiaux.

Comme chaque année, Saxo Bank publie au mois de décembre ses prévisions choc pour l'année suivante. Bien qu'il ne s'agisse pas de recommandations officielles, les analystes appellent les investisseurs à ne pas sous-estimer la probabilité des événements prévus. Voici ses dix pronostics:

Chypre accueille Amazon

Réagissant aux tensions avec plusieurs gouvernements, Amazon peut déplacer en 2021 son siège social européen à Chypre qui accueillera le géant du commerce en ligne à bras ouvert surtout après le traitement que l'Union européenne a accordé à l'île pendant la crise de la dette souveraine européenne des années 2010-2012.

La présence d'Amazon peut entraîner des changements dans la fiscalité du pays et ainsi baisser les impôts pour les sociétés et la population du pays. Mais les régulateurs européens peuvent contraindre le géant à changer ses pratiques et obliger Chypre et d'autres pays à harmoniser leurs réglementations fiscales.

Crise économique française

Perturbée par les mesures du confinement qui causent une vague de faillites de sociétés de services, l'économie de la France suscitera davantage de pessimisme chez les investisseurs quant à la rentabilité future des capitaux propres, ce qui risque de déclencher une vente massive des titres des mégabanes françaises ainsi que l'effondrement de leurs recettes nettes. Leur capitalisation boursière et leur ratio cours/valeur comptable peuvent atteindre un niveau historiquement bas.

Dans cette situation, la France n'aura pas d'autre choix que de s'adresser à l'Allemagne pour permettre à la Banque centrale européenne d'émettre suffisamment d'euros pour renflouer le système bancaire français et ainsi éviter son effondrement.

Mesures contre les fake news

Pour lutter contre la prorogation des fausses informations qui nuisent à leur crédibilité, des grands médias et des réseaux sociaux comme Twitter et Facebook adopteront une série de mesures, y compris l'utilisation d'une blockchain, ou chaîne de blocs (technologie de stockage et de transmission d'informations sans organe de contrôle), pour assurer la distribution des informations fiables. Dans le même temps, les menaces de surveillance réglementaire seront de plus en plus présentes dans les années à venir.

Une nouvelle monnaie numérique chinoise

La Banque populaire de Chine continuera de renforcer sa politique monétaire et fiscale et lancera le Digital Currency Electronic Payment (DCEP), une version numérique du yuan basée sur la blockchain. Grâce à la traçabilité intégrée et à la surveillance, la blockchain doit diminuer les risques de fuite de capitaux ou de transferts illégaux hors du pays. Monnaie stable, le yuan continuera à rivaliser avec le dollar.

L'énergie de fusion

En 2021, l'Intelligence artificielle (IA) réussira à résoudre les complexités non linéaires de la physique des plasmas pour ainsi ouvrir une voie aux utilisations commerciales de l'énergie de fusion. Ce sera la plus grande progression technologique depuis la découverte du nucléaire.

Le réacteur de fusion SPARC, créé par Institut de technologie du Massachusetts, est un pas en avant vers un monde sans pénuries d'eau et de nourriture car l'énergie de fusion peut augmenter les volumes du dessalement et assurer le développement de l'agriculture verticale. Elle peut rendre des transports peu coûteux et contribuer aux progrès des technologies d'automatisation. Enfin, elle peut garantir à tous les pays une autonomie sur le plan de l'agriculture et de l'énergie, améliorant des conditions de vie de la population.

Dépeuplement des grandes villes

Le développement de l'automatisation et de l'IA détruiront nombre d'emplois dans de multiples secteurs, tout comme le recours au télétravail, légitimé par la pandémie. Dans ces conditions les professionnels évaluent la future surcapacité du parc immobilier urbain à au moins 100%. Les grandes villes verront l'effondrement de la valeur immobilière des bureaux ainsi que des restaurants et des boutiques destinées aux travailleurs se déplaçant régulièrement entre la ville et la banlieue.

Il s'agit du début de l'ère du revenu universel qui modifiera les comportements dans l'équilibre travail-vie privée, permettant à de nombreux jeunes de ne pas quitter les lieux où ils ont grandi. Une hausse de la criminalité et les petits appartements trop chers rendront la vie dans les grandes villes moins attirantes.

Un fonds technologique des citoyens

Dans le contexte du déchirement du tissu social accéléré par la pandémie, la politique subira en 2021 un remaniement complet et mettra en place une nouvelle stratégie de réduction des inégalités. Saxo Bank prévoit la création d'un fonds technologique des citoyens qui visera à transférer à tout un chacun une partie de la propriété des actifs physiques. Cela permettra aux travailleurs déplacés de participer aux gains de productivité de l'ère numérique. Cette politique de «dividende de rupture» doit stimuler une énergie entrepreneuriale chez des millions de personnes libérées d'un travail répétitif ou stressant.

Effet négatif du vaccin anti-Covid

La création d'un vaccin anti-Covid peut fortement stimuler l'économie mondiale, mais la reprise post-vaccin risque de provoquer une rapide surchauffe, entraînant inflation et chômage. Au quel cas, la réserve fédérale des États-Unis laissera s'envoler les rendements des bons du Trésor et des titres de créance plus risqués. La Fed finira par relever les taux d'intérêt à long terme, resserrant ainsi rapidement les conditions financières, ce qui tuera les entreprises les plus endettées.

Demande d'argent

Saxo Bank prévoit également une forte enchère sur les biens durables suite au déploiement rapide du vaccin anti-Covid, une liquidité excessive et une politique excessive d'apaisement.

L'année 2021 verra la croissance rapide de la demande d'argent pour les applications industrielles, dopant ainsi le cours de ce métal. La situation critique autour de l'offre d'argent perturbera la politique d'investissement en énergie que proposent Joe Biden et le Pacte vert européen.

Drones et Internet par satellite

De nouvelles technologies joueront un rôle clé dans l'augmentation de la productivité du secteur privé. Avec les 1.500 satellites que SpaceX veut mettre en service dès la fin 2021, la vitesse de téléchargement augmentera considérablement alors que le coût de l'Internet diminuera. Les marchés frontières et émergents, la productivité des entreprises et l'éducation, ainsi que des systèmes bancaires en tireront tous les bénéfices.

Saxo Bank prédit en outre qu'en 2021, les drones révolutionneront les systèmes de livraison et réduiront le coût de la vie en dehors des grandes villes. Leur utilisation sera bénéfique pour l'agriculture des pays sous-développés, surtout grâce aux gains de productivité qu'elle apporte.

[Source](#)



La dernière grande erreur de la BCE

Daniel Lacalle

13 décembre, 2020



Une des grandes erreurs des économistes est de recevoir les mesures des banques centrales comme si c'était la vérité révélée. Il est surprenant et inquiétant qu'il soit considéré comme obligatoire de défendre chacune des actions des banques centrales. Cela, bien sûr, en public. En privé, de nombreux collègues secouent la tête en signe d'incrédulité face à l'accumulation des bulles et des déséquilibres. Et, comme en de nombreuses occasions, l'absence de critiques constructives conduit à la complaisance des institutions et à une chaîne d'erreurs que tous les citoyens regretteront plus tard.

La politique monétaire en Europe est passée d'un outil destiné à aider les États à réaliser des réformes

structurelles à une excuse pour ne pas les mener à bien.

Le financement régulier des déficits des pays qui perpétuent les déséquilibres structurels n'a pas contribué à renforcer la croissance, puisque la zone euro a connu des réductions constantes des estimations du PIB déjà avant la crise de Covid-19, mais il blanchit les populistes d'extrême gauche qui défendent l'impression massive de monnaie et le MMT, menaçant le progrès et la croissance de la zone euro. On ne combat pas le populisme en le blanchissant, et l'impact à moyen et long terme de cette politique malavisée sur la zone euro est incontestablement négatif.

Aujourd'hui, les citoyens se font dire par de nombreux politiciens européens d'extrême gauche que les réformes structurelles et la prudence budgétaire sont des choses qui ont été mises en œuvre par des politiciens mal intentionnés, et le message selon lequel il y a de l'argent illimité pour tout, à chaque fois et de toute façon, est blanchi par les actions des banques centrales.

Il est surprenant d'entendre certains économistes sérieux de la Banque centrale européenne ou de la Réserve fédérale dire qu'ils ne comprennent pas comment l'idée que l'argent peut être imprimé éternellement sans risque est répandue dans tout le débat politique alors que ce sont les banques centrales elles-mêmes qui fournissent ce faux sentiment de sécurité. La banque centrale peut dissimuler le risque pendant un certain temps, mais elle ne l'élimine pas.

La Grèce, Chypre, la Lituanie, la Slovaquie, l'Espagne, le Portugal et la Slovénie empruntent déjà à des taux réels négatifs. Cependant, des taux négatifs ne sont pas un signe de confiance dans les politiques gouvernementales, mais une aberration de la politique monétaire qui dissimule le risque réel. Et tôt ou tard, il éclate.

Lorsque les hommes politiques disent que des rendements négatifs reflètent la confiance des marchés dans le pays, c'est tout simplement un mensonge. Selon Pictet et le Financial Times, la BCE est en passe de détenir 70 % de l'encours de la dette souveraine de la zone euro et achète toutes les émissions nettes après les remboursements. Il n'y a pas de marché.

Cette confiance temporaire dans la capacité de la BCE à modifier le risque n'est maintenue que si la zone euro augmente son excédent commercial et sa production économique, mais surtout si l'Allemagne continue à la financer. Elle n'est pas éternelle, elle n'est pas illimitée et elle n'est certainement pas sans risque.

De nombreux lecteurs diront qu'il s'agit d'une politique exceptionnelle en raison de la crise Covid-19 qui nécessite des mesures exceptionnelles. Cet argument ne pose qu'un seul problème : il est faux. La politique de la BCE a été ultra-expansive pendant plus de dix ans, en période de crise, de reprise, de croissance et de stabilisation. Les taux d'intérêt ont été ramenés à des niveaux négatifs et les achats d'actifs se sont prolongés en période de croissance et de stabilisation, là où il n'y avait pas de risques de liquidité dans l'économie.

En fait, la Banque centrale européenne est devenue l'otage d'États qui ne veulent pas réduire leurs déséquilibres structurels mais qui visent à les perpétuer parce que le coût de la dette est faible, et la BCE les "soutient". La BCE devrait s'inquiéter du fait que les partis les plus radicaux, dont beaucoup s'alignent sur les politiques économiques de l'Argentine et du Venezuela, comme Podemos ou Syriza, applaudissent cette folie monétaire comme une validation de leurs théories.

Ce n'est pas une coïncidence si la dynamique réformiste dans la zone euro s'est brutalement arrêtée depuis 2014. Il coïncide exactement avec les injections massives de liquidités. Les réformes structurelles et la prudence budgétaire sont perçues comme des politiques malsaines. Les taux bas et les liquidités élevées n'ont jamais été une incitation à réduire les déséquilibres, mais plutôt une incitation claire à augmenter la dette.

Le grand problème est évident. Une fois en place, la politique monétaire dite expansionniste ne peut être arrêtée. Quelqu'un à la BCE croit-il que les États dont le déficit structurel est supérieur à 4 % du PIB par an vont l'éliminer lorsqu'ils émettent des dettes à des taux négatifs ? Quelqu'un à la BCE croit-il honnêtement qu'après la crise Covid-19, les gouvernements vont réduire les budgets gonflés ? Des dizaines d'excuses seront inventées pour perpétuer une politique fiscale et monétaire dont les résultats sont pour le moins décevants compte tenu de l'énorme volume de ressources utilisées.

La pire de toutes les excuses est qu'"il n'y a pas d'inflation". C'est comme conduire une voiture à 300 km/h sur l'autoroute, regarder dans le rétroviseur et dire : "on ne s'est pas encore tué, accélère".

Il n'est pas surprenant que la zone euro ait connu un nombre croissant de protestations contre l'augmentation du coût de la vie alors que la banque centrale nous dit qu'"il n'y a pas d'inflation", mais il est également peu judicieux de dire qu'il n'y a pas d'inflation sans tenir compte des actifs financiers qui ont grimpé en flèche en raison de cette politique.

Des pays insolvables avec des obligations souveraines à 10 ans à rendement négatif, c'est une énorme inflation. La hausse des prix des biens et services non reproductibles, qui dans de nombreux cas triplent le taux d'inflation officiel, est une inflation énorme. Les fortes augmentations des loyers et des logements ne sont pas suffisamment prises en compte dans l'inflation officielle. C'est particulièrement inquiétant lorsque la politique monétaire encourage les dépenses improductives et perpétue la surcapacité. Cela se traduit par une croissance plus faible de la productivité, ce qui signifie des salaires réels plus bas à l'avenir.

Une étude récente d'Alberto Cavallo de la Harvard Business School met en garde contre le différentiel entre l'inflation réelle subie par les consommateurs, en particulier les plus pauvres, et l'IPC officiel (indice des prix à la consommation). Prenez, par exemple, l'IPC de la zone euro pour le mois de novembre. Le chiffre est de -0,3 %. Il n'y a pas d'inflation, n'est-ce pas ? Cependant, dans les mêmes données, les aliments frais ont augmenté de 4,3 %, les services de 0,6 % et la composante énergie a diminué de 8,3 % ; pourtant, aucun citoyen européen n'a vu une baisse des 8,3 % sur sa facture énergétique, car ni l'essence, ni le gaz naturel, ni l'électricité, taxes comprises, n'ont autant diminué.

En fait, si nous analysons le coût de la vie en utilisant les biens et services que nous utilisons réellement et fréquemment, nous nous rendons compte que dans une crise sans précédent comme celle de 2020, les prix pour la classe moyenne et les couches les plus pauvres augmentent beaucoup plus vite que ce que montre l'IPC, et cela, ajouté au facteur de distorsion de l'énorme inflation des actifs financiers, génère d'énormes problèmes sociaux.

Lorsque la BCE ignore les tendances démographiques (la longévité réduit les pressions inflationnistes), l'effet de la surcapacité et de la technologie et lance des billions d'euros qui gonflent les actifs financiers et la dette publique, les risques accumulés sont bien plus importants que les bénéfices supposés que cette politique peut générer.

Toutes ces incitations et erreurs perverses seraient résolues par une règle de Taylor qui empêcherait la banque centrale d'exercer son pouvoir discrétionnaire.

1.- Concentrer les mesures sur des résultats et des données concrètes et, par conséquent, délimiter l'action est essentiel pour atténuer - mais non éliminer - les incitations perverses. Il y a une énorme différence entre critiquer les banques centrales qui font tout à tout prix sans contrôle et dire qu'elles ne doivent rien faire.

2.- En outre, la banque centrale doit donner des directives claires et définitives sur le calendrier et la taille maximale des mesures. Nous avons assisté à l'une des incitations perverses les plus dangereuses en 2018 lorsque, face à la possibilité d'une normalisation modérée de la politique monétaire, les États et les investisseurs ont forcé la main des banques centrales à poursuivre les injections massives. En moins de deux mois, les

banques centrales ont changé leur politique de 180 degrés.

Le rôle de la banque centrale n'est pas de lutter contre le changement climatique ou de justifier des budgets non durables. Elle doit fonctionner comme une garantie de liquidité, et non comme une garantie de faible coût, et encore moins comme un garant de premier recours. Il est terrifiant que les États européens qui émettaient déjà des obligations à des taux réels négatifs avant la crise s'effondrent en raison d'une faible augmentation du coût de la dette de 0,5 %. Cela montre la gravité de la bulle créée.

4.- Le rôle de la banque centrale n'est pas de renflouer les investisseurs et les gouvernements qui jouent les stratégies du "pire et du meilleur", en achetant les actifs les plus risqués ou en dépensant de manière incontrôlée en supposant que la politique monétaire va les renflouer à jamais, mais d'éviter que ces paris à effet de levier pour dépenser sans contrôle et acheter des déchets ne soient pas générés ou, du moins, ne soient pas incités.

5 - Le rôle de la Banque centrale n'est pas de copier les déséquilibres des autres. La BCE n'est pas la Réserve fédérale, et l'euro n'est pas non plus la monnaie de réserve mondiale. Le bilan de la BCE pèse déjà 61% du PIB de la zone euro, alors que celui de la Fed n'en pèse que 34%. Les décideurs politiques ne peuvent pas jouer dangereusement avec la crédibilité de la zone euro à long terme simplement parce qu'à court terme "rien ne se passe" selon eux, surtout quand c'est le cas.

6.- Soutenir la reprise, ce n'est pas soutenir les déséquilibres structurels, et encore moins les dépenses politiques improductives. L'objectif d'une banque centrale n'est pas qu'un État finance des dépenses à des taux artificiellement bas. Cela compromet l'indépendance de la banque centrale et génère d'énormes effets négatifs sur les citoyens à moyen terme, en érodant les salaires réels et la productivité.

7 - Ce qui ne fonctionne pas bien en période de croissance n'est pas un échec parce qu'on n'en fait pas plus. L'excédent de liquidités de la BCE s'élève à plus de 3 400 milliards d'euros. Il était déjà de plus de 2 milliards en période de croissance. Si la politique monétaire n'a pas fonctionné, ce n'est pas parce qu'il s'agit d'injecter plus de liquidités, alors qu'il y a clairement un excès, mais parce qu'il s'agit de solvabilité. Et ce problème n'est pas résolu par une politique qui encourage l'endettement, pénalise l'épargne prudente et perpétue les problèmes de zombification avec des taux artificiellement bas. Ce n'est pas un hasard si le pourcentage d'entreprises zombie a grimpé en flèche en période de croissance avec des taux négatifs.

Une politique monétaire qui génère des bulles et des risques financiers n'est pas résolue par la même politique insensée mais en détruisant le pouvoir d'achat de la monnaie. Si la politique monétaire n'a pas fonctionné, ce n'est pas parce que les politiques vénézuéliennes ou argentines de type MMT "argent pour le peuple" n'ont pas été mises en œuvre, mais parce que l'investissement productif et la croissance durable proviennent de l'épargne et de la prudence avec risque, et non de la fuite des dépenses et de l'endettement. Un problème d'incitations perverses n'est pas résolu par une destruction et un appauvrissement plus importants.

Le fait que, pour l'instant, des risques énormes ne soient pas perçus - ou ne soient pas perçus par les dirigeants des banques centrales - ne signifie pas qu'ils ne sont pas en train de se construire. La dette à rendement négatif, qui a atteint un record de 18 000 milliards de dollars au niveau mondial, avec en tête la zone euro et le Japon, n'est pas un signe de confiance, mais plutôt un énorme risque de stagnation séculaire.

Lorsque les dirigeants des banques centrales affirment qu'ils ne font qu'offrir un outil mais qu'ils donnent en même temps des recommandations de politique budgétaire et fiscale encourageant à "ne pas craindre la dette" et à dépenser beaucoup plus, non seulement la banque centrale perd son indépendance à moyen terme, mais c'est la même chose qu'un serveur qui n'arrête pas de vous servir à boire, vous encourage à vous saouler et vous reproche ensuite d'être ivre.

L'introduction de ces énormes déséquilibres comporte des risques importants, et ce n'est pas ma spéculation sur l'avenir. Ce sont des réalités d'aujourd'hui. L'énorme déconnexion entre les actifs financiers et l'économie réelle,

les États insolvables qui se financent à des taux négatifs, les bulles dans le secteur du logement et des infrastructures, l'endettement des entreprises zombies ou la dette de pacotille avec des rendements historiquement bas, l'augmentation agressive des investissements à effet de levier dans les secteurs à haut risque, la perpétuation de la surcapacité, etc. Ignorer tous ces facteurs dans une institution monétaire est plus que dangereux, c'est irresponsable.

Il n'est pas temps de tout faire à n'importe quel prix, quoi qu'il arrive. Il est temps de défendre une monnaie saine, sinon la crédibilité des institutions s'effondrera encore davantage lorsque le chœur du consensus général chantera Alléluia alors que l'édifice s'effondrera.

La finance est conduite par des ânes.

Bruno Bertez 11 décembre 2020



Ci-dessous l'imbécile théorie de la dissémination des risques qui est la théorie officielle des banquiers centraux. Elle n'a pas été remise en question par la catastrophe de 2007!

Au contraire.

Selon cette théorie la titrisation des risques, c'est à dire leur packaging et mise sur le marché boursier permet de répartir les risques et donc en quelque sorte de pouvoir en prendre plus.

C'est cette théorie idiote qui a été la cause de la catastrophe de 2008 : tout a été contaminé en quelques jours! Les marchés au lieu de répartir les risques les propagent, les multiplient, les concentrent, on l'encore vu en Mars dernier.

Les risques titrisés, sont soumis à la magie de la Tendance, de l'Humeur, c'est à dire à la Magie, voire à la superstition du sentiment boursier et cela provoque les contagions.

Le marché boursier donne l'illusion de la dispersion, mais il est moutonnier; tout ce qui a été dispersé reste soumis aux mêmes réactions de foule ! Il suffit d'observer les aberrations actuelles et les dégâts de l'exubérance.

Quand les animal spirits se sont déclenchés dans le sens de la fuite devant le jeu et la spéculation, tout s'est retrouvé fondu, fusionné indistinctement. Le risque a formé un tout: le risque de Marché.

Alors que l'intelligence recommande de lutter contre la mise en fusion, contre les mises en corrélation et donc recommande la compartimentation, les banques centrales continuent de prêcher l'inverse.

Ces zozos n'ont pas compris la différence fondamentale entre un marché de biens et de services et un marché financier: un marché financier ne s'auto-régule jamais, il va de bêtises en bêtises, d'excès en excès et les

mouvements de prix ne sont jamais rééquilibrant car ils sont considérés comme des signaux qui disent que la hausse va se poursuivre ou que la baisse va continuer. La hausse appelle la hausse; la baisse appelle la baisse.

La seule solution pour réduire le risque financier, c'est non pas la diffusion ou la transparence, non c'est le cloisonnement, l'isolement, la segmentation, comme pour les incendies. Il faut sans cesse isoler les risques, c'est pour cela qu'en termes logique, l'euro et sa politique de mutualisation et soutien des périphériques est une erreur.

Actuellement sur le marché mondial tout est corrélé par le biais concret du portefeuille mondial, par le jeu des indices, par la gestion passive, par les dérivés, par la communication, tout est corrélé à tout par l'intermédiaire du sous-jacent commun que constitue l'illusion de la liquidité .

Car la liquidité n'a pas d'existence réelle, c'est du mercure en mouvement , c'est une croyance.

Quand cette illusion disparaîtra, ce qui est inéluctable, tout se mettra en fusion et tout chutera quasi en chaîne .

No place to hide. Il n'y a structurellement plus de diversification possible.

Les banquiers centraux se trompent totalement , ils croient que la diffusion des risques sur les marchés boursiers les réduit alors que c'est l'inverse, tout devient soumis à la mode c'est à dire aux caprices c'est à dire à l'irrationnel des marchés!

L'hypothèse des marchés financiers rationnels est une foutaise: depuis 2009 ceux qui gagnent en Bourse ce sont ceux qui ont compris qu'il fallait abandonner la rationalité.

Frédéric Mishkin est la personnification de la profondeur de l'idiotie à la Fed et dans le monde universitaire. C'est un professeur de Columbia, auteur d'un manuel économique largement utilisé il fut coprésident du FOMC. Pourtant, il fut aveugle à la fois à l'effondrement de l'économie et à la bulle immobilière!

Extrait:

« Parce que les hypothèques subprime sont titrisées, les risques associés à ces prêts sont largement dispersés .. »

“Since the spring of 2006, however, the expansion of the U.S. economy appears to have been undergoing a transition to a more moderate and sustainable pace...Looking ahead, the most likely outcome for the coming quarters is, in my judgment, a continued moderate rate of economic expansion accompanied by some easing of pressure on resources...I continue to believe that the current stance of monetary policy is likely to foster sustainable economic expansion....

Moreover, because most subprime mortgages are securitized, the risks associated with these loans are spread widely. Banks and thrift institutions that hold mortgages are well capitalized, and exposures of individual banks to subprime losses do not appear to be large”

Frederic Mishkin, April 20, 2007 - Speech at Bard College

Éditorial: les chants désespérés sont les chants les plus beaux et ...

Bruno Bertez 12 décembre 2020



Le système économique et financier mondial menace de s'écrouler.

L'effondrement du système économique et financier provoquerait la catastrophe monétaire, laquelle précipiteraient nos sociétés dans le chaos.

Pour éviter que la menace ci-dessus ne se concrétise, les autorités se sont décidées au coûte que coûte.

La preuve du caractère systémique de la menace est fournie par l'ampleur des « remèdes » désespérés qui sont administrés. L'amputation de votre bras prouve la gravité de la menace de gangrène.

Le coûte que coûte c'est le déversement d'un déluge de monnaie et de crédit gratuit sur le système mondial: on doit avoir dépassé les 20 trillions, tout compris.

Ce déversement n'est efficace que parce qu'il est accompagné de la promesse que cela ne s'arrêtera pas, il va durer longtemps, plus longtemps que vous ne pouvez l'imaginer. Cette promesse fait partie intégrante des « remèdes », elle constitue une sorte de feu vert donné au déchainement des animal spirits.

Il n'y a plus de long terme dans le système ainsi créé par l'illusion monétaire.

Il n'y a qu'un présentisme qui va durer toujours et qui donc, notez-le bien, et qui donc incite à, produit nécessairement la spéculation. Le jeu est gagnant à coup sûr. Non seulement on a ouvert le robinet, mais comme on sait que cela ne suffirait pas, on a complété en disant qu'il resterait ouvert.

Ce déversement de monnaie et de crédit, bien entendu a un coût, un coût colossal car rien n'est gratuit.

Il n'y a pas de trésor caché, et les capacités de production qui sont inutilisées ne sont pas un trésor caché car ce qui n'est pas utilisé ne l'est pas, tout simplement parce que ce n'est pas rentable de l'utiliser.

Le capitalisme, ce n'est pas la production de biens et services, c'est la production de profit, ne l'oubliez jamais! Si vous l'oubliez vous raisonnez faux.

Les capacités de production non utilisées ne sont pas un trésor, mais un boulet zombiesque.

L'escroquerie de la MMT, de la dette infinie, est là: dans la croyance en un Trésor caché, en réserve, qui serait, qui résiderait dans les capacités inemployées. Hélas c'est une imbécilité car si les capacités sont inemployées c'est parce qu'elles ne sont pas employables; elles ne sont pas rentables. Aucun capitaliste ne se prive de la

possibilité de gagner de l'argent et si les capacités sont inemployées c'est parce qu'elles sont « inaptes au service capitaliste ».

La MMT impliquerait, tout comme la situation actuelle d'ailleurs implique, que l'on force le système à fonctionner à perte ou en tous cas avec un taux de profit très inférieur au taux exigé par le capital mondial.

La démonstration du coût des mesures se fait par l'absurde ... et par l'expérience/l'expérimentation historique.

Si il n'y avait pas de coût, alors pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt et surtout pourquoi ne pas faire plus! Pourquoi être modeste ?

L'existence du coût se démontre par l'absurde et par les conséquences futures.

Apprenez à comprendre que la hausse folle des marchés boursiers constitue le prix à payer pour tenter de sauver le système.

Si vous comprenez cela vous êtes parés pour l'avenir, pour la suite des événements.

Le coût existe mais il prend la forme d'un événement, d'un phénomène heureux, positif: la hausse des bourses de valeurs.

Nous sommes dans la dialectique: le « moins » produit du « plus »; le « négatif » se donne pour « positif ». Tout comme le vice du pervers dans nos sociétés se fait passer pour une fierté.

L'argent qui est déversé par tombereaux ne va que marginalement dans l'économie, il va principalement dans la finance, dans la sphère de l'imaginaire financier où il gonfle les prix et les cours.

Argent imaginaire, il reste dans la sphère de l'imaginaire.

Le coût dissimulé et surtout différé des mesures actuelles, c'est le gonflement d'une colossale hernie des valeurs monétaires, quasi monétaires; c'est le gonflement de tout ce en/vers quoi la monnaie se dirige.

La monnaie ne va pas là où elle devrait aller, elle va là où elle devient bulle scandaleuse et c'est là dans ce phénomène que gît le coût que personne ne perçoit, dont personne ne parle.

La monnaie imaginaire va gonfler les illusions qui préparent sa future, nécessaire et inéluctable destruction. La monnaie ne s'engrosse pas d'elle-même, cela n'existe pas, elle mute en quelque chose qui va permettre la destruction future.

Et c'est là, où vous apercevez que le Système est intelligent dans son inconscience, il prépare son rééquilibrage -douloureux – futur pour se survivre.

L'intelligence inconsciente, objective du Système, comme base de l'analyse, c'est autre chose que l'hypothèse imbécile des complotistes!

Alors retenez:

-une menace d'effondrement systémique

-un remède, l'injection/production de monnaie et de crédit

- un échec , la monnaie et le crédit ne vont pas là ou il devraient aller
- une conséquence: une hernie fantastique dans la sphère de la finance
- une autonomisation de la Sphère financière qui se libère, se désancre
- une création d'un désajustement colossal entre le réel et le financier
- le financier ne peut tenir que si on l'alimente, comme la Montgolfière
- comme Ugolin l'ogre financier dévore ses enfants
- la menace sur la stabilité financière devient le déterminant majeur du système, il ne peut plus choisir quoi que ce soit, il devient vicieux, auto-entretenu dans son vice.

Finalement on n'a fait que déplacer , amplifier et différer la menace de départ.

Un coup d'oeil sur la semaine:

Airbnb s'est échangé à 165 dollars en début de séance jeudi, plus que doublant son prix d'introduction en bourse de 68 dollars de mercredi soir – valorisant la société plus de 100 milliards de dollars.

Après avoir évalué ses actions d'introduction en bourse à 102 \$, DoorDash a vu le cours de son action s'échanger rapidement jusqu'à 184 \$, valorisant son activité de livraison de nourriture à environ 59 milliards de dollars.

11 décembre – Bloomberg:

«Les premières offres publiques initiales à la suite des débuts brûlants d'Airbnb Inc. ont explosé, menées par quatre développeurs de médicaments . Les gains massifs pour AbCelleraBiologics Inc., Certara Inc., Nanobiotix et 4D MolecularTherapeutics Inc. ont montré l'appétit de Wall Street pour les nouvelles entreprises mises sur le marché ainsi que pour les développeurs de médicaments ... AbCell a grimpé de plus de 200% au-dessus de son prix d'introduction vendredi , tandis que la 4D grimpe de 84%. Vivos a bondi de 71%, Certara de 51% et Nanobiotix est en hausse de 25% par rapport à son prix d'offre. »

11 décembre – Bloomberg :

«L'exubérance est stupéfiante. Airbnb – évalué à 18 milliards de dollars il y a à peine sept mois – valait plus de 100 milliards de dollars lorsqu'il est devenu public jeudi. Il est toujours évalué à plus que Marriott et Hilton réunis. La différence de prix par rapport à son introduction en bourse incite beaucoup de d'observateurs à Wall Street à se gratter la tête.

Mais le virus veille!

6 décembre – CNBC :

«Dr. Deborah Birx a averti ... que la montée en flèche des cas de coronavirus serait probablement l'événement le plus éprouvant de l'histoire des États-Unis, alors que les systèmes hospitaliers du pays s'efforcent de lutter contre l'augmentation du nombre de morts quotidien. «Ce n'est pas seulement le pire événement de santé publique. C'est le pire événement auquel ce pays sera confronté, pas seulement du côté de la santé publique », a déclaré Birx, le coordinateur de la réponse aux coronavirus de la Maison Blanche.

9 décembre – Associated Press:

«Alors que les États se préparent frénétiquement à commencer des mois de vaccinations qui pourraient mettre fin à la pandémie, un nouveau sondage révèle que seulement la moitié environ des Américains sont prêts à retrousser leurs manches à leur tour. L'enquête de l'Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research montre qu'environ un quart des adultes américains ne sont pas sûrs de vouloir se faire vacciner contre le coronavirus. Environ un autre quart disent qu'ils ne le feront pas. Beaucoup de personnes ont des problèmes de sécurité et veulent voir comment le déploiement initial se déroule... »

10 décembre – Associated Press:

«Les arguments sur les exigences des masques et d'autres restrictions sont rejetés ces derniers jours alors que la flambée meurtrière du coronavirus à travers les États-Unis engloutit des villes de petite et moyenne importance. À Boise, dans l'Idaho, des responsables de la santé publique sur le point de voter sur une obligation de masque dans quatre comtés ont brusquement mis fin à une réunion mardi soir en raison de craintes pour leur sécurité au milieu de manifestations anti-masques à l'extérieur du bâtiment. Un membre du conseil de santé a annoncé en larmes qu'elle devait se précipiter à la maison pour être avec son enfant à cause des manifestants, qui ont été vus sur une vidéo en train de taper sur des seaux, de faire retentir des klaxons et des sirènes et de faire exploser une séquence sonore de coups de feu du film imprégné de violence Scarface « devant sa porte d'entrée. »

7 décembre – Wall Street Journal :

«Les gouvernements accélèrent l'approbation des premiers vaccins pour contenir le Covid-19, mais l'inquiétude du public quant à la sécurité des doses menace de saper ces efforts. Une enquête de l'Université de Hambourg a montré que le pourcentage de personnes hésitantes ou non désireuses de se faire vacciner contre Covid-19 en novembre se monte à environ 40% des personnes interrogées dans sept pays européens. Un sondage effectué en octobre par Ipsos a révélé que près d'un tiers des Japonais et près de la moitié des Français ont déclaré qu'ils ne se feraient pas vacciner... Dans certains endroits, comme les États-Unis et l'Italie, les sceptiques en matière de vaccins ont attisé ces craintes, a déclaré Heidi Larson, anthropologue à la London School of Hygiene & Tropical Medicine et directrice du Vaccine Confidence Project... «Il y a beaucoup d'anxiété là-bas», dit-elle.

9 décembre – Bloomberg :

«Les États-Unis baignent à nouveau dans l'essence alors que la pandémie s'aggrave, soulignant la situation difficile que doit affronter l'industrie pétrolière dans les mois à venir avant qu'un vaccin puisse être largement distribué. Les stocks de la semaine se terminant le 4 décembre ont augmenté d'environ 4 millions de barils par rapport à la semaine précédente à environ 238 millions de barils... C'est le plus élevé de la saison depuis au moins le milieu des années 1990, lorsque les données sur l'essence ont commencé à être conservées et la plus grosse accumulation sur une semaine depuis avril, lorsque la conduite en voiture s'est ralentie jusqu'à l'arrêt. »

Pour 100 milliards t'as plus rien, t'as que des pertes.

Bruno Bertez 12 décembre 2020

Airbnb vient donc d'être vendue en bourse par ses promoteurs.

Ils ont choisi ce moment non pas parce que l'affaire va bien ou a le vent en poupe -les voyages et l'hébergement sont au plus bas- mais parce que jamais il n'y a eu autant d'argent gratuit en quête d'emploi.

L'argent ne vaut plus rien, voilà ce que nous dit l'introduction en bourse de cette société, pur champignon parasite issu de l'activité des banques dites d'investissement.

Airbnb s'est échangé à 165 dollars en début de séance jeudi, plus que doublant son prix d'introduction en bourse de 68 dollars mercredi soir – valorisant la société au dessus de 100 milliards de dollars.

Je rappelle que Airbnb était valorisé 18 milliards il y a 7 mois.

Je ne vais pas analyser le phénomène de la création de valeur de 100 milliards par l'alchimie boursière, je l'ai fait souvent et hélas, c'est un phénomène mal compris.

Il y a trop d'intérêts en jeu pour que ceci retienne l'attention.

Mieux vaut ne pas s'en préoccuper, si on tirait sur le fil, le pot aux roses se donnerait à voir; la bourse et ses mécanismes créent du pouvoir d'achat fictif solvabilisé par le crédit gratuit.

Avec cet argent, le système va pouvoir remployer ailleurs et détruire d'autres formes d'activités par le biais de la concurrence déloyale financée par le système bancaire d'une part et les banques centrales d'autre part.

La concurrence est déloyale car Airbnb vend en dessous de ses prix de revient et est systématiquement en lourde perte. Il crée de la non-valeur, c'est de la destruction de vraie richesse, au profit des initiés et privilégiés qui sont mis dans le bon coup au départ.

La consommation de ressources de Airbnb est considérable, regardez l'évolution de ses pertes.

Mais il est apprécié pour sa fonction de destruction de l'hébergement traditionnel; le système financier paie pour cela, pour détruire une fonction de service qui a investi des centaines de milliards dans le monde pour accueillir les gens en déplacement.

Le secteur financier paie -avec de l'argent gratuit- pour la mise au chômage définitive de centaines de milliers de salariés de l'hébergement.

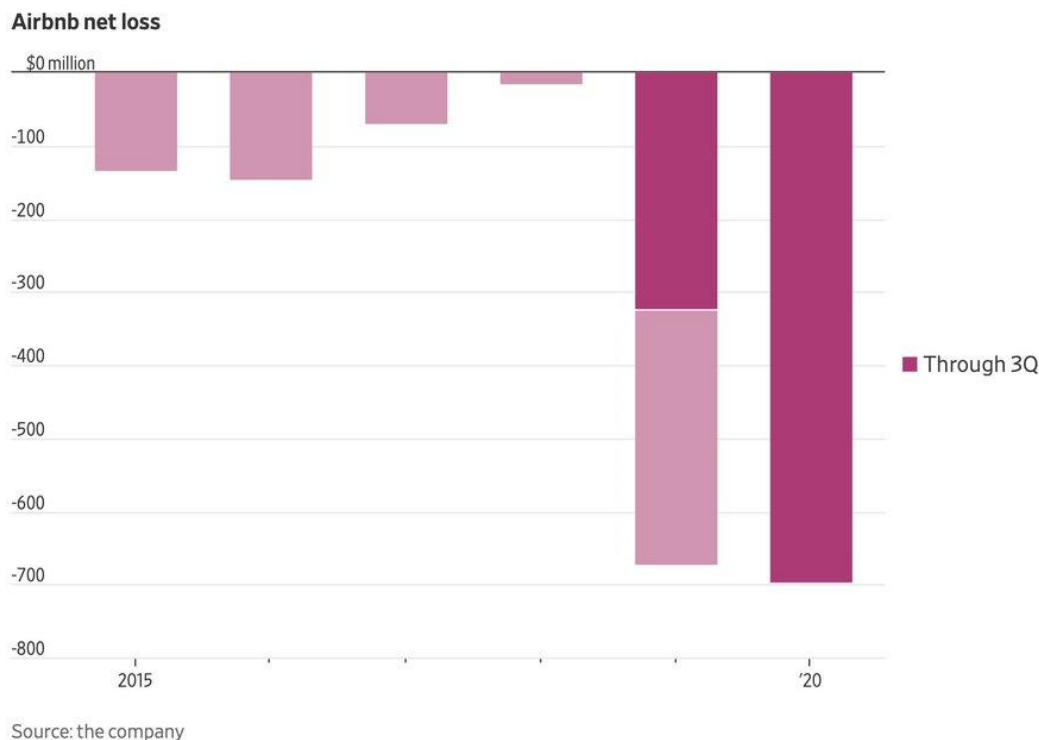
Les miracles n'existent pas, les centaines de milliards qui sont créés de cette façon par l'alchimie financière seront eux aussi détruits lors de la grande révolution monétaire, c'est inéluctable.

L'ennui est que les destructions d'activités réelles, concrètes et des emplois qui y sont associées, elles ne seront jamais retrouvées.

Les politiques monétaires sont destructrices, elles favorisent, par le biais de la spéculation, les mal investissements générateurs de pauvreté future.

Extinction is forever!

Une performance qui vaut 100 milliards!



Argent gratuit et énergies vertes : le programme Biden

rédigé par [Nomi Prins](#) 14 décembre 2020

Prenons le temps de nous tourner vers l'avenir pour observer les tendances présentes dans des secteurs économiques clés, et ce qu'elles vont signifier pour nos lecteurs, pour les investisseurs et les entreprises, en 2021 et au-delà.

Il semble de plus en plus clair que l'ex-vice-président Joe Biden sera le **46ème président des Etats-Unis**. Même si la victoire électorale de Biden fait encore beaucoup de remous, il convient de prendre en considération des éléments clés dans certains secteurs.

Alors qu'est-ce cela veut dire pour vous ?

Prenons un peu de recul et mettons de côté les éléments politiques. Ce que nous avons constaté pendant la campagne Biden-Harris, en termes de programme, nous offre du contexte sur ce que l'on peut anticiper.

Par exemple, le « *ticket* » (binôme Biden-Harris) démocrate a fourni des signes forts selon lesquels, même si les grandes banques et les grandes entreprises devront faire des ajustements, beaucoup de choses ne vont pas changer.

Globalement, le corridor entre Wall Street et la Maison Blanche s'apprête à être aussi fluide et rationnalisé que jamais. Cela signifie que vous pouvez, soit lutter contre le courant, soit apprendre à l'utiliser de façon stratégique dans votre intérêt.

Rien de politique

Je le répète, cela n'a rien de politique. Les grands acteurs de la finance (*Big Money*) se fichent de la politique. Là, il s'agit simplement de suivre les données et de les utiliser de façon stratégique dans votre intérêt.

J'ai passé des années à Wall Street, où j'ai occupé des postes de direction dans de grandes banques monolithiques comme Goldman Sachs, Bear Stearns et Lehman Brothers, des établissements bancaires comptant parmi les plus puissants et influents du monde.

J'ai constaté aux premières loges que le marché actions flambait sur des bilans bidon, tandis que les dirigeants s'en mettaient plein les poches. Wall Street se soucie du pouvoir et de l'argent, et non d'une adhésion à un parti.

Depuis cette époque où je travaillais dans la finance, j'ai eu l'occasion de rencontrer des leaders à Washington. Des réunions aux plus hauts niveaux avec la Fed, le Congrès et de grandes institutions de Washington ont fait l'objet d'articles ou de rapports spéciaux que nous vous avons adressés. Le lobby bancaire est l'un des plus influents à Washington.

Même si les baisses d'impôts et le programme pro-entreprises de Trump ont certainement été bien accueillis par Wall Street, la présidence de Biden devrait être tout aussi accommodante – sinon plus – pour ceux qui occupent les échelons les plus élevés du monde financier.

En vérité, les grands acteurs de la finance n'ont que faire de la personnalité occupant le Bureau ovale. Leur objectif est de générer des rendements sur la spéculation et l'investissement, et de faire tout ce qu'il faut pour déjouer la concurrence et réaliser des profits.

Nous avons évalué le programme de campagne de Biden, les gens dont il s'entoure, les mesures qu'il a soutenues auparavant et sur lesquelles il a fait campagne. Et nous avons identifié des points pivots clairs, du point de vue économique.

Nous vous indiquons les cinq principaux *boosters* économiques à surveiller lors du futur gouvernement Biden-Harris.

1. Carte blanche à la Réserve fédérale

La Réserve fédérale a joué un rôle sans précédent dans le cadre des mesures prises face au Covid-19, et tout comme elle l'avait fait au cours de la période suivant la crise financière. Au beau milieu des turbulences économiques et d'une récession mondiale, le pouvoir de la banque centrale a été libéré, selon la loi **CARES Act** adoptée par le Congrès.

Cette loi a autorisé la **Fed** à se coordonner et à travailler avec le **Trésor américain** pour stimuler le marché des obligations d'entreprise et d'autres marchés financiers. Elle a également permis à la Fed de porter son bilan à plus de **7 100 Mds\$**, par rapport au précédent plus haut de 4 500 Mds\$ affiché dans le sillage de la crise financière.

Sous un gouvernement Biden, la Fed va demeurer extrêmement influente. Dans un contexte où la pandémie va s'intensifier au cours de l'hiver, et exercer une pression encore plus forte sur l'économie et les marchés financiers, la Fed ressentira le besoin de poursuivre sa politique monétaire et ses mesures de relance.

A court terme, il est peu probable que Biden augmente considérablement l'effectif de la Fed dans la mesure où cela pourrait modifier sa nature. Il pourra décider en 2022 qui dirigera la Fed.

L'actuel président de la Fed, **Jerome Powell**, choisi par Trump, avait été nommé par Obama, au départ, en 2012, pour siéger au **Conseil des gouverneurs de la Fed**. Cela signifie qu'un lien historique avec le précédent gouvernement Obama-Biden pourra se poursuivre sous le gouvernement Biden-Harris.

De plus, le gouvernement Biden aura la possibilité de pourvoir deux sièges vacants au Conseil de la Réserve fédérale, et un troisième si **Lael Brainard**, qui siège actuellement au conseil des gouverneurs, était nommée à un autre poste.

Le président Powell devrait avoir une relation bien moins conflictuelle avec le président Biden qu'avec Trump. Cela veut dire qu'il y aura moins d'antagonisme entre la Maison Blanche et la banque centrale la plus influente du monde.

Il est probable que le gouvernement Biden sera modelé par une Fed enhardie et des politiques qui continueront de bénéficier aux marchés plus qu'à l'économie réelle, quel que soit le parti qui contrôlera le Sénat.

2. Les énergies durables passent à la vitesse supérieure

Il y a plus de quatre ans, alors que j'étais en déplacement en **Chine**, j'ai fait passer un message à mes lecteurs.

A l'époque, j'indiquais ceci :

« La suprématie mondiale repose énormément sur le contrôle de l'énergie. Autrefois, cela voulait dire le pétrole. Désormais, cela veut dire l'énergie verte. Les Etats-Unis et la Chine se livrent à une course contre-la-montre pour contrôler l'énergie verte. Pour la Chine, c'est une façon de décrocher le titre de nouvelle superpuissance mondiale. Pour les Etats-Unis, c'est un ultime effort afin de maintenir leur position. »

Même s'il se peut que le Covid-19 ait sérieusement contrarié la guerre entre les Etats-Unis et la Chine autour de la domination énergétique, la demande n'est pas moins importante, et les besoins n'ont pas disparu.

Le programme de campagne de Biden fait ressortir un plan d'infrastructures, indépendamment de la politique, qui pourrait offrir une opportunité colossale, pour les investisseurs et les entreprises. Cela signifierait également que les entreprises américaines et les efforts de recherche déployés aux Etats-Unis seraient compétitifs avec les Chine.

Ce plan « entraînera une expansion majeure de la production d'énergie renouvelable et une évolution spectaculaire [du] réseau électrique [américain]. »

Cela veut également dire que les infrastructures de transport vont vivre un bouleversement technologique, et lié à l'énergie, plus important. Les leaders de la Silicon Valley tels qu'Elon Musk pourraient être les nouveaux acteurs des efforts déployés en matière d'énergie durable, mais l'argent est la véritable motivation.

Indépendamment du résultat de l'élection, ou des croyances en matière de changement climatique, les mesures liées à l'énergie durable créent des emplois « verts » sur le long terme. Elles ont également été moins affectées par des variables telles que les guerres commerciales ou les crises financières. Le vent soufflera toujours. Le soleil brillera toujours. Alors que des millions d'emplois continueront de se détourner du secteur des énergies fossiles, de nouveaux débouchés vont se développer.

Nous verrons les trois autres tendances dès demain.